Nations Unies E/HLPF/2021/5*

Conseil économique et social

Distr. générale
7 mai 2021
Français
Original : anglais, arabe, espagnol et français

Forum politique de haut niveau pour le développement durable
Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
6-15 juillet 2021
Point 2 de l'ordre du jour provisoire**
Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable

Compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2021

Note du Secrétariat

Le Secrétariat a l'honneur de transmettre ci-joint les principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires présentés par 43 États membres du forum politique de haut niveau pour le développement durable à sa réunion de 2021, conformément aux résolutions 67/290, 70/1 et 70/299 de l'Assemblée générale***.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (3 juillet 2021).

** E/HLPF/2021/1.

*** Les messages représentent les vues du Gouvernement concerné et sont reproduits par l'ONU tels qu'ils ont été reçus, avec des corrections purement éditoriales.

21-06109* (F) 040721 040721

Merci de recycler

Afghanistan

[Original : anglais]

Gagner en autonomie grâce à l'accélération de la mise en œuvre des objectifs de développement durable

L'Afghanistan a l'honneur de présenter son deuxième rapport d'examen national volontaire, qui concerne les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable cette année. Dès l'adoption du Programme 2030, instrument mondial de développement, le Gouvernement afghan s'est engagé à atteindre les objectifs y figurant. Faisant la preuve de la volonté des acteurs politiques de mettre le Programme en œuvre et du désir d'en promouvoir l'appropriation par le pays, il a ainsi intégré ces objectifs dans son cadre de développement national, créé un mécanisme institutionnel jetant les bases d'un environnement propice à l'innovation politique et technique et défini avec succès des objectifs nationaux, dans le cadre de consultations approfondies avec toutes les parties prenantes.

Alors qu'il s'efforçait d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux visés, le Gouvernement s'est néanmoins heurté à des difficultés existantes ou nouvelles de taille, qui ont entravé l'avancement du pays vers le développement, notamment en matière de réalisation globale des objectifs. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences socioéconomiques, le ralentissement de la croissance économique, la prolongation du processus de paix et l'augmentation du nombre de victimes civiles et militaires en découlant, le retrait des forces de la coalition internationale – entraînant une charge supplémentaire pour le Gouvernement en matière de sécurité – et les changements climatiques sont autant de facteurs qui ont directement influé sur les progrès socioéconomiques et environnementaux réalisés en Afghanistan, notamment s'agissant des objectifs de développement durable.

Au vu de la situation, en juillet 2020, le Gouvernement a livré une deuxième version de son Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan, continuant sur sa lancée pour éradiquer la pauvreté, faire du pays une économie autonome et productive connectée à la région et au monde entier et investir dans des institutions solides, tout en maintenant ses efforts de lutte contre les risques posés par la COVID-19. Au cours des cinq prochaines années, l'Afghanistan entend mettre l'accent sur la consolidation de la paix, l'édification de l'État et le renforcement du marché.

Une place centrale et privilégiée sera par ailleurs réservée aux demandes formulées par les citoyens, en particulier les femmes et les plus vulnérables, auxquelles on s'attachera à répondre de manière directe, responsable et transparente. Depuis son dernier examen national volontaire, en 2017, le Gouvernement a pris toute une série de mesures concrètes, notamment :

a) L'appropriation des objectifs de développement durable (16 objectifs, 110 cibles et 177 indicateurs) au niveau national ;

b) L'amélioration continue et l'optimisation de l'environnement politique et technique, grâce à la mise en place d'une nouvelle structure institutionnelle, dirigée par le chef de l'exécutif et composée de quatre comités thématiques, visant à fournir une plateforme de haut niveau pouvant être utilisée dans la durée pour faire collaborer diverses parties prenantes, notamment le Gouvernement, le secteur privé, des organisations de la société civile, le monde universitaire et des partenaires de développement ;

c) L'harmonisation des objectifs nationaux avec le Cadre pour la paix et le développement, y compris sa deuxième version ;

d) L'harmonisation des objectifs du pays avec 10 des programmes prioritaires nationaux ;

e) La hiérarchisation des objectifs nationaux, à l'aide d'une méthodologie d'analyse multicritères tenant compte de leur niveau d'urgence, des effets systémiques attendus et des lacunes que l'on cherche à combler et reposant sur l'établissement d'une moyenne linéaire pondérée de ces différents éléments ;

f) L'achèvement d'une analyse relative au manque de données sur les objectifs nationaux ;

g) L'établissement d'un modèle d'équilibre général calculable portant sur les objectifs (un tableau de bord relatif aux objectifs de développement durable, un cadre de suivi et d'évaluation et une stratégie de financement sont en cours d'élaboration et les coûts attendus sont à l'étude).

La pandémie de COVID-19 a eu des retombées particulièrement néfastes sur les vigoureux efforts déployés par l'Afghanistan pour atteindre les cibles économiques, sociales et environnementales fixées et, de façon plus globale, les objectifs de développement durable. Ayant rapidement pris la mesure de la gravité de la pandémie et estimant que la crise passerait par cinq étapes distinctes – à savoir une phase d'acceptation, une phase de diffusion, une phase d'adversité, une phase de secours et une phase de relèvement – le Gouvernement a adopté un ensemble de mesures à l'échelle nationale, déléguant une autorité sans précédent au Ministère de la santé publique et aux gouverneurs des provinces.

Tenant compte de sa situation financière, le Gouvernement a entrepris de restructurer ses programmes, clôturé des projets dont l'efficacité laissait à désirer et consacré l'ensemble de ses ressources à répondre aux besoins immédiats des citoyens et à atteindre les objectifs en matière de secours, d'aide, de relèvement et de résilience découlant de la pandémie. Au vu de l'ampleur des retombées de la crise sanitaire, l'Afghanistan ne sera pas en mesure, tant à court qu'à moyen terme, de satisfaire tous les besoins de financement à partir des recettes intérieures.

L'Afghanistan s'engage à coopérer pleinement avec ses partenaires internationaux en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et attache une importance fondamentale à ces relations. Afin d'accélérer la réalisation de ces objectifs, il est essentiel que les pays du monde entier s'appuient les uns les autres, et, en phase avec le Programme 2030, veillent à ne laisser personne de côté, et que ce soutien, pouvant s'exercer dans les domaines financier, technologique ou encore commercial, bénéficie tout spécialement aux pays en situation particulière.

La mise en œuvre réussie des objectifs de développement durable va de pair avec les efforts déployés par l'Afghanistan pour concrétiser ses aspirations à une paix durable, à l'autonomie et à la croissance économique, alors que le pays entre dans la seconde moitié de sa décennie de transformation (2021 à 2025).

Allemagne

[Original : anglais]

En septembre 2019, lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable, les chefs d'État et de gouvernement ont déclaré que les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne pourraient pas être atteints si l'on ne faisait pas davantage d'efforts à cette fin. Il est

impératif que nous accomplissions enfin de réels progrès en matière de durabilité, en particulier s'agissant de la protection du climat, au cours de la décennie d'action.

Sur la base des décisions de l'Union européenne et du récent arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale allemande, l'Allemagne vise à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Le Gouvernement fédéral allemand fixera des objectifs de réduction annuels afin d'atteindre la neutralité en matière d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2045. Pour cela, il faut renforcer l'action diplomatique en matière de climat et de durabilité, sur la base d'une approche développée à l'échelle de l'ensemble de l'administration.

En raison de la pandémie causée par la maladie à coronavirus (COVID-19) et de ses effets à l'échelle mondiale, la nécessité d'une transformation sociale et écologique est devenue bien plus pressante. Il a été et il reste stratégiquement important d'ouvrir la voie à une société plus durable sur le plan social et environnemental, et donc plus apte à résister à l'épreuve du temps, afin de promouvoir un relèvement vert et plus solide dans le monde entier, en Europe et en Allemagne. Le Programme 2030 et ses objectifs, ainsi que l'Accord de Paris, devraient servir de cadres d'orientation aux niveaux national, européen et mondial pour réorienter les politiques et les programmes en réponse à la pandémie afin de « mieux se relever », dans le respect du principe consistant à « ne laisser personne de côté ».

La mise en œuvre des objectifs de développement durable en Allemagne, avec l'Allemagne et par l'Allemagne passe nécessairement par l'accomplissement de progrès dans les six domaines de transition suivants :

a) Les capacités et le bien-être humains, et la justice sociale (objectifs 3, 4, 5, 8, 9, 10)

b) L'action climatique et la transition énergétique (objectifs 7 et 13)

c) L'économie circulaire (objectifs 8, 9 et 12)

d) Des constructions et des transports durables (objectifs 7, 8, 9, 11, 12, 13)

e) Des systèmes agricoles et alimentaires durables (objectifs 2, 3, 8, 12, 13)

f) Un environnement exempt de polluants (objectifs 6, 8, 9, 14, 15)

Dans sa nouvelle stratégie relative à la durabilité, coordonnée par la Chancellerie fédérale et adoptée en mars 2021, le Gouvernement allemand a recensé des politiques et des mesures porteuses de transformation pour ces six domaines, conçues pour faire des progrès mesurables. Ces politiques et mesures sont entreprises à trois niveaux, l'accent étant mis sur leur mise en œuvre et sur leur incidence en Allemagne et sur leurs répercussions au niveau international, ainsi que sur la fourniture d'un appui aux pays partenaires.

La responsabilité mondiale est l'un des principes de la stratégie allemande en matière de développement durable et fait partie d'une vision globale pour un avenir durable en Allemagne. Le Gouvernement fédéral allemand aligne par conséquent les activités qu'il mène sur le plan international sur le principe de durabilité. En tant que membre de l'Union européenne et avec ses partenaires européens, l'Allemagne contribue largement à régler les problèmes mondiaux à long terme.

Le Gouvernement fédéral allemand poursuivra les efforts qu'il déploie au niveau national et continuera de collaborer avec les pays partenaires au niveau international, comme en témoigne notre statut de deuxième plus grand donateur d'aide publique au développement.

Le développement durable est un principe fondamental de la politique étrangère et de la politique de développement allemandes. Depuis l'adoption du Programme

2030, l'Allemagne a joué un rôle central dans sa mise en œuvre et dans la poursuite des objectifs de développement durable dans le monde entier.

La paix et la sécurité, les droits humains et le développement durable sont tous interdépendants. Notre politique consiste à renforcer et à promouvoir un ordre international fondé sur des règles et la coopération multilatérale. Le Gouvernement fédéral allemand promeut ces principes, notamment par l'intermédiaire des travaux de l'Alliance pour le multilatéralisme, initiée avec la France et d'autres partenaires.

La bonne mise en œuvre du Programme 2030 n'est possible que si les efforts déployés reposent sur un large soutien de la société dans son ensemble. Le Gouvernement fédéral a inclus la société civile, les entreprises et le milieu scientifique dans l'élaboration de la stratégie allemande relative à la durabilité ainsi que dans le dialogue accompagnant la préparation de son rapport national volontaire. La transition vers une Allemagne durable ne peut être fructueuse que si elle est comprise comme une entreprise commune, c'est-à-dire comme un chemin que les autorités fédérales, régionales et locales et les différents groupes de la société parcourront ensemble.

Angola

[Original : anglais]

L'Angola présente son premier examen national volontaire de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et s'engage à en assurer, sur une base volontaire et participative, la mise en œuvre et le suivi. En juin 2020, une plateforme pour le suivi des objectifs de développement durable a été mise en place avec la participation d'acteurs de plusieurs secteurs concernés par cette question, sous la direction de la présidence de la République et la supervision du Ministère de l'économie et de la planification et en partenariat avec les entités du système des Nations Unies présentes en Angola.

Faits marquants

Depuis 2014, l'Angola est frappé par une récession économique tenant à la chute du prix du pétrole et à une baisse de la production, situation que la pandémie de COVID-19 est encore venue aggraver. Afin d'accroître sa résilience face à la crise et de réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole, le pays s'attelle à mettre en œuvre une série de réformes économiques importantes, qu'il a définies dans son plan national de développement pour la période 2018-2022 et qui touchent principalement à la stabilisation macroéconomique, à la privatisation et à la diversification. Si ces crises ont davantage fait ressortir la vulnérabilité économique de l'Angola et la nécessité pour cet État – qui est fortement dépendant au pétrole et enregistre des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes (54,4 % en 2019) – d'intensifier sa transformation structurelle, il convient néanmoins de noter qu'un plan de lutte contre la COVID-19 (il est prévu, au titre du plan national de développement, de vacciner environ 17 millions de personnes) a rapidement été adopté, de même qu'un ensemble de mesures visant à atténuer les répercussions économiques sur les entreprises, les familles et l'économie informelle.

Les efforts déployés par le Gouvernement pour améliorer les conditions sociales et économiques ont par ailleurs commencé à porter leurs fruits. Ainsi, l'Angola présente désormais un indice moyen de développement humain. Le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans a notamment diminué, le nombre de décès pour 100 000 naissances vivantes ayant été ramené de près de 300 au début du siècle à environ 68 en 2015. En 2019, le taux net de fréquentation des établissements

d'enseignement secondaire était de 39,9 %, et, entre 1990 et 2019, l'espérance de vie moyenne a augmenté de 15,8 ans, pour atteindre 61,2 ans. Des progrès majeurs ont en outre été réalisés en matière de lutte contre la faim, le taux de prévalence de la malnutrition tombant de 52,2 % (2004-2006) à 19 % (2017-2019).

Défis et perspectives

L'Angola est doté de ressources humaines et naturelles considérables, qui sont essentielles à la transformation et à la diversification structurelles et qui, combinées à de solides institutions, favorisent une productivité et une prospérité inclusives et durables.

L'un des principaux défis à relever est de veiller à ce que les réformes adoptées se traduisent par un accès à des emplois de qualité et décents plus nombreux et par une réduction de la pauvreté multidimensionnelle, fléau de taille touchant encore plus de la moitié de la population, en particulier dans les zones rurales. À cette fin, il est nécessaire d'élargir l'accès à toute une série de services – notamment à une éducation de qualité, à des formations techniques et professionnelles, à l'eau potable, à l'électricité, à Internet et au crédit – ainsi que de réduire les principales inégalités persistant entre les zones urbaines et les zones rurales, de même que les inégalités économiques (environ 23 % de la population vit avec moins de la moitié du revenu moyen) et celles qui existent entre les femmes et les hommes. En 2019, l'indice d'inégalité de genre était de 0,536. Dans l'ensemble, les femmes et les filles disposent d'un moins bon accès à l'éducation, sont plus touchées par le VIH/sida, sont davantage victimes de violences fondées sur le genre, sont moins représentées dans les organes de décision et bénéficient d'un accès à l'emploi limité.

L'Angola réitère son attachement à la question de la durabilité. Signataire de l'Accord de Paris, le pays peut être fier de sa biodiversité et de ses abondantes ressources naturelles. Cependant, les effets des changements climatiques sont bien visibles, notamment dans le sud et les zones côtières, les sécheresses de 2012-2016 et 2019-2021 ayant causé de graves dommages et entravé l'avancement de la lutte contre la faim.

Prochaines étapes

En février 2021, l'Assemblée générale a approuvé la résolution 75/259, dans laquelle elle a accepté de prolonger la période préparatoire précédant le retrait de l'Angola de la catégorie des pays les moins avancés jusqu'en 2024, en raison de la grande vulnérabilité socioéconomique du pays. Cette prolongation est l'occasion de revoir et de renforcer les mesures de soutien international pertinentes à l'appui du programme gouvernemental et d'améliorer les partenariats conclus avec des entités du système des Nations Unies et les partenaires de développement, dans le cadre d'une stratégie nationale de transition en douceur.

La préparation de l'examen national volontaire peut en outre concourir à l'élaboration de systèmes de recherche, de collecte, de compilation et d'analyse des données statistiques nécessaires pour continuer de suivre et d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable lors des examens qui seront réalisés d'ici à 2030.

Le plan national de développement pour la période 2018-2022 vise à accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, grâce à l'adoption de mesures de suivi renforcées, lesquelles sont prises en compte dans les plans annuels et le budget national, et à un engagement accru du secteur privé visant à accroître l'investissement dans les chaînes de valeur productives, l'objectif étant de renforcer sensiblement la création d'emplois et d'appuyer les jeunes et les femmes, en particulier.

Antigua-et-Barbuda

[Original : anglais]

Introduction

Situé dans le nord des Caraïbes, l'État d'Antigua-et-Barbuda se compose de deux îles jumelles et d'une réserve naturelle inhabitée, appelée Redonda. Le 1er novembre 2021, notre pays célébrera ses 40 ans d'indépendance politique. Nous avons l'honneur de présenter notre premier examen national volontaire, témoin de l'engagement du Gouvernement et de la population d'Antigua-et-Barbuda en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. En 2016, les sacs en plastique à usage unique ont été interdits, initiative audacieuse de la part d'une petite nation cherchant à améliorer la vie de ses habitants et à protéger l'environnement dans la perspective d'un développement national durable. Malgré cette action louable, la réalisation des objectifs de développement demeure compliquée, en raison des diverses vulnérabilités touchant le pays, telles que son haut niveau d'endettement ; sa sensibilité accrue aux chocs exogènes, notamment aux catastrophes naturelles, à des questions relevant du droit extraterritorial et aux crises sanitaires ; l'instabilité de l'économie mondiale ; l'hostilité du système commercial multilatéral.

Le Gouvernement reste néanmoins résolu à atteindre ses objectifs de consolidation de la nation et entend continuer de placer la population au cœur de ses efforts de développement. Fruit d'une collaboration participative entre les parties prenantes et les secteurs public et privé, la société civile, le monde universitaire, les médias et la jeunesse, l'examen national volontaire témoigne de notre engagement inébranlable à faire progresser la mise en œuvre du Programme 2030 et à ne laisser personne de côté.

Dynamique de développement à Antigua-et-Barbuda dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Les habitants d'Antigua-et-Barbuda bénéficient de revenus relativement élevés, ce qui leur permet de vivre mieux, plus longtemps et en meilleure santé. Considérée par l'Organisation des Nations Unies comme un pays à revenu élevé, Antigua-et-Barbuda affiche un indice de développement humain de 0,778, soit l'un des plus hauts de la région, se classant ainsi 78e sur 189 pays. S'il est la preuve des efforts délibérés déployés par notre pays pour progresser dans sa transformation économique et sociale, qui vise à mettre la population au premier plan, ce résultat est également un frein à l'obtention de prêts à des conditions de faveur, limitant notre capacité à faire disparaître la pauvreté.

En dépit de ces circonstances, nous continuons de nous attacher en priorité à réduire la pauvreté et les inégalités de revenus, tout en investissant dans l'éducation et la formation. Nous nous efforçons en outre de soutenir le secteur privé par l'octroi de prêts et la fourniture d'une assistance technique, afin d'en garantir la compétitivité sur la scène internationale et d'encourager l'innovation. Les progrès réalisés en la matière continuent toutefois d'être entravés par l'établissement unilatéral de listes noires économiques, l'adoption de mesures menaçant les relations bancaires concernées par ces activités et l'hostilité de l'architecture commerciale multilatérale.

En tant que nation entourée d'eau, Antigua-et-Barbuda présente un potentiel de développement inexploité, qu'il convient de gérer de façon durable, au profit des générations actuelles et futures. Dans le cadre de ses efforts de développement d'une économie bleue durable, le pays participe activement aux négociations sur les subventions à la pêche menées par l'Organisation mondiale du commerce, qui visent

à faire disparaître les aides financières favorisant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, laquelle entraîne des problèmes de surcapacité et de surpêche.

Progrès réalisés par Antigua-et-Barbuda dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable sur fond de pandémie et face à divers chocs exogènes

À l'issue de la pandémie, nous nous efforcerons d'aller de l'avant, avec toujours plus d'élan, comme ce fut le cas pour Barbuda dans le sillage de l'ouragan Irma, qui l'a dévastée en 2017. Nous sommes parmi les rares pays au monde à connaître de faibles taux de décès et d'infection et un taux de guérison élevé et à être manifestement parvenus à éviter la propagation de la maladie au sein de la communauté. Néanmoins, en dépit de nos efforts, le virus a eu de nombreuses retombées sur notre économie et notre population. Notre capacité à nous relever de la crise sera fonction de l'égalité d'accès aux vaccins, de la gestion mondiale de la pandémie et du soutien reçu de nos partenaires de développement.

Nous avons accompli de nombreux progrès au titre des objectifs de développement durable relatifs aux personnes, en particulier les objectifs 1, 2, 3 et 4, ainsi que de l'objectif 8, lequel est axé sur la prospérité, de même qu'en matière de valorisation de l'économie bleue, dont il est question dans l'objectif 14. Toutefois, des défis subsistent. Ainsi, les changements climatiques, l'incidence croissante des maladies non transmissibles et l'impossibilité d'accéder à des prêts à des conditions de faveur demeurent hautement problématiques, mettant en exergue la nécessité d'avoir recours à un indice de vulnérabilité reconnu comme outil de mesure.

Mesures à prendre pour accélérer la réalisation des objectifs mondiaux à l'échelon national

Alors que nous nous attelons à réviser notre plan de développement national, le moment nous semble opportun pour faire avancer la réalisation des objectifs convenus au niveau international, étant donné les bénéfices accrus qui pourront en être tirés.

Ainsi, un comité national sur les objectifs de développement durable a été créé et nous continuons de chercher à obtenir l'aide nécessaire pour développer une stratégie globale de communication et de sensibilisation des parties prenantes et mettre en place une mission d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques, qui sera chargée de contribuer à l'intégration des objectifs dans nos politiques et programmes et à la recherche d'accélérateurs favorisant la concrétisation de nos efforts de développement.

Nous sommes motivés, déterminés et décidés à atteindre les objectifs de développement durable et à faire de notre pays un endroit où il fait bon vivre et où chacun compte.

Azerbaïdjan

[Original : anglais]

Appropriation des objectifs de développement durable

L'établissement d'un modèle de développement durable juste, équitable, inclusif et qui profite à tous est l'une des principales priorités de la République d'Azerbaïdjan. L'examen national volontaire présenté ici est le troisième que l'Azerbaïdjan réalise depuis l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et son intégration dans la politique nationale et les stratégies de développement du pays. Il est le fruit d'une collaboration entre le Conseil national de coordination du développement durable et le Ministère de l'économie, qui sont chargés de le mener à

bien avec le soutien du bureau de pays du Programme des Nations Unies pour le développement, dans le cadre de consultations avec diverses parties prenantes, telles que le Parlement, des ministères de tutelle, des institutions publiques, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et des établissements universitaires.

Priorités nationales de développement de l'Azerbaïdjan pour 2030

Au sortir de la pandémie et du conflit dans lequel il était engagé, l'Azerbaïdjan entre dans une phase stratégique allant de 2021 à 2030. Conscient des grandes tendances se dessinant sur la scène internationale et des défis auxquels le monde a à faire face, le Gouvernement azerbaïdjanais a défini une trajectoire de développement à long terme pour le pays et tracé des voies de développement socioéconomique et environnemental reposant sur cinq priorités nationales, approuvées par décret présidentiel, pour la décennie à venir. Compatibles avec les engagements pris dans le cadre du Programme 2030, ces priorités sont les suivantes :

- Développement d'une économie compétitive en croissance constante
- Édification d'une société fondée sur une justice dynamique, inclusive et sociale
- Développement d'un capital humain compétitif et d'un espace propice à l'innovation
- Réintégration réussie des territoires libérés
- Promotion de la propreté de l'environnement et d'une croissance verte

La fin du conflit opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan est source de nouvelles opportunités économiques, non seulement pour l'Azerbaïdjan, mais aussi pour la région. À cet égard, la réhabilitation, la reconstruction et la réintégration des zones libérées ou ayant été touchées par le conflit feront partie des grandes priorités de développement du pays pour les années à venir.

Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a eu des répercussions massives sur la vie des gens dans le monde entier et sérieusement entravé la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Azerbaïdjan, notamment en matière de croissance économique, d'emploi, de soins de santé, d'éducation et de tourisme. La propagation de la COVID-19 dans le pays depuis le premier trimestre de 2020 et les confinements obligatoires qui ont suivi ont naturellement eu une incidence négative sur l'activité économique, entraînant une baisse de 4,3 % du produit intérieur brut en 2020. Pour atténuer les effets de la crise, le Gouvernement azerbaïdjanais a approuvé des programmes de soutien visant la fourniture, à divers intervenants, d'une aide financière directe (1,5 milliard de dollars au total en 2020), notamment des subventions salariales destinées aux entrepreneurs, des avantages fiscaux, des dédommagements relatifs aux frais de douane et d'assurance et des prestations destinées à aider les chômeurs et les travailleurs publics à faire face à leurs dépenses d'éducation et de santé. Grâce à ces mesures de soutien efficaces, l'Azerbaïdjan s'attend à ce que la période 2021-2022 soit marquée par un regain d'activité. Parallèlement aux mesures prises en interne, le Gouvernement participe activement à la lutte contre la COVID-19 au niveau mondial, dans le cadre de programmes bilatéraux et multilatéraux, et est venu en aide à 33 pays en leur apportant un soutien humanitaire et une assistance financière.

Croissance verte

Le Gouvernement azerbaïdjanais reconnaît que la modification du climat de la planète devrait reposer sur l'utilisation de technologies non polluantes, la promotion de sources d'énergie propre, le recyclage et l'assainissement des zones polluées. À cet égard, il s'est notamment fixé pour priorités de veiller à la qualité du milieu écologique et de renforcer l'accessibilité des sources d'énergie verte, ainsi que de construire des villes et des villages intelligents, compte étant tenu de ses propres visées et de l'objectif de développement durable nº 11.

Prochaines étapes

- Compte tenu des défis posés par la COVID-19, renforcer le système de santé et élargir les programmes de vaccination, tout en appuyant la relance économique grâce à la levée progressive des mesures de confinement obligatoire
- Accélérer la diversification économique et veiller à la croissance dynamique du secteur non pétrolier, qui contribue à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, grâce à des initiatives de regroupement, à la création d'un environnement propice à l'entreprise, au développement d'un système national d'innovation et à la mise en place d'un cadre institutionnel opportun
- Développer un capital humain compétitif en élargissant la portée et l'efficacité des programmes d'appui à l'emploi, en accroissant les investissements dans l'éducation et en garantissant l'accès de tous au système d'assurance maladie obligatoire
- Renforcer l'utilisation de sources d'énergie de substitution et protéger la biodiversité, tout en veillant à ce que les organismes publics prennent les mesures voulues pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, conformément aux obligations découlant de l'Accord de Paris sur les changements climatiques
- Contribuer au développement durable en réhabilitant et en reconstruisant les territoires libérés et en favorisant leur réintégration, compte étant tenu des objectifs de développement durable et d'autres ambitions de la communauté internationale ainsi que des défis à relever et des ressources disponibles
- Améliorer la collecte et l'analyse de données relatives au développement durable, grâce notamment au renforcement des capacités en la matière et à la production de données détaillées ventilées par genre, ethnie, groupe d'âge, habitat, région ou encore district administratif
- Mettre en place un mécanisme de financement des objectifs de développement durable, avec la participation du secteur privé et d'institutions gouvernementales, pour atteindre certaines cibles particulières

Bahamas

[Original : anglais]

En septembre 2019, un an seulement après la présentation du premier examen national volontaire des Bahamas à l'Organisation des Nations Unies, l'ouragan Dorian a frappé les îles d'Abaco et de Grand Bahama, où des vents de catégorie 5 et des ondes de tempête de plus de 20 pieds ont détruit des villes entières. Petit État insulaire en développement, les Bahamas sont tout particulièrement touchées par les effets des changements climatiques, alors même qu'elles n'y contribuent que très peu. L'ouragan Dorian et son passage dévastateur sont la preuve du seuil critique atteint.

En septembre 2019, les pouvoirs publics ont rapidement réagi et créé un ministère de la préparation aux catastrophes, de la gestion des catastrophes et de la reconstruction, franchissant ainsi une étape importante dans le renforcement des capacités nationales en la matière. Ce nouveau ministère est composé d'une agence nationale de gestion des situations d'urgence et d'une autorité de reconstruction après sinistre, qui œuvrent de concert pour faciliter la planification des mesures d'atténuation, mieux préparer les populations, favoriser la diffusion d'informations et coordonner les efforts de relèvement.

De nombreux pays et organisations ont prêté main-forte aux Bahamas pour les aider à se reconstruire en mieux. L'Agence nationale de gestion des situations d'urgence a coordonné les secours, avec le soutien de l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle et de divers pays et organismes – y compris du système des Nations Unies – en particulier des organismes humanitaires. Lors de sa visite aux Bahamas, le Secrétaire général a salué la réactivité du Gouvernement face à la catastrophe et promis le plein soutien du système des Nations Unies. Ces partenariats ont été déterminants dans les efforts de relèvement des Bahamas.

En mars 2020, le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas a fait état d'un premier cas confirmé de maladie à coronavirus (COVID-19). Il s'ensuivit immédiatement l'adoption, par le Premier Ministre, d'une série de mesures d'urgence visant à faire face aux différents effets de la pandémie, telles que l'instauration d'un régime de confinement. Le port du masque et le renforcement des protocoles sanitaires ont été rendus obligatoires, un couvre-feu a été mis en place, les rassemblements ont été interdits et tous les commerces et organisations non essentiels ont dû interrompre leurs activités, de même que les entreprises de navigation commerciale et les transports publics. Une unité chargée de veiller à l'application de ces mesures en luttant contre les violations des protocoles de quarantaine et en patrouillant dans les espaces publics pour s'assurer du respect des directives sanitaires a par ailleurs vu le jour au sein des forces de la Police royale des Bahamas.

À l'instar de beaucoup d'autres nations, les Bahamas ont été ébranlées comme jamais auparavant par la pandémie de COVID-19, qui s'est déclarée alors que le pays était encore en train de se relever et de se remettre de l'ouragan le plus catastrophique qu'il ait connu. Ces deux événements marquants ont eu une incidence sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Néanmoins, malgré les quelques revers essuyés, les Bahamas demeurent résilientes et ont continué de déployer des efforts rapides et stratégiques pour mettre en œuvre leur plan national de développement intitulé « Vision 2030 ».

L'économie des Bahamas est lourdement tributaire de l'industrie du tourisme et des services financiers. Or, cette dernière a été mise au point mort par la pandémie de COVID-19, qui a eu un effet domino sur les emplois dépendant de ce secteur et de celui de l'hôtellerie. Pour atténuer les retombées de cette disparition d'emplois, le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas a lancé un programme national de distribution de denrées alimentaires (National Food Distribution Taskforce), qui a permis la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence. Il s'agit à ce jour de l'une des plus grandes initiatives d'aide sociale reposant sur un partenariat public-privé entreprises aux Bahamas. Pour faciliter le conditionnement et la distribution des denrées alimentaires, le Gouvernement s'est associé à des organisations d'inspiration religieuse et à des organisations non gouvernementales. Le Ministère des services sociaux et du développement urbain a lui aussi fourni une aide alimentaire d'urgence et pris des dispositions spéciales pour soutenir les personnes travaillant dans le secteur du tourisme, tandis que la Caisse nationale d'assurance a versé plus de 45 millions de dollars en allocations de chômage à des personnes se trouvant dans le besoin.

Un centre de promotion des petites entreprises a par ailleurs vu le jour et octroyé plus de 2 millions de dollars à plus de 550 petites entreprises, par l'intermédiaire de programmes de subventions restés accessibles tout au long de la pandémie. Dans le cadre de son programme « Access Accelerator » et d'autres initiatives, ce centre s'attelle à fournir aux entrepreneurs existants et en devenir les ressources et les fonds nécessaires à la création et au maintien d'une affaire prospère et, partant, à améliorer l'économie.

En dépit des défis rencontrés ces deux dernières années, les Bahamas réaffirment leur engagement à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la haute priorité accordée à cette question dans leurs programmes et politiques. Des progrès sont ainsi réalisés dans tous les secteurs pour garantir l'avenir durable auquel le pays aspire et tenir la promesse de ne laisser personne de côté.

La délégation des Bahamas se réjouit de participer au forum politique de haut niveau du Conseil économique et social de juillet 2021 et entend tirer pleinement parti des échanges productifs qu'elle entretiendra avec d'autres délégations et parties prenantes.

Bhoutan

[Original : anglais]

Bien que la mise en œuvre des objectifs de développement durable au Bhoutan ait été ralentie par la pandémie de COVID-19, le pays a su gérer la situation en adoptant des mesures de prévention et de riposte efficaces et inclusives dès le début de l'année 2020. Au 2 mai 2021, 1 111 cas positifs avaient été enregistrés, dont 117 étaient alors actifs, et seul un décès lié à la maladie était à déplorer. Plus de 93 % de la population ayant droit au vaccin en a bénéficié et l'on s'attelle actuellement à préparer au mieux l'administration de la deuxième dose.

Un plan de secours économique a par ailleurs été mis en œuvre, au titre duquel 4,492 milliards de ngultrum ont été débloqués en vue d'appuyer en priorité les secteurs du tourisme, de la construction, de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que l'approvisionnement en produits alimentaires et non alimentaires essentiels. Une initiative d'appui au bien-être de la population – le Druk Gyalpo's Relief Kidu – a en outre été lancée par Sa Majesté le Roi, dans l'exercice de ses prérogatives, et permis de subvenir aux besoins d'environ 52 644 personnes et de payer les intérêts de plus de 139 096 débiteurs. Plusieurs mesures budgétaires et monétaires sont également en place.

Dans le même temps, le Bhoutan, dont la philosophie du bonheur national brut est en parfaite adéquation avec les objectifs de développement durable et sert de fondement aux plans quinquennaux, continue, dans le cadre de son douzième plan quinquennal (novembre 2018 à octobre 2023), de traiter les priorités fixées dans son premier examen national volontaire. Un tableau de bord intégré permettant d'évaluer le bonheur national brut et la mise en œuvre des objectifs de développement durable et du plan quinquennal, appelé « plateforme Dewa », a également été développé.

Pour garantir l'obtention, sur le plan social, de résultats de qualité qui bénéficient à l'ensemble de la population, un programme de santé majeur est actuellement déployé, tandis que des politiques nationales sur l'égalité des genres, le handicap et la santé maternelle et infantile ont été approuvées. Des programmes phares concernant le tourisme durable, l'agriculture biologique, l'artisanat et les petites industries et la transformation numérique sont par ailleurs proposés pour renforcer la capacité de production de l'économie.

Une stratégie de sortie sans heurt de la catégorie des pays les moins avancés d'ici à 2023 a été préparée, et une feuille de route économique pour le 21e siècle est en cours d'élaboration. Parallèlement, le pays entend mettre davantage l'accent sur l'utilisation efficace et durable des ressources naturelles, grâce à la stratégie de consommation et de production durables qu'il a récemment adoptée.

Dans le cadre des efforts déployés pour mitiger les effets des changements climatiques, une politique nationale sur les changements climatiques, une stratégie relative à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et au rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (REDD-plus), et une stratégie environnementale actualisée ont notamment été adoptées. Le Bhoutan a soumis sa troisième communication nationale à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et s'attelle actuellement à élaborer sa deuxième contribution déterminée au niveau national ainsi que des stratégies sectorielles à faibles émissions. Des analyses sur le genre et les changements climatiques ont en outre été lancées, de même qu'une feuille de route sur la gestion des risques de catastrophes.

La pandémie a cependant eu des retombées majeures et de grande ampleur. Ainsi, l'évolution du produit intérieur brut – dont l'augmentation était passée de 3 % en 2018 à 5,46 % en 2019 et aurait dû, selon les prévisions, atteindre 6,9 % en 2020 – s'est inversée, celui-ci baissant de 6,1 % à la fin de l'année 2020, en raison des mesures de confinement. Un grand nombre de personnes dépendant du tourisme et de secteurs connexes ont été déplacées, et de nombreux Bhoutanais travaillant à l'étranger sont rentrés chez eux. Dans l'ensemble, le taux de chômage a atteint 5 % en 2020, contre 2,7 % en 2019, le chômage des jeunes, qui était déjà source de préoccupation, atteignant quant à lui un niveau record de 22,6 %, contre 11,9 % en 2019.

Des problèmes relatifs à la violence domestique – véritable « pandémie de l'ombre » – et à la protection contre celle-ci ont également été mis en lumière, révélant l'absence de systèmes et de services en la matière efficaces et pleinement fonctionnels. Les questions de la sécurité en ligne, de la cybersécurité et du clivage numérique ont elles aussi été mises en avant, sur fond de virtualisation du secteur de l'éducation et des services publics. Le problème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est par ailleurs devenu source d'une inquiétude grandissante, alors qu'apparaissaient des faiblesses en matière de gestion de la chaîne de valeur et de distribution. On s'est en outre beaucoup préoccupé de la capacité du système de santé à faire face à une pandémie prolongée, la durabilité des services de soins de santé gratuits étant déjà mise à rude épreuve par les changements épidémiologiques.

Dans le même temps, le Bhoutan demeure particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques et aux catastrophes naturelles, qui constituent de graves menaces pour sa population, dont les moyens de subsistance sont tributaires de la nature, et son économie, laquelle dépend de l'hydroélectricité et de l'agriculture. Alors que le pays parvient à rester neutre en carbone malgré un besoin de plus en plus pressant d'accélérer sa croissance économique, les efforts qu'il doit désormais déployer pour s'adapter à ces changements et en atténuer les effets entraînent des coûts énormes.

Le Bhoutan tire d'importantes leçons de la pandémie pour son avenir, notamment s'agissant de la nécessité de mettre en place des solutions écologiques et transformatrices durables pour son système alimentaire, son économie locale, la prestation de services publics, les méthodes d'apprentissage, son écosystème de données et la préparation aux catastrophes et aux futures pandémies, ainsi que des

possibilités d'action en la matière. C'est pourquoi, tout en s'efforçant de reconstruire en mieux, il reste déterminé à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable afin de continuer de progresser sur la voie d'un développement inclusif, sobre en carbone et résilient, tel qu'envisagé dans sa philosophie du bonheur national brut.

Cabo Verde

[Original : anglais]

1. Lutte contre la maladie à coronavirus

Au cours des cinq dernières années, Cabo Verde a dû faire face à trois terribles années de sécheresse, mais est tout de même parvenu à retrouver une croissance économique. Toutefois, en 2020, à l'instar d'autres petits États insulaires en développement, le pays a traversé une grave période de récession, son produit intérieur brut chutant de 14,8 %, en raison de la pandémie de COVID-19. Il était prévu que l'année 2021 soit celle de la consolidation du premier cycle de développement durable, mais elle sera plutôt une année de relèvement durable. La crise ayant amplifié les vulnérabilités sociales existantes, le budget doit être consacré en priorité à la santé et à la gestion de l'urgence économique et sociale, avec le soutien de la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du plan national d'intervention et de relance et de promotion de l'économie. Toujours avec l'appui de la communauté internationale, Cabo Verde entend par ailleurs vacciner au moins 70 % des adultes de sa population en 2021, l'objectif final étant d'atteindre une couverture vaccinale complète d'ici à 2023.

2. Parité des sexes

Cabo Verde a fait de remarquables progrès en matière d'égalité des sexes, dont il compte faire part à la communauté internationale, l'accent ayant été mis sur la réduction significative et durable des crimes de violence fondée sur le genre et sur la concrétisation de la parité femmes-hommes dans les organes de décision, grâce à l'application d'une loi sur la question. Le pays aspire à se débarrasser de la discrimination fondée sur le sexe en promouvant les débouchés économiques pour les femmes et les filles, en encourageant l'accès à des parcours éducatifs et professionnels diversifiés, en appuyant l'égale participation des femmes et des hommes à la prise de décisions et leur occupation équivalente des positions de pouvoir, et en adoptant des politiques et des mesures visant à éliminer toutes les formes de violence basée sur le genre.

3. Capital humain

Cabo Verde a fait du renforcement du capital humain le fer de lance de son développement durable, une attention accrue étant accordée à la jeunesse en raison de l'augmentation de la population de personnes âgées. Au cours des quatre dernières années, le pays a accompli des progrès remarquables en matière d'éducation, devenant l'une des rares nations à offrir un enseignement primaire et secondaire gratuit. Par ailleurs, l'adoption de réformes visant à promouvoir l'enseignement technique et professionnel à partir de la neuvième année d'étude contribuera à accroître le niveau de qualification professionnelle des jeunes. Couplées aux changements actuellement engagés dans l'enseignement supérieur ainsi qu'aux investissements réalisés dans la santé pour tous et toutes, ces réformes ont pour objectifs de renforcer le capital humain, d'accélérer la croissance économique et de réduire les inégalités et la pauvreté. Nous exhortons la communauté internationale à soutenir les efforts que déploie le pays dans le cadre de son plan stratégique de renforcement du capital humain.

4. Diversification de l'économie

Compte tenu de la pandémie de COVID-19, il est devenu encore plus indispensable pour Cabo Verde de diversifier son économie afin de mieux résister aux chocs extérieurs, ce à quoi le pays s'est engagé dans son programme « Ambition 2030 », qui prévoit sa participation à de nouvelles chaînes de valeur mondiales. Les autorités caboverdiennes ont ainsi décidé de se concentrer sur les éléments suivants : accélération de la transition énergétique, développement du tourisme durable, de l'économie numérique, de l'industrie, de la culture et de l'industrie de la création, transition vers une économie bleue, utilisation d'une plateforme internationale de santé et transformation de l'agriculture. Elles invitent la communauté internationale à investir dans le pays, notamment dans le cadre de partenariats public-privé.

5. Petits États insulaires en développement et financement du développement durable

Les pertes subies par les économies des petits États insulaires en développement, ainsi que la lenteur de la reprise, mettent en péril la continuité des efforts déployés au niveau national pour encourager le financement du développement dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba. La nécessité d'une meilleure prise en compte de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle — en tant que critère spécifique à ces États particulièrement exposés aux catastrophes et plus vulnérables aux changements climatiques — en ce qui concerne l'accès à l'aide publique au développement et à des prêts à des conditions de faveur s'est accentuée, de même que le besoin d'établir un pacte relatif aux petits États insulaires en développement, qui deviendrait le mécanisme central du financement du relèvement durable. Les autorités nationales proposent de promouvoir, avec d'autres petits États insulaires en développement et avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires de développement, la création d'un instrument au titre duquel la communauté internationale s'engagerait à appuyer le relèvement économique de ces États et le financement de leur développement au sortir de la crise sanitaire.

6. Remise de dettes

La pandémie de COVID-19 et le programme « Ambition 2030 » ont donné lieu à des changements structurels et fait émerger des priorités en matière de lutte contre la paupérisation, de promotion de la sécurité sanitaire et, surtout, de diversification de l'économie. Il est donc essentiel pour les pays à revenu intermédiaire d'accroître l'investissement public, dans un contexte de surendettement aggravé par la pandémie. La dette extérieure de Cabo Verde doit absolument être effacée, ou à tout le moins réduite, afin d'éviter, non seulement, le report d'investissements à l'effet transformateur, mais, également, une paralysie, voire un effondrement, de l'État et l'évanouissement ou la destruction des rêves de tous les Caboverdiens.

Chine

[Original : anglais]

Ces cinq dernières années, la Chine a, sous la direction énergique du Président Xi Jinping, placé le bien-être de la population au centre de ses préoccupations, adopté une vision d'un développement novateur, coordonné, vert, ouvert et partagé et pris des mesures exhaustives pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, conformément à son plan national de mise en œuvre — l'un des premiers du genre dans le monde — et au moyen d'un mécanisme de coordination interministériel composé de 45 ministères et organismes, autant d'efforts qu'elle a par

ailleurs intégrés dans son treizième plan quinquennal et d'autres stratégies de développement à moyen et long terme. Le pays a en outre activement participé aux efforts internationaux de coopération pour le développement afin d'encourager les initiatives de mise en œuvre du Programme au niveau mondial. Toutes ces initiatives ont donné des résultats remarquables.

La Chine a éradiqué l'extrême pauvreté et est parvenue à assurer la sécurité alimentaire. Fin 2020, la Chine a remporté sa lutte contre la pauvreté, dans les délais qu'elle s'était fixés, aidant les 98,99 millions de résidents ruraux qui, jusque-là, vivaient sous l'actuel seuil de pauvreté à s'affranchir de leur condition et atteignant de la sorte les cibles de l'objectif de développement durable nº 1 avec dix ans d'avance. Forte de ces réalisations, la Chine a fait du développement de l'agriculture et des zones rurales une priorité et elle s'attelle à mettre en œuvre sa stratégie de revitalisation rurale de façon globale. En 2020, la production de céréales dans le pays a été extrêmement abondante, et ce pour la dix-septième année consécutive. Les Chinois sont donc complètement maîtres de leur accès à la nourriture.

La Chine a pris des mesures concrètes en faveur du climat et contribué au développement vert mondial. Adhérent à la philosophie selon laquelle une eau claire et des montagnes luxuriantes sont des atouts inestimables, la Chine a accéléré sa transition vers un développement vert. Elle a remporté les trois grandes batailles qui lui permettront de préserver le bleu de son ciel, la clarté de son eau et la pureté de ses sols, et accompli des progrès remarquables dans la protection et le traitement holistiques de ses montagnes, rivières, forêts, terres agricoles, lacs, prairies et déserts. La Chine s'acquitte scrupuleusement des obligations qui lui incombent au titre de l'Accord de Paris et participe activement aux efforts de gouvernance climatique mondiale. Ainsi, l'intensité d'émission de carbone sur son territoire a diminué de 18,8 % au total, les énergies propres représentent désormais 23,4 % du bouquet énergétique chinois, et le pays est le chef de file mondial en ce qui concerne l'installation et l'utilisation de systèmes de production d'énergie photovoltaïque et éolienne. La Chine a augmenté ses contributions déterminées au niveau national et vise à atteindre le pic de ses émissions de CO2 avant 2030 et à réaliser la neutralité carbone avant 2060, donnant de la sorte une forte impulsion aux actions mondiales en faveur du climat et à la promotion d'un développement vert et sobre en carbone dans le monde entier.

La Chine a fait face avec succès à la pandémie et amélioré sa gestion de la santé publique. Faisant de la population et de la vie humaine une priorité absolue, la Chine a réalisé des avancées stratégiques majeures dans la lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et protégé les droits du peuple à la vie et à la santé. Elle ainsi investi davantage dans les infrastructures de santé publique et tissé le plus grand filet de sécurité sociale au monde, fournissant une assurance médicale de base à plus de 1,3 milliard de personnes. Grâce à l'amélioration des services de santé publique, la population chinoise éprouve un sentiment d'épanouissement, de bonheur et de sécurité de plus en plus fort.

La Chine a affiché une croissance économique stable et atteint un développement plus résilient. Le produit intérieur brut du pays est passé de moins de 70 000 milliards à plus de 100 000 milliards de yuan. Des progrès constants ont par ailleurs été réalisés en matière de connectivité des infrastructures et de transport durable. La lutte contre les pandémies va de pair avec le développement économique et social. Une nouvelle dynamique de développement est en train de s'installer, dans laquelle le circuit domestique est le pilier principal et où le circuit domestique et le circuit international se renforcent mutuellement. En 2020, le produit intérieur brut de la Chine a augmenté de 2,3 %, faisant du pays la seule grande économie mondiale à enregistrer une croissance.

La Chine s'acquitte des responsabilités lui incombant en tant que grand pays et a fait progresser la coopération internationale au service du développement. La Chine défend les valeurs communes de l'humanité que sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté et s'efforce de bâtir une communauté partageant la même vision d'avenir pour l'humanité. Elle a redoublé d'efforts pour promouvoir la synergie entre l'initiative « Une Ceinture et une Route » et le Programme 2030, encouragé la prise en compte de considérations environnementales dans cette initiative, renforcé la coopération Sud-Sud et aidé d'autres pays en développement à mettre en œuvre le Programme 2030, au mieux de ses capacités. Elle a par ailleurs aidé plus de 160 pays et organisations internationales à faire face à la COVID-19 et donné et exporté du matériel de lutte contre la pandémie à plus de 200 pays et régions. Le pays a intégré le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, fourni ─ dans le cadre de projets passés et en cours ─ une assistance en matière de vaccins à plus de 80 pays en développement en ayant crucialement besoin, et exporté des vaccins vers plus de 40 pays, contribuant ainsi dûment à la lutte mondiale contre la pandémie.

Si la Chine a obtenu d'aussi bons résultats dans la mise en œuvre du Programme 2030, c'est grâce au pouvoir mobilisateur accru du Parti communiste, aux avantages que présente le socialisme chinois, à la volonté générale du pays d'approfondir les réformes et de s'ouvrir davantage, ainsi qu'aux efforts conjoints de tous les groupes ethniques.

De la même manière, l'application de cet instrument à l'échelle mondiale nécessite un engagement politique fort, des garanties institutionnelles efficaces, des innovations scientifiques et technologiques, une vaste mobilisation sociale et des partenariats mondiaux pragmatiques. La pandémie de COVID-19 a porté un coup sévère à la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau mondial. La Chine est prête à œuvrer aux côtés d'autres pays pour faire naître une plus grande volonté politique, donner la priorité au développement, renforcer les moyens de mise en œuvre, prendre des mesures conjointes et s'attaquer aux difficultés particulières que rencontrent les pays en développement afin de veiller à ce qu'aucun État ni individu ne soit laissé pour compte.

Chypre

[Original : anglais]

Introduction

Le deuxième examen national volontaire de Chypre offre un aperçu des progrès accomplis et des difficultés qui restent à surmonter pour atteindre les objectifs de développement durable. Ces difficultés ont été aggravées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui a freiné la réalisation de progrès socioéconomiques et environnementaux.

Gouvernance et mobilisation des parties prenantes

Sur la base d'un enseignement tiré de l'examen national volontaire de 2017, une commission intergouvernementale a été créée pour mettre en œuvre les objectifs sous la coordination du Ministère des finances, tandis que la responsabilité de la réalisation des cibles de chaque objectif incombe au ministère compétent. Conformément au cadre d'action intégré qui a été adopté, les acteurs de la société civile, les citoyens actifs, les groupes de volontaires et les organisations non gouvernementales jouent un rôle central dans la mise en œuvre des objectifs.

Lutte contre la maladie à coronavirus

La pandémie de COVID-19 a altéré et compliqué notre quotidien de manière inédite. Le Gouvernement chypriote accorde une priorité absolue à la protection et à la santé de ses citoyens, ainsi qu'à la fourniture d'un appui visant à atténuer les répercussions économiques et sociales de la pandémie. Le déploiement rapide de différentes mesures de santé publique, notamment des mesures non pharmaceutiques et une recherche active des contacts accompagnées de tests de dépistage ciblés et menés à grande échelle, s'est révélé précieux pour contrôler efficacement l'épidémie de COVID-19. En outre, pour atténuer les effets négatifs de la pandémie sur l'économie, le Gouvernement a mis en place un dispositif d'appui aux salariés, aux travailleurs indépendants, aux groupes vulnérables et aux entreprises, dont le coût s'est élevé en 2020 à 2,6 milliards d'euros, soit 12,5 % du produit intérieur brut. La mobilisation pionnière par Chypre de son réseau de volontaires, sous la coordination du Bureau du Commissaire pour le volontariat et les organisations non gouvernementales, a été saluée dans toute l'Union européenne pour l'appui rapide et efficace qu'elle a permis de fournir aux groupes vulnérables dans le respect des protocoles de sécurité prescrits.

Aperçu des progrès accomplis

Depuis la présentation de son premier examen national volontaire en 2017, et forte de cinq années de croissance économique soutenue, Chypre a enregistré des progrès dans la plupart des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, même si elle continue d'occuper le bas du classement des pays de l'Union européenne. Elle obtient de bons résultats en matière de réduction de la pauvreté, de santé et d'accès à l'enseignement supérieur, mais se laisse distancer pour ce qui est d'offrir un enseignement de qualité. Elle devance de nombreux pays de l'Union européenne en ce qui concerne la réduction de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes et a amélioré la représentation des femmes aux postes de direction. D'autre part, elle connaît l'afflux de migrants le plus important de l'Union européenne, le nombre de demandes d'asile passant à 8 746 en 2019, contre 1 411 en moyenne pour l'ensemble des pays membres. Pour ce qui est de l'environnement, Chypre affiche des résultats inférieurs à la moyenne de l'Union européenne pour la plupart des objectifs. Elle connaît de grandes difficultés en matière d'agriculture durable, d'eau propre et d'assainissement, et reste à la traîne en ce qui concerne l'énergie propre et abordable, la consommation et la production responsables et la lutte contre les changements climatiques. Toutefois, les données montrent une constante amélioration pour la plupart des objectifs environnementaux, ce qui reflète l'aboutissement de politiques et d'initiatives gouvernementales ciblées.

Mieux construire l'avenir

Chypre prépare actuellement une stratégie à long terme pour adopter un nouveau modèle de croissance solide et ainsi renforcer la résilience de l'économie et les moyens du pays de connaître un bien-être et une croissance durable à long terme sur les plans économique, social et environnemental. Il sera possible d'y parvenir grâce à la combinaison adéquate, au niveau national, des réformes et des investissements prévus dans le plan national de redressement et de résilience, avec des investissements de plus d'un milliard d'euros pour la période 2021-2026. Le plan prend en compte la nécessité d'atténuer les répercussions économiques et sociales de la crise de la COVID-19 et de renforcer les fondements de l'économie.

Au niveau de la gouvernance, s'agissant des objectifs, Chypre met en œuvre, en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, un projet qui vise à définir à l'échelle de l'État une stratégie de mise en œuvre d'un

programme de développement durable et à renforcer le partenariat avec toutes les parties prenantes. Parmi les étapes suivantes, on peut citer :

- Le renforcement de la sensibilisation aux objectifs de développement durable au sein de la société chypriote, avec la participation et la mobilisation de toutes les parties prenantes, notamment avec la création de la plateforme en ligne suivante : www.initiative2030.gov.cy.
- La formation des fonctionnaires du Gouvernement afin qu'ils contribuent à la mise en œuvre de la stratégie nationale relative aux objectifs
- L'élaboration d'un programme éducatif novateur pour les enfants, avec des activités liées à chacun des 17 objectifs

Les efforts coordonnés que Chypre déploie pour mettre en œuvre des projets, des initiatives et des mesures reflètent la détermination du pays à réaliser la vision du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le plan national de redressement et de résilience est un outil essentiel qui doit permettre à Chypre d'effectuer une transition écologique et numérique efficace, sans laisser personne de côté.

Colombie

[Original : espagnol]

Objectifs de développement durable en Colombie : accélérer leur mise en œuvre pour un relèvement durable

En 2016, la Colombie a remis son premier rapport national volontaire afin d'entériner son engagement en faveur de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de présenter à la communauté internationale les modalités de gouvernance institutionnelle associées à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le pays. En 2018, le deuxième rapport national volontaire a permis de dresser la liste des progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs avec la formulation du cadre de politique publique intitulée « Estrategia para la Implementación de los Objetivos de Desarrollo Sostenible en Colombia » (Stratégie pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Colombie). Le document nº 3918 du Conseil national de la politique économique et sociale (CONPES 3918), qui constitue la feuille de route du pays à l'horizon 2030, s'articule autour de quatre lignes d'action : suivi et rapports, disponibilité de l'information, stratégie territoriale, stratégie de mobilisation et de financement d'autres acteurs non gouvernementaux.

À présent, le troisième rapport national volontaire vise à la fois à réaffirmer l'engagement du pays à faire des objectifs de développement durable une politique d'État et à dresser un bilan du contexte actuel, où convergent l'appel de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable et la volonté de procéder à un relèvement inclusif, résilient et durable, au lendemain de la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19).

En décembre 2020, le taux global de mise en œuvre des objectifs était de 72,1 %, conformément aux objectifs fixés par le Gouvernement national. Ces progrès sont le fruit d'un effort national visant à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population colombienne, ainsi que de la volonté d'atteindre l'objectif de ne laisser personne de côté.

Le Programme 2030 fait office de cadre de référence pour les plans de développement, considérés comme autant d'instruments de classification des

investissements publics, tant au niveau national que territorial. Dans le plan national de développement pour la période 2018-2022, plus de 98 % des indicateurs sont associés à une ou plusieurs cibles des objectifs. Grâce à l'exercice d'analyse descriptive et au calcul des similarités existant entre les objectifs de développement durables et les plans de développement territorial pour la période 2020-2023, réalisés au moyen de techniques d'analyse de texte et d'exploration de données, le présent document décrit les progrès accomplis en matière de territorialisation des objectifs de développement durable, une stratégie visant à associer les différents acteurs à la mise en œuvre d'un modèle de développement durable en Colombie. Il s'agit là d'une avancée significative dans la lutte contre les disparités sociales et économiques en Colombie, d'autant plus que les inégalités qui y sévissent doivent être à la fois analysées au niveau de la population et au niveau des territoires.

En ce qui concerne la disponibilité d'informations pertinentes, des progrès ont été réalisés dans le domaine des statistiques : sous l'égide du Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies pour les objectifs de développement durable et des entités gouvernementales nationales, des plans de production d'indicateurs ont été élaborés, ainsi qu'une stratégie de suivi innovante connue sous le nom de « Baromètre ». En 2020, huit nouveaux indicateurs mondiaux ont été créés et viendront ainsi compléter le système national de suivi des objectifs.

Le lancement de la décennie d'action offre l'occasion de renforcer la mobilisation des acteurs non gouvernementaux en faveur de la réalisation des objectifs, de concrétiser l'approche multipartite qui sous-tend le Programme 2030, d'accélérer la mise en œuvre des objectifs et de parvenir à un relèvement résilient et durable. Avec sa version pilote, présentée dans le rapport national volontaire de 2018, le pays dispose désormais d'une méthodologie solide pour mesurer la contribution du secteur privé à la réalisation des objectifs. Grâce à la plateforme « SDG Corporate Tracker ». les partenaires d'exécution ont fourni des rapports d'information à plus de 311 entreprises en 2018 et 2019.

Dans ce même contexte, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la structure et la feuille de route qui permettront de mettre en service la plateforme multipartite, conçue comme un espace de dialogue et de participation qui vise principalement à harmoniser les efforts déployés pour progresser sur la voie du développement durable. Par ailleurs, le pays s'est engagé à élaborer une stratégie qui permettra de réunir diverses sources de financement. Les progrès susmentionnés sont le fruit de l'effort collectif consenti par les acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile pour relancer l'économie tout en préservant l'environnement et en comblant les disparités, sans faire de laissés-pour-compte.

Enfin, ce rapport compile les progrès réalisés dans la mise en œuvre de politiques visant à poursuivre la trajectoire dans laquelle s'est engagée la Colombie en vue d'atteindre un modèle de développement durable et viable qui intègre les dimensions sociale, économique et environnementale, tout en éliminant les effets négatifs causés par la COVID-19.

Cuba

[Original : espagnol]

Pour Cuba, la mise en œuvre du Programme 2030 constitue un engagement de l'État et une priorité nationale. Le groupe national chargé de la mise en œuvre du Programme 2030 est le mécanisme institutionnel de suivi des objectifs de développement durable dans le pays. La constitution de partenariats est l'un des facteurs clés de la stratégie cubaine pour la mise en œuvre du Programme de

développement durable à l'horizon 2030. La nouvelle constitution comporte également des éléments qui confèrent un appui juridique à la réalisation de celui-ci.

Le plan national de développement économique et social à l'horizon 2030 est aligné sur les 17 objectifs de développement durable. Le pays travaille au lancement de son portail consacré aux objectifs et a lancé une campagne de communication nationale, « Cuba, con paso 2030 » (Cuba, en route pour 2030), qui contribue à promouvoir le Programme 2030 et le plan national.

Les politiques publiques ont pour priorité d'enregistrer des avancées sociales majeures et de les pérenniser, en appliquant le principe de ne pas faire de laissés-pour-compte grâce à : un accès universel et gratuit à des services sociaux essentiels tels que la santé, associé à l'industrie biotechnologique et pharmaceutique ; l'éducation, laquelle a contribué à la formation d'un capital humain hautement qualifié qui fait converger les fruits de la science, de la technologie et de l'innovation dans une optique de développement durable ; la culture et le sport en tant que droits légitimes des personnes.

Une forte capacité institutionnelle à fournir un filet de protection sociale qui tient compte de l'équité entre les genres, de la sécurité et de la tranquillité des citoyens, ainsi que du respect des droits, en mettant l'accent sur l'attention portée aux personnes et aux groupes vulnérables.

Une riposte flexible, efficace et universelle à la pandémie, assortie d'un système de protection sociale qui contribue à offrir des garanties sociales à toutes et à tous. Le pays dispose de cinq vaccins candidats contre le coronavirus (COVID-19), tous en cours d'essais cliniques, et prévoit de vacciner l'ensemble de sa population d'ici à 2021.

Le pays promeut la dimension environnementale du développement durable. Le plan national de lutte contre les changements climatiques (plan « Tarea Vida ») comprend des mesures visant à protéger l'environnement en promouvant des pratiques de consommation et de production durables, la gestion durable des ressources naturelles et l'adoption de mesures d'atténuation et d'adaptation pour garantir la sécurité physique et alimentaire de la population et des zones de peuplement les plus vulnérables.

Compte tenu du degré élevé de vulnérabilité environnementale lié à l'insularité et à la situation géographique du pays, la réduction des risques de catastrophes figure au rang des priorités du Gouvernement.

Cuba partage ses expériences et ses bonnes pratiques et les met au service d'autres nations par le truchement de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Le pays milite en outre pour une refonte et un renforcement du multilatéralisme, pour une coopération solidaire et pour la recherche de solutions concertées et innovantes. Il occupe une position de chef de file en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, coopérant avec 170 nations. Les brigades du contingent médical « Henry Reeve », spécialisées dans la gestion des catastrophes et des grandes épidémies, occupent une place de choix.

La mobilisation de Cuba en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030 se heurte à des difficultés majeures. Le principal obstacle à la mise en œuvre du Programme 2030 à Cuba est le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis, dont le préjudice cumulé atteint le montant de 147 853,3 millions de dollars aux cours actuels.

Cuba doit faire face à un certain nombre de défis, parmi lesquels la nécessité de diversifier et d'élargir les sources externes et internes de financement du développement, de surmonter les déformations de sa structure productive, de combler

son retard technologique et d'atténuer sa forte dépendance à l'égard des importations, d'assurer la production alimentaire nationale et de transformer la matrice énergétique en vue d'une plus grande utilisation des sources d'énergie renouvelables.

Le pays ne renonce pas aux objectifs de développement durable, quelles que soient les difficultés rencontrées. Cuba met en œuvre sa stratégie économique et sociale pour relancer l'économie et amorcer sa reprise, et s'efforce d'atteindre les objectifs de développement durable et le plan national à l'horizon 2030, en s'appuyant sur la complémentarité de tous les acteurs économiques. Cuba est résolue à édifier une société souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable et réaffirme son engagement en faveur du développement durable et sa volonté de renforcer les partenariats efficaces qui contribuent à la mise en œuvre de ce dernier.

Danemark

[Original : anglais]

Examen national volontaire de 2021 : état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable (2017-2021)

En 2021, le Danemark présente son deuxième examen national volontaire. Le pays est à l'avant-garde du développement durable à l'échelle mondiale d'après le Réseau des solutions pour le développement durable, et a réussi à atteindre de nombreux objectifs de développement durable. Toutefois, il reste d'importants défis à relever. Il est nécessaire d'agir davantage.

L'examen national volontaire est coordonné par le Ministère des finances et préparé grâce au travail combiné de tous les ministères et des acteurs de la société danoise. Il présente une amélioration majeure avec l'inclusion de deux évaluations indépendantes des progrès accomplis en vue de la réalisation de chaque objectif par les responsables gouvernementaux et les acteurs de la société civile. Il comprend également des chapitres non censurés rédigés par des acteurs du parlement, de la société civile, du secteur privé, d'organisations, d'établissements universitaires, des municipalités et des régions. Autre nouveauté de l'examen : un processus d'examen critique par les pairs a été mis en place avec la Norvège.

L'examen s'appuie également sur des mécanismes institutionnels récemment mis en place et sur des recherches menées récemment. En 2018, Statistics Denmark a lancé une base de données statistiques unique qui permet de suivre la réalisation des objectifs et constitue ainsi un outil nécessaire au suivi des évaluations.

D'après l'évaluation menée par le Gouvernement, le Danemark est bien positionné pour atteindre de nombreux objectifs, notamment en matière de santé et de bien-être, d'éducation, d'énergie durable, de paix, de justice et de solidité des institutions. Les principaux défis qu'il doit relever ont trait à la consommation et à la production responsables ainsi qu'à la lutte contre les changements climatiques, et il convient d'œuvrer davantage pour améliorer la vie dans les océans et sur terre. En tant que nation dotée d'un programme écologique ambitieux, le Danemark sent qu'il doit jouer un rôle majeur dans la transition écologique et qu'il lui incombe une grande responsabilité s'agissant de trouver des solutions durables à long terme au niveau mondial et de collaborer avec d'autres pays à cette fin.

Redressement après la maladie à coronavirus

Le plan national de redressement et de résilience consiste à se servir de la nécessité de stimuler l'économie pour soutenir et multiplier les investissements en faveur de la transition écologique.

Si les fonds permettront de stimuler l'économie et de soutenir les emplois et les entreprises à court terme, ils contribueront également à accélérer la transition écologique à moyen et long terme. Cet effort est crucial pour atteindre l'objectif climatique ambitieux du Danemark, qui consiste à réduire de 70 % les émissions de gaz à effet de serre dans le pays d'ici à 2030.

Ne laisser personne de côté

Les objectifs ne sont pas atteints tant qu'ils ne le sont pas pour tous. Si l'État-providence du pays constitue un bon point de départ pour assurer l'égalité des chances, certains groupes vulnérables sont encore victimes de discrimination et sont moins à même, voire incapables, de participer à la société.

Bien que le Programme fasse l'objet d'une attention croissante, il reste encore beaucoup à faire. Le Gouvernement travaille activement avec le Programme, qui comprend, entre autres, des initiatives en faveur de l'amélioration des conditions du marché du travail pour les groupes vulnérables, de la diligence raisonnable et des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes. Le Danemark est déterminé non seulement à inclure, mais aussi à autonomiser. L'initiative « Les enfants d'abord », par laquelle il cherche à assurer de meilleures conditions pour l'égalité des chances dans l'enfance, illustre cette volonté.

Mobilisation et engagement

L'examen national volontaire repose sur les deux principes fondamentaux que sont la transparence et l'implication, comme en témoigne l'étendue de la mobilisation des parties prenantes. Il montre comment la société civile, le secteur privé, les organisations, les établissements universitaires, les municipalités et les régions continuent d'intégrer les objectifs dans leurs stratégies de base.

Les acteurs de la société tiennent de plus en plus compte des objectifs, et ont communiqué au Gouvernement des connaissances, des contenus inspirants et des recommandations précieuses en vue de la préparation du nouveau plan d'action national et de l'examen national volontaire, et ont fait une contribution spécifique aux initiatives politiques. Plusieurs réunions, auditions et conférences ont servi de plateformes pour organiser les échanges mutuels nécessaires et ont permis d'accroître la sensibilisation.

L'étape suivante est la prise de mesures supplémentaires

Le Danemark s'emploie actuellement à élaborer de nouvelles initiatives dans le cadre d'un nouveau plan d'action national, qui sera mis en œuvre dans les prochains mois. Dans le rapport d'étape pour 2022, on examinera les progrès accomplis en vue de la réalisation de chaque objectif national défini dans le plan d'action. Des mesures de petite et de grande envergure ont été prises et seront suivies d'autres mesures dans les années à venir. Le Gouvernement continue d'intégrer la durabilité dans les initiatives qu'il prend et les acteurs de la société continuent de contribuer à celles-ci à tous les niveaux. La décision d'examiner l'incidence de toutes les propositions de lois vis-à-vis du Programme 2030 en est un exemple éloquent.

Égypte

[Original : anglais]

- L'Égypte fait partie des 10 pays au monde à soumettre cette année leur troisième examen national volontaire. Le premier examen a été présenté en 2016, après le lancement de la stratégie nationale de développement durable, « Egypt Vision

2030 », et le deuxième examen, présenté en 2018, a marqué le succès de la mise en œuvre du programme de stabilisation et de réforme économique. Le troisième examen permettra de partager avec la communauté internationale les progrès accomplis par l'Égypte pour jeter les bases d'une économie plus résiliente et bâtir une communauté capable de résister à des chocs imprévus, tels que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

- Avant l'apparition de la COVID-19, l'Égypte était en bonne voie d'atteindre ses objectifs en matière de développement. Malheureusement, la pandémie et ses répercussions socioéconomiques ont pris le monde entier de court, provoquant une récession mondiale sans précédent. Malgré le choc négatif qu'a subi l'économie égyptienne, la mise en œuvre réussie du programme de stabilisation et de réforme économique, qui a renforcé la résilience de l'économie, a atténué les effets de la pandémie, faisant de l'économie égyptienne l'une des rares économies du monde, et la seule de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, à enregistrer une croissance positive.

- Le Gouvernement égyptien est convaincu que la pandémie peut, en dépit des malheurs qu'elle apporte, servir de catalyseur et accélérer la mise en œuvre des réformes. Il a ainsi lancé en 2021 la deuxième phase du programme de réforme économique, qui vise à rationaliser la structure de l'économie du pays et à accroître sa compétitivité en ciblant les goulots d'étranglement sectoriels.

- Le Gouvernement égyptien et toutes les parties prenantes ont travaillé ensemble pour relever les défis recensés dans le deuxième examen national volontaire du pays. Pour ce qui est du financement du développement, l'année 2020 a marqué l'émission de la première obligation verte en Égypte et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Cette émission, qui a été un succès remarquable, contribue non seulement à diversifier les outils financiers à la disposition du Gouvernement, mais aussi à promouvoir le programme de projets écologiques publics. En outre, en collaboration avec la Ligue des États arabes et l'ONU, le Gouvernement lancera cette année le premier rapport national approfondi sur le financement du développement afin d'obtenir une taxonomie objective de ce financement en Égypte. En ce qui concerne la question de la croissance démographique, il a lancé un projet national pour le développement de la famille auquel collaborent les ministères, les organisations de la société civile et les organisations internationales, le but étant non seulement de freiner la croissance démographique mais aussi, ce qui est tout aussi important, d'améliorer les caractéristiques du capital humain. Il a également déployé des efforts considérables pour améliorer la gouvernance en Égypte, qui a été reconnue comme un autre problème majeur. À cet égard, il a adopté la deuxième version de sa stratégie nationale de lutte contre la corruption, qui vise à promouvoir la transparence et l'intégrité au sein des administrations et à rendre la justice plus rapide. Par ailleurs, pour améliorer la gestion des finances publiques, le système de paiement électronique du Gouvernement et le système électronique des contrats et des marchés publics ont été mis en place. Ces systèmes permettent de simplifier les procédures de passation des marchés et le système de recouvrement des recettes et d'en renforcer la transparence, mais aussi d'améliorer la base de la concurrence.

- Pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et renforcer le principe consistant à ne laisser personne de côté, l'Égypte est parvenue à réduire la pauvreté, qui était en hausse depuis près de 20 ans, grâce à des programmes de protection sociale mieux ciblés. Dans le même ordre d'idées, désireux de donner la priorité au développement durable au niveau local, le Gouvernement, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la

population, a produit à l'intention de l'ensemble des provinces égyptiennes des rapports sur l'adaptation du développement durable au niveau local, lesquels décrivent les valeurs et les cibles actuelles des indicateurs des objectifs dans les provinces afin de cibler les lacunes locales en matière de développement. L'élaboration du premier indice de compétitivité des provinces, en collaboration avec la société civile égyptienne et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, a constitué une autre initiative pionnière majeure. Ces efforts ont culminé avec le lancement par le Gouvernement de l'initiative « Decent Life », qui vise à améliorer la vie de millions de personnes pauvres vivant dans les zones rurales du pays en fournissant, au cours de la première phase de l'initiative, des services publics de haute qualité aux habitants des 1 500 villages les plus pauvres.

- L'Égypte reste attachée à une démarche inclusive et participative. Pour recenser les questions et élaborer le contenu du troisième examen national volontaire, il a fallu consulter les entités gouvernementales, le secteur privé et les représentants de la société civile, ainsi que les partenaires de développement.

Espagne

[Original : espagnol]

Engagement en faveur du Programme 2030 et d'une relance après la pandémie qui cadre avec ses principes

L'Espagne a renouvelé son engagement en faveur des objectifs du développement durable, grâce à l'adoption de la stratégie de développement durable 2030, cadre d'action qui permettra d'accélérer les transformations structurelles nécessaires à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. La stratégie représente un vaste accord politique et social visant à garantir, à la suite des effets causés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), une relance qui s'inscrive dans le cadre d'une transition sociale et écologique qui place la durabilité et les droits des personnes au centre de l'action. L'engagement pris dans le plan d'action pour la mise en œuvre du Programme 2030, présenté par l'Espagne au titre du premier examen volontaire national qui a eu lieu en 2018, ainsi se concrétise.

La stratégie de développement durable 2030 recense huit défis nationaux, considérés comme les principaux à relever et articulés autour de huit politiques d'accélération du développement durable, définies dans une perspective multidimensionnelle et multiniveau afin de produire des effets durables à moyen et long terme. Ces politiques ont été conçues pour favoriser une approche globale axée sur des problèmes tels que la pauvreté et les inégalités, en mettant l'accent en particulier sur ceux qui touchent les femmes, les enfants et les personnes LGBTIQ (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes), entre autres, le manque de garantie et d'accès effectif aux droits sociaux ou la fin de la précarité de l'emploi par la création d'emplois de qualité. Elle s'attache à prendre des mesures décisives sur les questions environnementales et climatiques, conformément aux engagements internationaux tels que l'Accord de Paris, à promouvoir la transformation du système économique, à renforcer les services publics et à consolider les droits afin de ne laisser personne de côté. Elle renouvelle également l'engagement de l'Espagne en faveur de l'instauration d'une mondialisation plus juste, plus démocratique et plus durable, en prônant un multilatéralisme renforcé, avec l'Organisation des Nations Unies au cœur de ces efforts.

La stratégie de développement durable 2030 traduit également l'engagement en faveur de la cohérence des politiques de développement durable en tant que principe devant guider toutes les actions, ainsi que de la poursuite des efforts d'alignement budgétaire et politique sur les objectifs. Elle garantit également une responsabilisation durable grâce à la présentation de rapports d'activité annuels. Enfin, elle encourage les acteurs non étatiques à contribuer davantage à la mise en œuvre du Programme 2030.

Gouvernance

L'engagement renouvelé de l'Espagne à placer le développement durable au centre de son action gouvernementale est attesté par la création d'un ministère chargé des droits sociaux et du Programme 2030 doté de pouvoirs exécutifs en matière de développement et de coordination des actions de promotion des objectifs. En outre, un système de gouvernance global, à trois niveaux d'articulation complémentaires, a été mis en place : la Commission déléguée gouvernementale pour le Programme 2030, afin de renforcer le dialogue et la coordination interministérielle ; la Conférence sectorielle pour le Programme 2030, qui permet d'assurer la coordination avec les échelons infranationaux de gouvernement, favorisant ainsi la concrétisation des objectifs. Enfin, le Conseil du développement durable, organe consultatif et de collaboration aux travaux duquel participent 60 représentants du secteur privé, des syndicats, des universités et des organisations de la société civile. Ce système est complété par le travail parlementaire essentiel effectué par l'intermédiaire de la Commission mixte de coordination et de suivi de la stratégie espagnole en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable, assurant ainsi une réaction globale aux efforts visant à mettre en œuvre le Programme 2030.

Élaboration participative de la stratégie de développement durable 2030

La stratégie de développement durable 2030 a été définie dans le cadre d'un processus de large participation et de consultation des différents organes qui composent le système de gouvernance, ce qui nous a permis d'arriver à un ferme consensus sur ce qui devrait être la feuille de route commune destinée à réaliser le Programme 2030. En outre, six consultations spécifiques ont été menées pour recueillir les contributions des enfants et des adolescents, des jeunes, des mouvements sociaux, des entités locales, du secteur privé et des acteurs culturels.

Guatemala

[Original : espagnol]

Le Guatemala se réjouit vivement de faire partie des pays qui présentent le troisième rapport national volontaire de 2021, qui met en évidence les mesures prises par le pays aux fins de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il importe de préciser que le Guatemala a été l'un des premiers pays à inscrire les objectifs de développement durable dans les instruments de planification nationale en s'appuyant sur la méthode des nœuds et des mailles essentiels, de manière à définir les 10 priorités nationales de développement et les 16 objectifs stratégiques de développement via lesquels les objectifs de développement durable doivent être mis en œuvre au niveau national.

À cette fin, le Guatemala s'est doté d'une stratégie de mise en œuvre composée de huit grands axes, eu égard à laquelle des progrès notables ont été réalisés, principalement en matière de planification et de financement. Il convient de mentionner la politique générale du Gouvernement pour la période 2020-2024, qui est alignée sur les priorités de développement nationales et qui, par conséquent, est

devenue la principale référence pour la planification annuelle et pluriannuelle. Elle établit ainsi un lien entre la planification et la budgétisation, de manière à obtenir de meilleurs résultats.

Le rapport présente par ailleurs les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable au regard de six des priorités définies par le Guatemala. L'accès aux services de santé est la priorité qui a enregistré le plus de progrès, devant l'emploi et l'investissement ; le renforcement des institutions, la sécurité et la justice ; et la réduction de la pauvreté et la protection sociale.

S'agissant du renforcement des institutions, l'État guatémaltèque a modernisé l'accès à la transparence dans l'utilisation des ressources publiques par la conception et la mise en œuvre de plateformes permettant de suivre les activités publiques, notamment le portail consacré à la loi sur l'accès à l'information publique et le système national d'investissement public, entre autres.

Étant donné que la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 requiert la participation de tous les acteurs, le présent rapport s'appuie notamment sur la contribution du secteur public, du secteur privé, des organismes de coopération internationale et des organisations de la société civile qui, conformément à leur mandat et à leur nature, ont pris des mesures qui contribuent directement au processus de mise en œuvre des objectifs de développement durable du pays et qui ont permis d'atténuer l'impact de la pandémie de coronavirus (COVID-19).

L'une des principales recommandations formulées concernant l'élaboration des rapports nationaux volontaires est que celle-ci doit se faire de manière hautement participative. C'est pourquoi le Guatemala se félicite de tenir compte du point de vue de certains secteurs de la population au sujet des progrès accomplis par le pays sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable présentés dans le rapport. Parmi ces secteurs, il convient de souligner la participation des enfants et des adolescents qui, par le truchement d'ateliers virtuels, ont exprimé leurs opinions et leurs principales requêtes.

En ce qui concerne le suivi et l'évaluation, des progrès ont été réalisés dans le domaine des indicateurs et dans la mise en place d'une plateforme informatique qui permet de visualiser les indicateurs liés aux objectifs de développement durable. Celle-ci peut être utilisée par les différents acteurs afin qu'ils puissent hiérarchiser les plans, programmes et projets qui contribuent à la réalisation des objectifs du pays.

Enfin, le rapport présente les principaux défis que le pays doit relever dans les années à venir, du point de vue des différents acteurs du développement.

Nous sommes conscients que nous avons fait des progrès, que les mesures positives doivent s'inscrire dans la durée et que, dans ce contexte de pandémie de COVID-19, il convient de miser sur la résilience.

Il importe de rappeler qu'à l'aube de la décennie d'action, aucun retour en arrière n'est envisageable ; nous devons réduire le fossé des inégalités et renforcer le système de statistique, bâtir un pays où personne n'est laissé pour compte et où les droits de toute la population guatémaltèque sont garantis, et donner à chacune et chacun la possibilité de vivre dans la dignité.

Îles Marshall

[Original : anglais]

Notre attachement au développement durable

Notre vision pour la République des Îles Marshall est claire : « notre avenir est entre nos mains ». Elle guide notre action en tant que nation résiliente, productive et indépendante. Acceptant les difficultés inhérentes à un petit État insulaire en développement, à savoir l'isolement géographique, la montée du niveau de la mer et les effets des changements climatiques, ainsi que les déséconomies d'échelle, nous demeurons résolus à transformer notre mode de développement de sorte à préserver et renforcer l'unité et le caractère inclusif de notre identité marshallaise.

Pour y parvenir, il nous faudra améliorer notre résilience face aux effets néfastes des changements climatiques et des pandémies mondiales telles que celle relative à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), et remédier aux problèmes qui se posent sur le plan social et en matière de bien-être. En outre, il nous faut continuer à développer une économie capable de fournir des services publics efficaces et d'offrir des possibilités porteuses à tous les enfants, femmes et hommes marshallais vivant dans les zones urbaines et les îles périphériques.

Notre plan stratégique national fait office de feuille de route définissant l'approche qui est la nôtre en matière de développement durable et de croissance inclusive. Ce plan est conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Orientations de Samoa, certains aspects pertinents de ces initiatives mondiales ayant déjà été intégrés dans les stratégies et politiques nationales concernées. Il donne la priorité à cinq domaines stratégiques, à savoir les services sociaux et l'identité culturelle, le développement économique, les infrastructures, l'information environnementale et les changements climatiques, et la bonne gouvernance.

Conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19

La République des Îles Marshall est parvenue à assurer la sécurité de sa population dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Nous avons reçu un soutien budgétaire et des fournitures de nos partenaires de développement, ce qui nous a permis d'aider les habitants et les entreprises locales, et de maintenir la résilience du tissu économique et social du pays. Il n'en reste pas moins que la pandémie a eu un impact négatif sur notre économie et sur les résultats relatifs à certaines priorités de développement.

Principaux points de l'examen national volontaire

La communication d'informations à laquelle a donné lieu l'examen national volontaire offre l'occasion aux parties prenantes marshallaises de se pencher sur les progrès accomplis dans les domaines stratégiques et dans la réalisation des engagements correspondants fixés par le plan stratégique national. Il en ressort que les partenariats avec les parties prenantes locales et les partenaires de développement sont utiles et qu'il importe d'engager la responsabilité de la collectivité pour parvenir aux résultats désirés.

L'examen national volontaire de la République des Îles Marshall permettra de mettre en évidence les résultats obtenus en ce qui concerne les questions d'importance stratégique figurant dans le plan et la mise en œuvre des objectifs de développement durable, ainsi que les problèmes rencontrés et les possibilités d'accélérer la réalisation de ces objectifs. Les questions d'importance stratégique sont, entre autres :

- **La bonne santé et le bien-être de tous**. Alors que les indicateurs de développement humain à caractère général tels que le taux de mortalité infanto-juvénile et le niveau d'éducation atteint ont progressé régulièrement depuis l'indépendance, les résultats d'ensemble pour ce qui est du renforcement du capital humain peuvent encore être améliorés. Notre stratégie prône la valeur dénommée *Kumiti Ejmour*, qui signifie « la santé est une responsabilité partagée ».

- **Réduction des inégalités**. Des inégalités subsistent entre les zones rurales et les zones urbaines. En un siècle, l'économie des communautés vivant sur les atolls périphériques n'a pas fondamentalement changé et les moyens de subsistance continuent de reposer sur le coprah et la production artisanale, la pêche commerciale, dans une certaine mesure, et les activités agricoles. Le « One Nation Concept », axé sur l'inclusivité, qui est énoncé dans la déclaration « Vision 2018 », vise à intégrer les besoins de développement propres à chaque atoll.

- **Travail décent et croissance économique** À Dalap-Uliga-Darrit et à Kwajalein, l'économie urbaine est fortement dépendante de l'administration centrale et de la base de missiles situé sur l'atoll de Kwajalein pour ce qui est de l'emploi et des revenus. Le commerce de gros et de détail, le bâtiment, l'activité bancaire et l'assurance sont les secteurs dominants. Le secteur productif démontre de grandes capacités à tirer parti de l'économie bleue, qui ont déjà été mises en évidence par la pêche commerciale, le tourisme, le commerce et l'investissement.

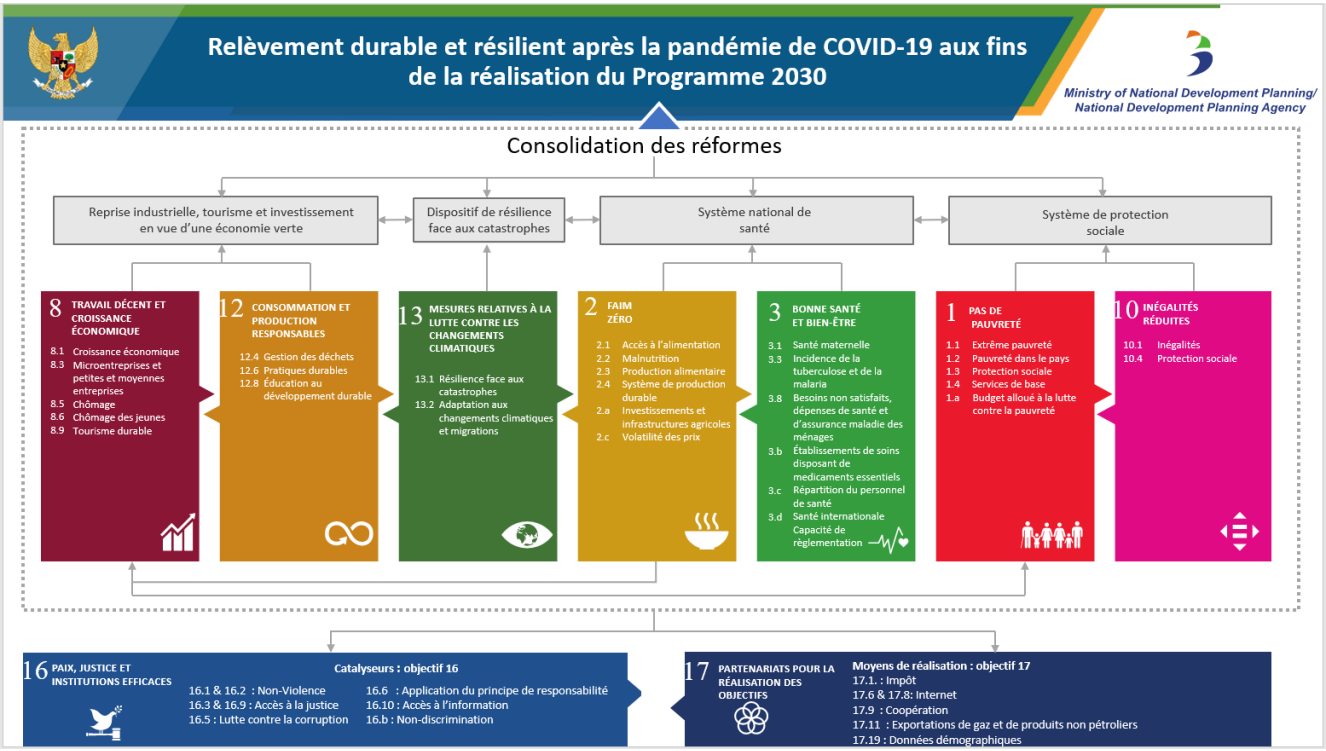
- **Changements climatiques**. L'élévation du niveau de la mer associée aux montées périodiques de la houle, de plus en plus fréquentes et destructrices, créent des seuils critiques d'habitabilité. Des mesures d'adaptation visant à préserver le bien-être et les moyens de subsistance des communautés vivant sur les atolls sont mises en œuvre de manière accélérée et ciblée, l'accès à des ressources supplémentaires étant nécessaire pour continuer d'améliorer la résistance aux changements climatiques et de renforcer la résilience. En parallèle, la République des Îles Marshall appelle à une action décisive de la communauté internationale, en particulier des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre, pour réduire ces émissions.

Conclusion

La République des Îles Marshall est déterminée à mettre en œuvre son plan stratégique national, auquel ont été intégrés les engagements pris au titre des objectifs de développement durable et des Orientations de Samoa pertinents. Nous sommes conscients qu'il demeure difficile d'atteindre les cibles fixées dans le plan stratégique national et le Programme 2030 eu égard à la limitation de nos capacités et de nos ressources. Toutes les parties prenantes doivent unir leurs efforts qui dépendent de l'action et de l'esprit d'initiative de la communauté internationale pour régler les problèmes transfrontières tels que la gestion des ressources marines et les changements climatiques. Quoi qu'il en soit, nous nous efforçons de mettre en œuvre nos priorités nationales de développement au profit de tous les Marshallais.

Indonésie

[Original : anglais]



Tout en faisant obstacle à l'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) met en évidence le besoin d'une plus grande coopération internationale.

Aux fins d'un relèvement durable et résilient, l'Indonésie a entrepris des réformes structurelles dans les domaines suivants : protection sociale, système national de santé, dispositif de résilience face aux catastrophes et reprise industrielle, tourisme et investissement dans une économie verte.

En dépit des mesures de distanciation sociale et du protocole sanitaire, l'Indonésie a élaboré son examen national volontaire en adoptant une démarche inclusive, notamment par des consultations en ligne.

Nous exposons ci-après les résultats notables obtenus dans la réalisation des objectifs de développement durable, les effets de la pandémie et les efforts déployés en vue du relèvement.

Protection sociale

- Le taux de pauvreté dans le pays, qui était de 11,3 % en 2015, est tombé à 9,22 % en 2019 pour remonter à 10,19 % en 2020 en raison de la pandémie. Les femmes, les habitants des zones rurales et les personnes âgées sont les plus touchés. Le taux de pauvreté touchant les enfants a augmenté, passant de 11,76 % en 2019 à 12,23 % en 2020.

- De 2015 à 2019, le coefficient de Gini a chuté de 0,402 à 0,380 puis est remonté à 0,385 en 2020 du fait de la pandémie. L'Indonésie a augmenté ses dépenses sociales, qui sont passées de 12,3 % en 2019 à 12,7 % en 2020, le plus haut niveau à ce jour.

Santé

La pandémie a eu des effets sur les principaux indicateurs de la santé suivants :

- Plus de 1,6 million d'Indonésiens ont été contaminés par le virus de la COVID-19 depuis mars 2020, ce qui a mis sous tension le système sanitaire et nui au traitement des maladies transmissibles et non transmissibles.
- Le taux d'incidence de la tuberculose a chuté de 312 pour 100 000 habitants en 2019 à 182 pour 100 000 habitants en 2020, ce qui s'explique par la discontinuité des diagnostics et des traitements durant la pandémie.
- Le taux de la sous-alimentation, qui était de 10,73 % en 2015, a baissé pour atteindre 7,63 % en 2019 puis est passée à 8,45 % en 2020.
- Le taux de retard de croissance chez les enfants âgés de moins de 5 ans a diminué, passant de 37,2 % à 27,67 % en 2019, de même que la prévalence de l'émaciation, dont le taux est passé de 12,1 % en 2013 à 7,44 % en 2019.
- L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue a également accusé une baisse, passant de 8,66 % en 2015 à 5,12 % en 2020.
- Le système national d'assurance maladie a couvert 222,5 millions de personnes en 2020, soit 82,51 %, mais 5,44 % des besoins de soins n'ont pas été satisfaits en 2020, contre 4,66 % en 2015.

Résilience face aux catastrophes

- L'Indonésie s'efforce de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et les risques liés aux catastrophes, afin d'accroître sa résilience.
- En 2019, le niveau des émissions de gaz à effet de serre se situait à 1 866 500 gigagrammes d'équivalent CO_2, les émissions potentielles ayant été réduites de 23,46 % et l'intensité de ces émissions de 20,77 % par rapport à l'état initial.
- Le montant total de l'allocation budgétaire aux activités de développement sobres en carbone, pour la période 2018-2020, s'élève à 54 570 milliards de rupiah, soit environ 3,8 milliards de dollars.
- En ce qui concerne la gestion des catastrophes en 2020, on compte 409 décès et disparitions, et 6 451 439 personnes ont été touchées et évacuées à la suite d'une catastrophe.

Reprise de l'industrie, du tourisme et des investissements en vue d'une économie verte

- La pandémie a nui aux indicateurs économiques : le revenu est passé de 4 174,9 dollars par habitant en 2019 à 3 911,7 dollars en 2020 ; la croissance économique s'est contractée, passant de 5,02 % en 2019 à 2,07 % en 2020 ; le secteur non structuré de l'économie représentait 60,47 % en 2020 ; le taux de chômage a augmenté, passant de 5,23 % en 2019 à 7,07 % en 2020 ; le taux de jeunes ni étudiants, ni employés, ni stagiaires a atteint 23,85 % en 2020 contre 21,21 % en 2019, le pourcentage de jeunes handicapés passant à 53,37 % en 2020 alors qu'il était de 52,32 % en 2019 ; le nombre d'arrivées de touristes étrangers a chuté, passant de 16,1 millions en 2019 à 4,1 millions en 2020.
- En 2019, le volume des déchets a baissé de 14,58 % et leur gestion a été réduite de 67,40 %, et les 132,7 millions de tonnes de déchets dangereux produits ont été traités à 68,35 %. Une centaine de sociétés ont publié des informations relatives à la durabilité en 2020, contre 54 en 2016.

Moyens de mise en œuvre

- Aux fins de l'instauration d'un environnement propice, il s'agit : de faire davantage pour sensibiliser le public à la corruption ; d'accroître le nombre d'institutions étatiques chargées de l'information et améliorer l'indice de liberté de la presse ; d'augmenter les budgets alloués à l'aide juridictionnelle ; de renforcer l'identité juridique, déjà acquise par 77,2 % des enfants âgés de moins de 5 ans et par 58,03 % des enfants âgés de moins de 1 an en 2020.
- Les internautes représentaient 73,7 % de la population en 2019 mais des problèmes subsistent en termes de fracture numérique et de connaissances de base.
- Le recensement de la population qui a été effectué en 2020 au moyen d'Internet a été mené à bien, aucun obstacle majeur à la coopération entre les parties prenantes n'ayant été relevé.

Prochaines étapes

L'Indonésie a l'intention d'entreprendre ou de renforcer l'action de réforme en ce qui concerne :

- L'amélioration du fonctionnement du système de protection sociale et l'élargissement de la couverture par la sécurité et l'aide sociales ;
- L'amélioration du système de santé en mettant l'accent sur la lutte contre les maladies, la sécurité sanitaire, les mesures de promotion et de prévention et la préparation du côté de l'offre ;
- Le développement d'une approche globale et intégrée du système alimentaire afin de surmonter le problème de la malnutrition ;
- La promotion d'une économie inclusive grâce à des investissements durables, des modes de financement novateurs, le tourisme durable, l'appui aux microentreprises et petites et moyennes entreprises et les technologies numériques ;
- La mise en place de modèles de production et de consommation durables par la création d'une économie circulaire favorisant les industries vertes et une gestion intégrée des déchets, y compris dangereux, ainsi que des déchets médicaux ;
- Le renforcement de la résilience face aux catastrophes par des systèmes d'alerte rapide, la préparation, le renforcement des capacités et un développement sobre en carbone et résistant aux changements climatiques.

Iraq

[Original : arabe]

Forte de son patrimoine culturel et de sa longue histoire, la République d'Iraq croit en un développement réel et ambitieux qui garantisse à ses citoyens un développement humain florissant et durable. Pour suivre cette voie, prévue dans la Constitution iraquienne de 2005 et dans la stratégie nationale de développement à long terme, il faut s'appuyer sur un solide partenariat national et s'engager à atteindre les objectifs de développement durable, à recenser les efforts faits en ce sens et à en assurer le suivi et à communiquer les informations relatives aux progrès accomplis en vue d'atteindre les indicateurs relatifs à ces objectifs. Une telle action doit être

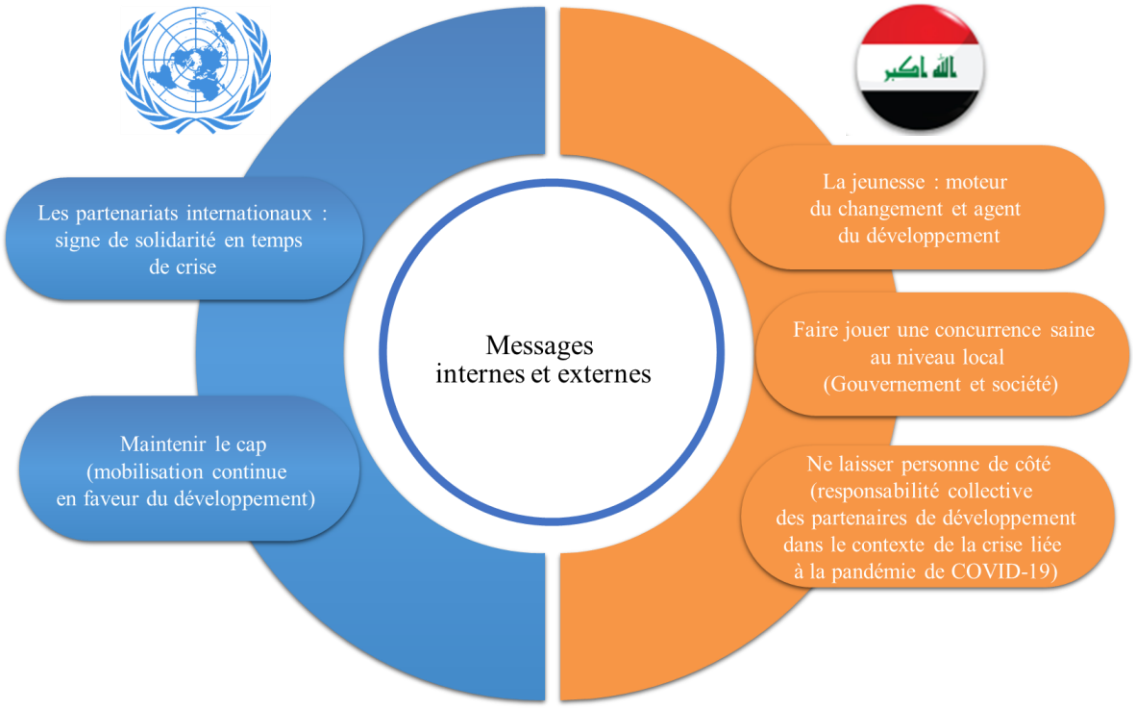
facilitée par une forte volonté politique, une planification intégrée et un cadre juridique approprié.

L'approche dite de « la société sûre » a été adoptée dans le cadre de la coordination et du solide suivi national des efforts relatifs aux objectifs de développement durable. Ces objectifs et leur réalisation à l'horizon 2030 sont pris en compte dans les plans nationaux de développement à moyen terme et les stratégies et politiques de développement, de même que les trois dimensions du développement (économique, sociale et environnementale).

Pour ce qui est d'avancer dans cette voie, une des plus grandes difficultés sera peut-être de trouver le point d'équilibre entre la réalité de la situation et les ambitions et de répondre aux attentes et aux priorités antagoniques de millions de citoyens. L'examen volontaire national a permis non seulement de comparer la situation interne avec la situation à l'étranger mais également d'examiner nos plans et de revoir la façon de faire les choses en Iraq. Il ne s'agit pas uniquement de panser les plaies mais de réfléchir aussi à la qualité de vie, à la cohésion sociale, à notre capital humain et social et aux moyens de préserver notre patrimoine pour les générations futures.

Le principal défi consiste à continuer de voir la réalité, en examinant l'évolution de la situation, en recensant les lacunes et en définissant des indicateurs pour promouvoir une telle approche et assurer un développement durable. L'établissement des rapports soumis aux fins de l'examen national volontaire est l'occasion d'examiner les progrès accomplis, de mettre en lumière les résultats obtenus et les obstacles rencontrés, de partager les enseignements tirés et de définir les prochaines étapes, ce qui permettra d'orienter les efforts de développement que le Gouvernement fédéral et les autorités locales déploieront.

Nous sommes conscients que l'Iraq est dépourvu de certains moteurs du développement et que, pour garantir le développement durable, l'action du Gouvernement ne suffit pas. Celle-ci doit être renforcée par les activités menées par la société civile et le secteur privé.



Messages internes

La jeunesse : moteur du changement et agent du développement

- Le mouvement de la jeunesse est annonciateur d'un passage à un nouveau contrat social (l'État et la société).
- Les jeunes sont une force démographique porteuse de changement qui peut favoriser le relèvement et la participation.
- La citoyenneté active favorise la diversité, renforce les synergies et protège les droits et la vie privée.

Faire jouer une concurrence saine au niveau local (Gouvernement et société)

- Mobilisation en faveur du développement à l'échelle nationale et locale pour promouvoir une concurrence saine.
- Décentralisation propice à la promotion de l'égalité et de la justice.
- Planification intégrée et cohérence des politiques à l'appui d'une approche participative et d'un développement local durable (aménagement du territoire).

Ne laisser personne de côté (responsabilité collective des partenaires de développement dans le contexte de la crise liée à la pandémie de COVID-19)

- Il incombe à l'État de contenir la double crise (sanitaire et économique), d'en limiter les répercussions et d'atténuer ses effets sur les groupes vulnérables.
- La responsabilité collective, exercée par les partenaires de développement, renforcera la protection et la sécurité des populations dans les situations de crise.
- Les rôles et les fonctions exercés par les acteurs de la société civile et du secteur privé en matière de développement favorisent la cohésion sociale.

Messages externes

Maintenir le cap (mobilisation continue en faveur du développement)

- Faire face aux défis posés par la réalité de la situation dans le monde et dans le pays.
- Contenir la crise de manière constructive en maintenant le cap pour atteindre les objectifs de développement durable.
- Continuer de renforcer la résilience pour écarter les risques et échapper aux crises.

Les partenariats internationaux : signe de solidarité en temps de crise

- Adhésion à un partenariat mondial qui renforce la sécurité humaine.
- Les partenariats internationaux offrent la possibilité d'enrichir les connaissances et de partager les expériences.
- Les partenariats contribuent à garantir l'égalité des chances entre les États, favorisée par la solidarité internationale, et à pallier les grandes difficultés dont souffrent les pays les moins avancés et les plus démunis.

Le fait d'analyser les multiples menaces et risques et les possibilités complexes, et de les comprendre en procédant à un suivi et à une évaluation, ne permettra pas de faire prendre conscience des risques imminents et des menaces grandissantes. Pour y parvenir, les décisions prises en matière de développement doivent l'être en tenant

compte des risques, qu'il faut connaître. Il faut donc savoir quels sont ces risques et comment les écarter afin de pouvoir contrer les dangers et exploiter les possibilités offertes dans le cadre des plans de développement, les politiques et les programmes et de veiller à ce que les mesures visant à garantir un développement durable puissent être adaptées. À cette fin, les mesures ci-après s'imposent :

- Il faut établir la corrélation entre, d'une part, les menaces mondiales complexes telles que le terrorisme, la criminalité organisée et la pandémie, l'instabilité économique, la cybercriminalité, les risques naturels, les changements climatiques et les dangers complexes qui y sont associés, et, d'autre part, les possibilités offertes à tous les niveaux, notamment local et mondial ;
- Pour réduire les risques, il faut exploiter les possibilités offertes et limiter les effets complexes y afférents, présenter et examiner les connaissances pour promouvoir la durabilité et assurer un développement constructif et souple permettant de prévenir de nouveaux risques et d'atténuer les effets des risques existants.

Japon

[Original : anglais]

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) est survenue alors que la communauté internationale venait de réaffirmer sa détermination à redoubler d'efforts pour réaliser les objectifs de développement durable, en s'appuyant sur la décennie d'action en faveur du développement durable. Elle met en danger depuis lors la vie, les moyens de subsistance et la dignité des personnes dans le monde entier, en particulier celles qui sont en situation de vulnérabilité. Elle nuit aussi considérablement à la réalisation des objectifs et met rudement à l'épreuve la sécurité humaine. Dans ces circonstances, les objectifs constitueront une feuille de route très utile pour mettre en œuvre des transformations sociales à même d'ouvrir une nouvelle ère et de préparer l'avenir. Ainsi, dans notre examen national volontaire de 2021, nous avons considéré l'action menée dans le passé par notre pays pour promouvoir les objectifs et évaluer les progrès accomplis en vue de leur réalisation, l'objectif étant de surmonter la pandémie de COVID-19 et de reconstruire en mieux.

Il est essentiel, pour réaliser les objectifs de développement durable, que toutes les parties prenantes coopèrent afin de stimuler leurs actions. Dans le cadre de l'examen national volontaire de 2021, une étude des institutions japonaises chargées de promouvoir les objectifs a confirmé que des dispositifs tels que le prix japonais « Objectifs de développement durable », organisé par le Bureau central de promotion des objectifs de développement durable placé sous l'égide du Premier Ministre, et décerné à des sociétés et organisations de premier plan œuvrant à la réalisation des objectifs, ont permis d'approfondir la collaboration entre diverses parties prenantes et conduit à une meilleure information dans tout le pays ainsi qu'à des avancées dans ce domaine.

S'agissant des administrations locales en particulier, celles qui se sont illustrées par des initiatives visant à la réalisation des objectifs reçoivent, depuis 2018, l'appellation de « villes d'avenir du développement durable », ce qui a donné lieu à la diffusion de modèles dans tout le pays. En outre, d'autres initiatives telles que le dispositif de partenariat public-privé destiné aux objectifs de développement durable locaux ou celui consacré à leur financement à l'échelle locale ont créé un élan favorable et engagé chacun à se sentir concerné. Ainsi, le règlement des questions régionales, telles que la baisse du taux de natalité, le vieillissement de la population et le déclin démographique, sur la base des principes associés aux objectifs est stimulé

dans tout le pays. En 2017, lorsque le Japon a présenté son premier examen national volontaire, 1 % seulement des administrations locales œuvraient à la réalisation des objectifs contre 39,7 % en 2020, le Gouvernement japonais s'efforçant de faire passer leur participation à 60 % d'ici à la fin de l'année financière 2024. À cet égard, nous avons intégré dans l'examen plusieurs exemples positifs d'administrations locales qui ont ouvert la voie de la promotion des objectifs en qualité de villes modèles, quatre d'entre elles ayant procédé à leur propre examen local volontaire.

Dans les principes directeurs qu'il a élaborés en vue de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, le Gouvernement japonais a mis en évidence huit questions prioritaires qui doivent recevoir une attention particulière des autorités. L'examen présente les principales actions qui ont été menées au titre de chacune des questions prioritaires, à la fois en termes de mise en œuvre nationale et de coopération internationale, ainsi que les progrès accomplis pour réaliser les 17 objectifs dans le cadre de ces actions, compte tenu des effets de la pandémie de COVID-19.

La réalisation des objectifs de développement durable requérant l'action d'une large gamme d'acteurs, l'examen a été établi non seulement dans le cadre de débats avec le Gouvernement mais aussi par des échanges menés avec le comité « Table ronde de promotion des objectifs de développement durable », composé de représentants provenant de divers domaines, des membres de la société civile et des jeunes, appelés à occuper des fonctions de direction dans la société du futur, ainsi qu'en tenant compte des observations du public, de sorte à intégrer un large spectre d'opinions. En outre, afin d'évaluer nos progrès, nous avons pris en compte les analyses émanant de membres de la Table ronde appartenant au secteur privé, estimant qu'il était souhaitable d'inclure des avis autres que ceux du Gouvernement sur le sujet.

Le processus d'élaboration de l'examen nous a donné la possibilité de nous pencher sur les institutions chargées de la promotion des objectifs de développement durable et sur des initiatives majeures, et d'envisager la manière dont le Japon devrait poursuivre cette tâche à l'avenir. Ainsi, en s'appuyant sur des avis d'experts et de citoyens, l'examen se conclut par une présentation des moyens que le Japon utilisera dorénavant pour favoriser les initiatives à même de permettre la réalisation des objectifs.

En se fondant sur le principe de sécurité humaine, le Japon continuera de coopérer avec la communauté internationale en vue de traiter les problèmes de santé se posant dans le monde, y compris la mise en place d'une couverture sanitaire universelle, et de faire advenir une société où les objectifs de développement durable auront été atteints et où personne ne sera laissé de côté.

Madagascar

[Original : français]

Depuis l'engagement de Madagascar en 2015 dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le pays a mis en place deux cadres institutionnels pour en assurer le suivi : le Comité d'orientation et de suivi et le Comité technique. Dans le cadre de l'élaboration du deuxième rapport, une consultation nationale visant à la participation des points focaux des ministères, des organisations de la société civile, du secteur privé, des associations et des partenaires techniques et financiers a été organisée afin que personne ne soit laissé de côté.

À Madagascar, la mise en œuvre des objectifs de développement durable coïncide avec l'actualisation des politiques et stratégies de développement : alignement du Plan national de développement (2015-2019) et intégration des

objectifs dans les 13 engagements de la politique générale de l'État, fondement du Plan émergence Madagascar 2019-2023. Un classement des objectifs par ordre de priorité nationale, fixant 64 cibles et 85 indicateurs, a été effectué.

Malgré la survenance d'aléas climatiques (cyclones et sècheresse) et de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), des progrès sont enregistrés dans la réalisation du Programme 2030 :

- Sur le plan environnemental, Madagascar intensifie ses efforts pour préserver sa biodiversité. La superficie reboisée est passé de 4 739 hectares en 2016 à 45 003 hectares en 2020. La superficie des aires protégées abritant des sites de conservation de la biodiversité a atteint 7 099 000 hectares en 2020 contre 7 000 828 hectares en 2016 (objectif de développement durable n° 15). Toutefois le taux de déforestation reste élevé, exposant le pays aux vulnérabilités liées au changement climatique.
- La croissance économique affichait une tendance ascendante avant la crise sanitaire, pour arriver à un taux de 4,4 % en 2019. Le taux de chômage était évalué à 1,9 % de la population active en 2020. Le secteur informel reste le principal pourvoyeur d'emploi et le taux de pauvreté multidimensionnelle s'élève à 70,3 %, avec une intensité de la pauvreté [1] estimée à 54,9 % (objectif 1).
- Au niveau social, les engagements pour assurer un accès universel aux services de santé se sont traduits en actions par l'élaboration d'un cadre d'investissement pour la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent et la promulgation de la loi sur la santé de la reproduction et la planification familiale. En matière de lutte contre les violences basées sur les genres, la loi n° 2019-008 du 13 décembre 2019 a été promulguée pour renforcer le régime juridique sur la prévention, la poursuite, la répression, la prise en charge et la réparation, ainsi que la protection des victimes.

Madagascar dispose d'un plan multisectoriel d'urgence pour lutter contre la COVID-19 et atténuer ses conséquences socioéconomiques. Ce plan prévoit l'affectation de ressources aux transferts monétaires, filets de sécurité et actions en faveur des personnes vulnérables. Cependant, la pandémie a mis à mal les efforts entrepris pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Sur le plan économique, le produit intérieur brut a diminué de 4,2 % en 2020 (objectif 8). Les risques en termes de santé (objectif 3) sont réels avec la diminution de la fréquentation des structures sanitaires entraînant une diminution de la couverture vaccinale, des accouchements assistés par un personnel de santé et de l'accès aux informations et aux services relatifs à la santé sexuelle et reproductive (objectif 5). En matière d'éducation, la décision de fermeture temporaire des écoles a des influences négatives sur le taux d'accès à l'enseignement et à la qualité de ce dernier.

Plusieurs défis restent à relever :

- Renforcement de la coordination, du suivi et de l'évaluation des objectifs de développement durable.
- Mobilisation des ressources par la mise en place d'une stratégie de financement des objectifs de développement durable.
- Reprise de la croissance économique après la pandémie de COVID-19.

[1] Proportion pondérée de privations basée sur différents indicateurs de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (privations de l'accès aux soins de santé et à l'éducation, et niveau de vie).

- Lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment la famine, qui sévit dans le sud du pays.

La pandémie de COVID-19 continue à faire des ravages à Madagascar comme dans d'autres pays du monde, remettant en cause les progrès sociaux et économiques récents et créant des besoins supplémentaires de financement, notamment extérieur, pour réaliser le Programme 2030. Madagascar veut toutefois aller de l'avant et les 13 engagements pris par l'État dans son plan vers l'émergence apportent non seulement des solutions pour sortir de la crise sanitaire mais également des réformes structurelles permettant d'atteindre un développement durable et une réduction de la pauvreté.

Malaisie

[Original : anglais]

Introduction

La planification du développement dans le pays a toujours reposé sur les principes fondamentaux de durabilité et d'inclusivité. Afin que les objectifs de développement durable y soient intégrés, les plans nationaux de développement quinquennaux ont été rendus conformes aux objectifs, les données correspondantes ont été développées et un cadre institutionnel multipartite a été mis en place. L'examen national volontaire entrepris par la Malaisie en 2021 est le deuxième rapport que le pays soumet dans le cadre de l'examen de la mise en œuvre du Programme 2030. Les parties prenantes ont commencé d'être associées au processus lors d'un atelier officiel de lancement organisé en ligne, qui a réuni plus de 300 participants. L'examen de 2021 s'est également appuyé sur les résultats et données collectés pour l'élaboration du douzième prochain plan national et du rapport de 2019 sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. La collecte des données ayant été améliorée, l'examen fournira des données factuelles plus détaillées par rapport au premier examen, en 2017.

Progrès et principales réalisations

En une génération, la Malaisie est parvenue à transformer son économie, à augmenter le niveau de vie et à passer du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire supérieur. Le revenu national brut par habitant a été multiplié par 29, passant de 347 dollars en 1970 à 10 118 dollars à 2020. De considérables avancées ont été enregistrées, entre autres dans le domaine de l'élimination de la pauvreté et de la réduction des inégalités, et en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de la vie. Le taux de pauvreté absolue a chuté de 7,6 % en 2016 à 5,6 % en 2019. La pauvreté extrême a été presque éradiquée même s'il en reste des poches au sein de certains groupes et si des manques de nature multidimensionnelle subsistent. La crise liée à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a fait basculer certains ménages vulnérables, qui comptaient parmi les 40 % de la population les moins bien pourvus, dans une plus grande pauvreté, où les inégalités dont ils souffraient se sont creusées. Face à cette situation, le Gouvernement a adopté une série de mesures spéciales de reprise économique visant à relancer la croissance et à protéger les personnes vulnérables. La Malaisie a également amélioré sa production alimentaire, en continuant de progresser vers l'autosuffisance en ce qui concerne 10 produits agricoles de base. Il n'en reste pas moins que l'aspect nutritionnel de la sécurité alimentaire revêt encore plus d'importance sous l'effet du double fardeau de la malnutrition, qui touche plus particulièrement les groupes vulnérables et s'est alourdi compte tenu des urgences actuelles qui n'étaient pas prévues.

Sur la base du principe de couverture sanitaire universelle, la Malaisie a obtenu de bons résultats en ce qui concerne la qualité, l'accessibilité et le coût modique des soins de santé, qui sont au même niveau que ceux des pays plus développés. En gérant efficacement la flambée de COVID-19, le pays a montré que son état de préparation était satisfaisant sur le plan de la sécurité sanitaire. Il n'en reste pas moins que la charge représentée par ce secteur est en augmentation du fait du vieillissement de la population, d'une exigence plus grande en matière de qualité des soins et de la prévalence croissante des maladies non transmissibles, qui sont à l'origine de plus de 70 % des décès. Actuellement, les autorités s'efforcent de mettre en œuvre des initiatives visant à améliorer le système de prestations de soins, l'objectif étant de favoriser un mode de vie plus bénéfique et plus sain en recourant à un dispositif de nutrition multisectoriel.

La Malaisie progresse également vers la durabilité et une bonne gestion des changements climatiques grâce à l'adoption d'un modèle de développement économe en ressources et résilient sur le plan climatique. La démarche de consommation et de production durables a consisté à créer un marché vert, à gérer les déchets de manière globale et à accroître la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique. Si des efforts sont déployés pour mieux coordonner la consommation et la production durables et lutter contre les changements climatiques dans le cadre de l'action publique, une aide technique et financière continue d'être requise s'agissant de la mise en œuvre.

La Malaisie continue d'appliquer une méthode unitaire dans la diversité, qui met l'accent sur la gouvernance, la cohésion sociale et les partenariats. Elle apporte un soutien actif à la coopération Sud-Sud dans le cadre du programme de coopération technique malaisien, en fournissant une aide technique à 144 pays en développement et en conduisant des actions de renforcement des capacités. A en outre été créé le groupe parlementaire sur les objectifs de développement durable, dans lequel tous les partis sont représentés, pour améliorer la mise en œuvre des objectifs au niveau local. Des examens locaux volontaires ont également été lancés aux fins d'une harmonisation des programmes et initiatives mises en œuvre par les autorités locales avec les objectifs.

Prochaines étapes

D'ici à 2030, les priorités nationales de développement continueront à être alignées sur les objectifs de développement durable et à les intégrer. Le deuxième volet de la feuille de route nationale relative à la mise en œuvre des objectifs (2021-2025) établie aux fins de la réalisation du Programme 2030, mettra en évidence les domaines prioritaires, les principaux facteurs de réussite et les « points d'accélération » essentiels à la progression de la réalisation des objectifs restant à la traîne, et fera en sorte que l'action soit cohérente à tous les niveaux de l'administration et se déploie dans le cadre des stratégies et plans d'action recommandés. Il sera fait une plus grande place à la mise en œuvre locale d'initiatives se rapportant aux objectifs. Le douzième plan malaisien prévoit de faire bénéficier la population du développement socioéconomique, de réaliser l'inclusion et la cohésion sociale et d'améliorer le bien-être. La Malaisie veillera à promouvoir la croissance verte afin de devenir un pays à faible émission de carbone, l'objectif étant d'atteindre à terme la neutralité carbone. L'exécution de ce douzième plan contribuera à la réalisation du Programme 2030.

Mexique

[Original : espagnol]

Le troisième rapport national volontaire du Mexique fait fond sur les recommandations des rapports précédents et souligne que la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le pays passe par la mobilisation de tous les secteurs de la société mexicaine. C'est pourquoi, pour la première fois, le rapport est rédigé en concertation avec un comité composé de représentants de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire, des secteurs exécutif et législatif de la Fédération et des États, de la coopération bilatérale et des organismes des Nations Unies, qui mènent leurs propres consultations et préparent des études indépendantes destinées à alimenter le rapport.

L'administration fédérale, qui a pris les rênes de la gestion du rapport en décembre 2018, s'est inscrite dans la continuité du conseil national chargé du Programme 2030, de ses comités et du secrétariat technique. Depuis lors, elle a intégré la perspective du développement durable dans son plan gouvernemental, ses programmes sectoriels, son système de budgétisation et ses projets phares, et a encouragé le suivi indépendant des indicateurs, lancé des initiatives novatrices telles que l'émission d'une obligation souveraine liée aux objectifs de développement durable, et généré des outils visant à promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030 avec le soutien des mécanismes de coopération bilatérale et multilatérale.

Les 32 États et plusieurs municipalités ont établi des organes chargés du suivi et de l'exécution du Programme 2030, et ont encouragé la mise en place d'examens infranationaux volontaires et d'outils destinés à mesurer les progrès réalisés à cet égard, avec le soutien de leurs partenaires nationaux et des mécanismes de coopération bilatérale et multilatérale. Leurs résultats sont aussi hétérogènes que le pays lui-même, et beaucoup d'entre eux ont besoin d'un accompagnement pour renforcer leurs capacités. Par l'intermédiaire de ces partenaires, ils cherchent à occuper davantage d'espace dans les organes nationaux de coordination du Programme 2030, et plusieurs d'entre eux estiment nécessaire de revoir les systèmes nationaux de planification démocratique et de coordination fiscale dans l'intérêt du Programme.

Le pouvoir législatif a mis en place une commission spéciale au sein du Sénat de la République et un groupe de travail au sein de la Chambre des députés et a obtenu l'adhésion de tous ses dirigeants politiques à cet égard, afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme 2030. La commission et le groupe de travail ont pour mission de promouvoir la législation, les budgets, les programmes, les formations et les diagnostics dans une optique de développement durable, ainsi que des outils inédits tels que la stratégie législative en faveur du Programme 2030 et la collaboration avec les congrès des États pour atteindre les objectifs fixés au niveau local.

Dans le secteur privé, des entreprises individuelles et des organisations commerciales se sont associées au Programme 2030 en prenant des mesures relatives à leurs processus de production, en mesurant les progrès accomplis, en analysant la législation et en adoptant des stratégies d'articulation telles que la création de 19 groupes de travail multipartites chargés de promouvoir les questions stratégiques relatives aux objectifs de développement durable. Divers groupes d'entreprises estiment qu'il est nécessaire de renforcer les arguments visant à motiver davantage d'entreprises à adhérer au Programme 2030, à associer de manière proactive les micro-, petites et moyennes entreprises, à améliorer le suivi des progrès accomplis et à sensibiliser davantage la population à cette question.

Le monde universitaire, avec le soutien de mécanismes de coopération bilatérale, a créé la branche mexicaine du Réseau de solutions pour le développement durable, qui compte aujourd'hui 73 institutions affiliées dans plus de 70 % du territoire, et promeut la formation ainsi que l'analyse et le suivi des politiques qui ont une incidence sur le Programme 2030. Diverses institutions membres du Réseau considèrent qu'il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les niveaux et les catégories de l'administration ; de favoriser une législation durable ; d'attirer des fonds pour la recherche, le développement et l'innovation, et de renforcer les connaissances et les mesures en faveur du développement durable au sein même des établissements universitaires, par le truchement de partenariats multipartites plus nombreux.

Au sein de la société civile, diverses personnes et organisations considèrent que la stratégie de mise en œuvre du Programme 2030 est adaptée au contexte général, mais qu'elle doit renforcer son aspect multidimensionnel et améliorer ses performances dans les domaines du genre, de l'environnement, des entreprises et des droits humains, de la participation citoyenne et du financement, en particulier dans les États et les municipalités. Ces efforts devraient viser à faire évoluer le paradigme du développement dans lequel toutes les communautés jouent un rôle de premier plan, de manière à renforcer la gouvernance locale et nationale.

On ignore encore les effets à long terme de la pandémie de COVID-19, mais celle-ci se répercute déjà sur les perspectives du Programme 2030, c'est pourquoi ce dernier devra s'adapter au nouveau contexte national et mondial moyennant une responsabilité partagée entre tous les secteurs de la société, une perspective de redressement durable qui privilégie les droits, et une vision réfléchie qui tient compte des conditions structurelles qui affectent les alternatives et la portée des mesures spécifiques.

Namibie

[Original : anglais]

Résumé des messages clefs

Déterminée à atteindre les objectifs de développement durable, la Namibie s'est portée volontaire pour procéder à un deuxième examen national desdits objectifs en 2021. L'accent sera mis sur trois des dimensions des objectifs, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale, dont il est pleinement tenu compte dans les différents volets du cinquième plan de développement du pays (progression économique, transformation sociale, durabilité environnementale et bonne gouvernance).

Progression économique

En 2020, la Namibie a enregistré sa plus forte contraction économique (8,0 %) du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui semble avoir ralenti encore plus la croissance économique déjà lente en raison, notamment, de la sécheresse persistante. La croissance devrait toutefois reprendre progressivement et s'établir au-delà de 3 % à moyen terme grâce au rebond de la demande extérieure et du prix des produits de base dans le secteur minier. Le taux de chômage est resté élevé (33,4 % en 2018), en particulier chez les jeunes (46,1 %). La Namibie a pour objectif de réduire ce taux à 24,2 % d'ici à 2022.

Selon l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial, la Namibie figure parmi les pays africains disposant d'une

bonne infrastructure routière, sa note étant de 5,3 sur 7. En 2015, elle a élaboré un plan directeur visant à faire d'elle une plateforme logistique internationale, l'idée étant d'exploiter son potentiel, notamment sa situation géographique, afin de fournir une infrastructure et des services de transport sûrs, efficaces et rationnels aux fins du développement social et économique.

Transformation sociale

Dans l'optique de ne laisser personne de côté, la Namibie a adopté une politique de protection sociale en 2021. Elle a également réalisé des progrès dans la lutte contre les risques et les vulnérabilités auxquels les personnes sont exposées tout au long de leur vie en mettant en place des programmes d'aide sociale à l'intention des pauvres et des personnes vulnérables, les dépenses liées aux subventions non contributives étant passées de 5,1 milliards de rand pour l'exercice 2018/19 à 6,2 milliards de rand pour l'exercice 2020/21. Les taux de couverture des principales allocations sociales pour ce même exercice ont augmenté, la couverture de l'indemnité vieillesse étant passée de 95 à 98 %, celle de la pension d'invalidité de 71 à 74 % et celle de l'allocation destinée aux enfants de 60 à 66 %.

En réponse à la pandémie de COVID-19, le pays a mis en place trois nouveaux programmes non contributifs dans les domaines du logement et des services de base, de la relance économique et de l'assistance, ainsi que des allocations et subventions spéciales pour la population pauvre et vulnérable, les travailleurs et les personnes à charge. Le Gouvernement a consacré 560 millions de rand aux aides d'urgence, dont ont bénéficié 769 000 Namibiens âgés de plus de 16 ans, ce qui, en termes relatifs, représente l'un des taux de couverture les plus élevés au monde. De même, 230 employeurs et 21 359 employés ont reçu des subventions salariales dans le cadre des plans de relance et d'assistance économiques et 8,1 milliards de rand ont été alloués aux programmes de protection des salaires des employés.

Durabilité environnementale

En ce qui concerne la vie sauvage, la Namibie a engagé des efforts considérables dans la lutte contre le braconnage en renforçant le cadre de coordination institutionnelle visant à combattre les infractions relatives aux espèces sauvages, ce qui a permis de réduire d'environ 70 % le nombre d'éléphants et de rhinocéros braconnés, qui sont passés respectivement de 97 et 49 en 2015 à 31 et 11 en 2020.

Pour ce qui est des changements climatiques, le volume de ressources mobilisées par la Namibie en faveur des mesures d'atténuation et d'adaptation s'est accru de manière drastique depuis 2015. À ce jour, le pays a mobilisé environ 90 millions de dollars.

Bonne gouvernance

La Namibie se félicite du fait qu'elle soit classée 6e sur 156 pays dans le classement de l'Indice mondial des disparités entre hommes et femmes. En ce qui concerne la représentation des femmes, de nouveaux progrès ont été réalisés grâce à la politique du « zèbre », adoptée par le parti au pouvoir, qui vise à assurer une représentation égale au Parlement, les femmes représentant 48 % des membres du Parlement bicaméral namibien depuis les élections de 2019. La Namibie figure en tête des pays africains dans le Classement mondial de la liberté de la presse, car elle garantit l'accès public à l'information et protège les libertés fondamentales, conformément à sa législation nationale et aux accords internationaux.

Enseignements tirés

Intégration des objectifs de développement durable dans les cadres de développement nationaux et alignement sur les objectifs. La Namibie a pris en compte les objectifs de développement durable dans son cinquième plan national de développement afin d'en assurer la réalisation.

Partenariats. Il est essentiel de procéder à des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes et les citoyens, notamment les parlementaires, lors de l'élaboration des politiques et de la définition des priorités si l'on veut intégrer les objectifs de développement durable dans les cadres nationaux, se les approprier et assurer leur continuité.

Affirmation de l'engagement

En 2021, la Namibie a lancé le rapport d'évaluation sur le financement du développement dans le cadre de l'approche globale relative aux cadres de financement consacrés à la réalisation des objectifs de développement durable, de la Vision 2030 et des plans nationaux de développement.

Nicaragua

[Original : espagnol]

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine, l'économie mondiale est en proie à quatre crises, dont les effets néfastes s'aggravent dans les pays en développement :

a) La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui entrave la croissance économique. Selon les estimations, le produit intérieur brut (PIB) par habitant en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2020 était similaire à celui de 2010.

b) L'inégalité, qui constitue un obstacle au développement. D'après le Comité d'Oxford de secours contre la famine (OXFAM), les 1 % les plus riches de la population possèdent plus de deux fois plus de richesses que 6,9 milliards de personnes.

c) Les limites planétaires, qui sont proches du point de non-retour. Il est impératif de tenir l'objectif visant à stabiliser la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5°C.

d) La double asymétrie en ce qui concerne les questions environnementales. Les coûts relatifs aux mesures d'atténuation et d'adaptation ne peuvent être supportés de manière égale par tous ; le Nicaragua n'est responsable que de 0,02 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais il est très sensible aux effets des changements climatiques.

La lenteur dans la réalisation des objectifs de développement durable est liée à l'insuffisance des ressources financières. Il est donc urgent que nous honorions tous les engagements pris dans le cadre du partenariat mondial, dans le respect du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités de chacun, et sans mesures coercitives unilatérales illégales, qui nuisent à la réalisation des objectifs. Il manque chaque année 2 milliards de dollars pour lutter contre la crise climatique.

Le Nicaragua a connu une forte croissance (de l'ordre de 5,3 % du PIB par an entre 2011 et 2017), ainsi qu'une baisse du niveau de pauvreté générale (qui est passé de 48,3 % en 2005 à 24,9 % en 2016) et du niveau d'extrême pauvreté (qui est passé de 17,2 % à 6,9 %). Toutefois, le coup d'État manqué en 2018, les ouragans Eta et Iota en 2020 ainsi que la pandémie ont occasionné des pertes qui devraient s'élever à

29 543,8 millions de dollars entre 2018 et 2023 (soit 2,3 fois le PIB nominal en 2021). La vigueur de l'économie du Nicaragua et la volonté de son peuple ont néanmoins permis au pays d'être l'une des économies qui a le moins décru dans la région en 2020 (-2,0 %).

C'est pourquoi, conformément à notre modèle chrétien et solidaire, nous continuerons à rétablir les droits et à satisfaire les besoins, en ne laissant personne de côté, comme en témoignent les réalisations suivantes :

a) Enseignement public gratuit pour plus de 1,7 million d'élèves et déjeuner scolaire pour 1,2 million d'enfants et de jeunes ; 5 760 560 colis de solidarité remis aux élèves, construction de 35 393 écoles et autres programmes sociaux ;

b) Soins de santé publics gratuits et construction du plus grand réseau hospitalier d'Amérique centrale : 70 hôpitaux, 1 259 établissements médicaux, 192 centres de santé et 1 laboratoire de biologie moléculaire, le deuxième plus avancé de la région selon l'Organisation mondiale de la Santé ;

c) Plus d'équité de genre ; selon le rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde du Forum économique mondial, le Nicaragua est passé de la 90e position en 2007 à la 5e position en 2020 (la meilleure en Amérique latine) ;

d) Meilleure couverture des services d'approvisionnement en eau potable dans les zones urbaines (de 65,0 % en 2007 à 91,5 % en 2020), d'assainissement (de 33,0 % à 54,0 %) et d'approvisionnement en eau dans les zones rurales (de 41,77 % à 54,9 %) ;

e) Élargissement du réseau électrique (de 54 % en 2006 à 98,5 % en 2020) et transformation de la filière énergétique (la part des énergies renouvelables étant de 75,94 %, contre 26,15 % en 2007) ;

f) Augmentation de la longueur des routes à revêtement en dur (de 2 044 à 4 538 kilomètres entre 2006 et 2020). Selon le Forum économique mondial, le Nicaragua figure parmi les cinq premiers pays disposant des meilleures routes en Amérique latine ;

g) Hausse de 76 % de la production nationale aux fins de la sécurité et de la souveraineté alimentaires nationales ;

h) Le Nicaragua continue d'être le pays le plus sûr d'Amérique centrale.

Dans ce contexte, le pays demeure fermement déterminé à protéger son patrimoine naturel, qui appartient à tous et à toutes :

a) 7 % de la biodiversité mondiale ;

b) 4,7 millions d'hectares de forêts, qui représentent 35 % du territoire national et une capacité de stockage de 869 millions de tonnes de dioxyde de carbone ; la moitié de ces forêts sont gérées par des communautés autochtones, afrodescendantes et rurales ;

c) Les zones protégées représentent 30 % du territoire national ;

d) 47 000 km^2 d'eaux et de ressources marines ;

e) Quatre réserves de biosphère, dont trois reconnues par l'UNESCO ;

f) Le premier géoparc d'Amérique centrale.

Nous réaffirmons donc notre engagement à poursuivre la mise en œuvre de la politique nationale d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans le respect de la justice sociale et environnementale, à mettre sur pied un système national de riposte, à accroître les contributions déterminées au niveau

national, à investir dans la transition verte à faible émission de carbone et à mettre en place des solutions fondées sur la nature afin de renforcer le développement humain aux niveaux national, régional et mondial.

Niger

[Original :français]

Le rapport national volontaire 2021 est issu de larges consultations, malgré la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), et couvre les objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17.

Le rapport a été participatif et inclusif, conformément au principe de « ne laisser personne de côté ». Le Niger a réalisé d'importants progrès de 2015 à 2020 dans l'atteinte des objectifs de développement durable.

Objectif 16 : La bonne qualité de la gouvernance politique et socioéconomique a favorisé la progression des indicateurs – accroissement du produit intérieur brut (PIB) de 16 % – ces dix dernières années.

Objectif 8 : Sur le plan économique, le Niger a affiché une résilience face aux différents chocs sécuritaires, la baisse du prix du principal minerai d'exportation (l'uranium), des inondations, la fermeture des frontières, le changement climatique et la pandémie de COVID-19. Le taux de croissance moyen du PIB sur la période 2016-2019 s'est établi à 5,9 %. Initialement prévu à 6,9 %, le taux de croissance a atteint 1,2 % en 2020, par suite des effets de la pandémie. Le Niger fait partie des cinq pays africains qui afficheraient une résilience face à la crise de la pandémie sur l'économie[2]. L'amélioration des indicateurs du niveau de vie enregistrée est la résultante de la croissance économique inclusive en faveur des pauvres.

Objectif 1 : Le seuil de pauvreté connaît une baisse d'un point de pourcentage par an, avec une baisse plus sensible en milieu rural en lien avec les résultats de la mise en œuvre de l'Initiative 3N. Cependant, le nombre de pauvres s'est accru de 438 000 personnes sur la période. Une enquête téléphonique longitudinale sur l'impact de la COVID-19 réalisée en 2020 par l'Institut national de la statistique a révélé que cette pandémie n'avait pas eu beaucoup d'effets sur l'accès des ménages aux produits de première nécessité et que 80 % des ménages ruraux et urbains s'approvisionnaient régulièrement au marché.

Objectifs 2 et 3 : L'état nutritionnel de la population s'est amélioré entre 2015 et 2020. Cela est reflété par la baisse de 2,3 % de la malnutrition aigüe globale et de près de 2 % de la malnutrition aigüe sévère. Par ailleurs, l'état de santé de la population s'est amélioré, ayant permis un accroissement d'un an de l'espérance de vie de 2016 à 2019. Une enquête téléphonique longitudinale réalisée par l'Institut national de la statistique sur l'impact de la COVID-19 a révélé que la majorité (97,4 %) de ceux qui avaient besoin des services de santé pour une autre maladie avait pu se faire soigner, le principal obstacle à l'accès aux services de santé en cas de besoin étant le manque de ressources.

Objectif 10 : Les inégalités sont moindres par rapport à certains pays, notamment le Bénin (0,478 en 2015), le Togo (0,43 en 2015) ou encore la Côte d'Ivoire (0,42 en 2015), bien que le coefficient de Gini ait connu une faible augmentation, de 0,05, le portant à 0,35 en 2019.

Objectif 13 : En matière de changement climatique, le Niger s'est doté de cadres stratégiques pour faire face aux chocs et autres aléas climatiques. Toutefois, le nombre

[2] Selon le Fonds monétaire international.

de personnes victimes d'inondations s'est accru entre 2018 et 2020, passant de 142 715 à 639 870, et le nombre de décès a aussi augmenté, passant de 40 à 65 sur la même période.

Objectif 17 : Grâce à la mise en œuvre des réformes structurelles, la mobilisation des recettes fiscales a connu un nouveau dynamisme, avec une amélioration de 2 % par an. Quant aux investissements étrangers directs, ils ont augmenté en valeur absolue de plus de 250 % entre 2016 et 2020. La dette publique reste viable et le risque de surendettement est « modéré » en raison d'une politique d'endettement prudente.

La décennie d'action 2020-2030 pour l'accélération des objectifs de développement durable cible la promotion d'une bonne gouvernance politique et économique et la refonte du système éducatif dans l'optique de faire des actifs démographiques des dividendes économiques. Par ailleurs, le Gouvernement poursuivra la traduction de la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive Niger 2035 en des plans de développement inclusifs axés, entre autres, sur le capital humain, notamment la scolarisation des filles et la formation de femmes.

Norvège

[Original : anglais]

Examen national volontaire

Dans son deuxième examen national volontaire, la Norvège décrit les efforts constants qu'elle mène pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et donne un aperçu des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de développement durable entre 2016 et 2021.

En collaboration avec le Ministère des affaires étrangères, le Ministère des affaires communales et de la modernisation est chargé d'élaborer l'examen national volontaire, auquel contribuent le Cabinet de la Première Ministre, l'ensemble des ministères et plusieurs organismes publics.

L'examen national volontaire porte principalement sur les engagements locaux et régionaux pris aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. Afin de mieux comprendre les travaux menés en faveur de la durabilité dans les municipalités et régions norvégiennes, un accord de partenariat a été conclu avec l'Association norvégienne des autorités locales et régionales.

Trois acteurs clefs de la société civile coordonnent les informations communiquées par un vaste groupe de parties prenantes. Le Forum norvégien pour le développement et l'environnement coordonne les informations relatives aux progrès accomplis par la Norvège en faveur des 17 objectifs de développement durable par l'entremise d'un réseau composé de 50 organisations actives dans les domaines du développement, de l'environnement, de la paix et des droits humains. Les initiatives norvégiennes relatives au Pacte mondial des Nations Unies et aux objectifs de développement durable transmettent les vues et les recommandations du secteur commercial et industriel et du milieu scolaire et académique sur la mise en œuvre des objectifs par le Gouvernement.

Les Gouvernements indonésien et danois ont coopéré avec la Norvège aux fins de la préparation de l'examen national volontaire en examinant le projet de rapport et en formulant des recommandations.

Gouvernance et environnement favorable

En janvier 2020, le Ministère des affaires communales et de la modernisation a été chargé de coordonner la réalisation des objectifs de développement durable à l'échelle nationale. Cela a permis de renforcer la coopération intersectorielle et de promouvoir une approche plus globale du développement durable. Le Gouvernement soumettra au Parlement le premier plan d'action national de la Norvège pour la mise en œuvre du Programme 2030 en 2021. Le Ministère des affaires étrangères coordonne les activités que le pays mène à l'échelle mondiale pour réaliser les objectifs de développement durable.

Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

Selon l'indice de réalisation des objectifs de développement durable, les résultats obtenus par la Norvège sont particulièrement satisfaisants en ce qui concerne les objectifs 1 (pas de pauvreté), 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité entre les sexes), 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 10 (inégalités réduites) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). Le pays occupe actuellement la sixième place au regard de l'indice. Les principaux défis que la Norvège doit relever pour réaliser les objectifs de développement durable concernent les modes de consommation non viables, les émissions de gaz à effet de serre et l'état de la biodiversité. Les faits de violence fondée sur le genre et les disparités sur le marché du travail subsistent, c'est pourquoi il faut s'attaquer aux inégalités persistantes et croissantes qui existent entre les différents groupes de la société.

Ne laisser personne de côté

En ce qui concerne l'objectif de ne pas faire de laissés-pour-compte, la société de bien-être norvégienne joue un rôle fondamental en garantissant des possibilités de revenus et en fournissant des services d'éducation et de santé pour tous. Il est également essentiel de mettre l'accent sur l'égalité et la non-discrimination si l'on veut que personne ne soit laissé de côté. La Norvège est à l'avant-garde de l'élaboration de lois visant à garantir la non-discrimination en ligne. Le principe visant à « ne laisser personne de côté » est également pris en compte dans la politique étrangère et de développement du pays.

Réalisation des objectifs de développement durable dans les municipalités et régions norvégiennes

Tous les aspects des activités menées par les collectivités locales sont liés aux objectifs de développement durable. Depuis 2016, la réalisation de ces objectifs s'est accélérée dans les municipalités et les autorités régionales, qui ont constaté qu'un engagement politique était vital si l'on voulait donner une orientation et un élan aux activités menées en faveur des objectifs et que le partage des connaissances et la collaboration entre les différents niveaux de l'État favorisaient la réussite.

Contexte de la COVID-19

Les mesures prises pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont entraîné de graves revers sociaux et économiques qui ne peuvent être ignorés. Les problèmes structurels qui existaient en Norvège avant la pandémie se sont aggravés. Parallèlement, la pandémie a également accéléré des processus qui étaient en cours, tels que la numérisation de la société.

La gouvernance au service du développement durable

Les droits humains et l'égalité des genres font partie intégrante de la politique étrangère et de développement de la Norvège. Le pays s'efforce de mieux sensibiliser la population afin de lutter contre les pratiques discriminatoires, de réduire les inégalités et de promouvoir l'inclusion à l'échelle mondiale. Il apporte un appui financier et politique à une société civile pluraliste, qui contribue grandement à l'objectif de ne laisser personne de côté.

Le Programme 2030, notamment les objectifs de développement durable, constitue le cadre sur lequel se fonde la politique étrangère et de développement de la Norvège. La Première Ministre norvégienne copréside, avec le Président du Ghana, le Groupe de mobilisation pour les objectifs de développement durable. La politique norvégienne de développement contribuera à remettre le monde sur la voie de la réalisation des objectifs, d'une manière plus verte, plus équitable et plus résiliente. Le pays continuera d'honorer l'engagement à long terme consistant à allouer 1 % du revenu national brut au développement.

Paraguay

[Original : espagnol]

Ensemble vers un Paraguay plus inclusif, participatif et résilient

La présentation du deuxième rapport national volontaire est une étape importante pour le Paraguay. Avec pour slogan « Paraguay de la Gente » (Paraguay du peuple), le pays a compris que, pour devenir plus inclusif, participatif et résilient, il fallait que tous agissent de concert. Le rapport a donc été élaboré de manière innovante dans la mesure où le Paraguay a mené son examen de manière participative et inclusive, en plaçant les personnes au centre de son action. Il est fondé sur les résultats des dialogues et des collaborations noués au fil des mois, dont on espère qu'ils seront consolidés et renforcés avec le temps.

La crise sanitaire mondiale provoquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis en lumière les problèmes structurels du pays. Les réponses rapides qu'il a fallu apporter à cette crise ont nécessité un engagement politique au plus haut niveau. C'est pourquoi, en 2020, le Paraguay s'est engagé dans un processus de renforcement de ses institutions afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030, moyennant la restructuration et la définition des priorités de la Commission pour les objectifs de développement durable au Paraguay, qui est désormais représentée dans les trois branches du Gouvernement, compte tenu de la nouvelle vision fondée sur la logique d'une budgétisation axée sur les résultats conformes aux objectifs de développement durable, et le lancement de la plateforme Congresopy2030, qui fait de même avec les processus législatifs.

Ces activités et initiatives, ainsi que les politiques publiques récemment mises en œuvre, sont nées de processus participatifs, menés par différents secteurs, et ont des retombées importantes pour les citoyens. En vertu du principe visant à ne laisser personne de côté, le pays a renforcé sa résilience économique, sociale et environnementale, ce qui lui permettra de progresser et de réaliser les priorités nationales en matière de développement.

Le Paraguay s'est attaqué aux problèmes et aux inégalités qui touchent la population, notamment les plus vulnérables. Dans cet esprit, il a compris qu'il ne pourrait rendre visibles ceux qui sont les plus souvent laissés pour compte, ni mettre en œuvre des politiques adaptées à leurs besoins, sans des données désagrégées qui lui permettraient d'avoir une vision complète de leur réalité. Ainsi, fin 2020, la loi

portant création du nouvel Institut national des statistiques a été promulguée, soit une étape importante vers la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes.

De même, partant du consensus mondial selon lequel la pauvreté est un phénomène multidimensionnel, l'Institut national des statistiques a mené un processus participatif aux fins de la création d'un indice de pauvreté multidimensionnelle, lequel permettra de donner de la visibilité à une partie de la population qui était jusqu'à présent oubliée des politiques publiques. En outre, le Gouvernement a commencé à adopter des politiques de protection plus complètes qui visent à améliorer la qualité de vie de tous, en mettant l'accent sur leurs droits, et ce, tout au long de leur vie, comme en témoigne le lancement du système de protection sociale « ¡Vamos! ».

Mise en œuvre selon une approche participative et multisectorielle, la Stratégie de transformation de l'éducation au Paraguay à l'horizon 2030 a pour but de relever les défis liés à la fourniture d'une éducation de qualité, inclusive et équitable en renforçant les capacités et les compétences en fonction des besoins du marché du travail, en répondant aux besoins des enfants et des adolescents handicapés et en mettant l'accent sur les obstacles à surmonter aux fins d'un meilleur accès à la connectivité, à l'innovation et aux technologies. Le Paraguay redouble donc d'efforts pour atteindre l'objectif 4, car il est conscient que l'éducation est le fondement du développement durable et que ce dernier ne pourra être atteint sans un investissement décisif dans sa ressource la plus précieuse : son capital humain.

Ces trois dernières années ont été marquées par des activités de collaboration multisectorielles qui ont permis d'élaborer des solutions innovantes permettant de relever de manière participative les défis du développement national. Parmi ces solutions figurent notamment : PROEZA, un projet relatif à la lutte contre la pauvreté, au reboisement, à l'énergie et aux changements climatiques ; Wendá, une plateforme d'initiatives citoyennes ; e-Heka SIIS, une plateforme de visualisation des données sociales ; ASU+B, une initiative de mentorat relative aux objectifs de développement durable ; les espaces de dialogue multipartites consacrés aux objectifs de développement durable. Ces expériences de gouvernance multisectorielle sont le résultat d'alliances qui montrent qu'ensemble, nous pouvons relever les défis du Programme 2030 et construire le Paraguay que nous voulons. Enfin, la coopération internationale a joué un rôle important dans l'accélération de ces processus au Paraguay.

Qatar

[Original : arabe]

L'État du Qatar a mis en place un système efficace de protection sociale de tous les Qatariens qui préserve leurs droits civils, valorise leur participation active au développement social et leur garantit des revenus suffisants pour préserver leur dignité et leur santé. Il a instauré ce solide système avec la participation active d'organisations de la société civile et d'entités du secteur privé. Grâce aux services qu'il propose à tous dans les domaines de la santé et de l'éducation, il figure en bonne place, aux niveaux mondial et régional, dans le classement des pays selon l'indice de développement humain.

La sécurité alimentaire est une des priorités de la politique nationale de développement durable. Le Qatar cherche à atteindre un taux d'autosuffisance alimentaire de 70 % d'ici à 2023 et de 100 % d'ici à 2030.

Le Qatar a accompli des progrès notables en matière de soins préventifs de santé physique et mentale dans divers domaines : dépistage précoce des maladies, sensibilisation de la population aux bienfaits de l'adoption de comportements sains et plus grande transparence pour ce qui est des droits et des responsabilités des malades, entre autres. L'indicateur relatif à la couverture des services de santé essentiels est de 100 % pour tous les habitants dont les soins de santé primaire sont couverts.

Les facteurs ci-après jouent un rôle déterminant dans la réalisation de l'objectif de plein emploi productif et de travail décent pour tous, femmes et hommes, au Qatar d'ici à 2030 : politiques d'emploi, élaboration de textes législatifs relatifs au marché de l'emploi, promotion de l'entrepreneuriat et offre de possibilités d'emplois, promotion de la participation des femmes à la vie active, adoption de mesures efficaces en vue de protéger les droits des personnes employées dans le secteur des infrastructures et amélioration de la santé des travailleurs et de la sécurité au travail.

La Vision nationale du Qatar pour 2030 a pour objectif d'assurer un développement économique durable en garantissant l'égalité et la justice sociale, comme le prévoit la Constitution. L'ensemble des politiques, programmes et projets stratégiques de développement national visent à améliorer le bien-être de la société qatarienne, sans distinction fondée sur l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique, la religion ou la situation économique.

Les mesures de confinement liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont eu des répercussions sur l'activité économique. Les petites et moyennes entreprises à forte intensité de main-d'œuvre ont été les plus touchées. Afin que les travailleurs souffrent moins de la crise, le Gouvernement a mis en place, dans le cadre d'une série de politiques économiques adoptées pour faire face aux effets de la pandémie, un programme national de garanties dans lequel est notamment prévue une aide au versement des salaires des employés ; 4 000 entreprises employant 320 000 personnes en ont bénéficié.

Pour diversifier l'appareil de production, le Qatar s'est employé à développer l'infrastructure économique, à promouvoir l'investissement, à créer des zones industrielles et des zones de services, à appuyer et à promouvoir les projets des petites et moyennes entreprises, à faire en sorte que ces entreprises contribuent davantage à la diversification de la base productive et à favoriser la culture du lissage de la consommation et de la consommation responsable de sorte qu'elle fasse progressivement partie intégrante de la vie de la société en vue de parvenir à un équilibre dans le mode de consommation.

Des solutions respectueuses de l'environnement se dessinent clairement au Qatar : diversification des sources d'énergie, investissement dans l'énergie solaire, évolution vers un système de transports en commun composé de véhicules électriques, passage à des bâtiments verts et multiplication des solutions axées sur la nature telles que le projet de plantation d'un million d'arbres. À cet égard, le Qatar s'est engagé à organiser en 2022 la première Coupe du monde de football neutre en carbone.

Le Qatar obtient également de très bons résultats en matière de sécurité. Par exemple, le taux de criminalité (meurtres et actes de violence) a baissé, la criminalité au sein de la société est contenue, la situation politique s'est stabilisée, une société exempte de terrorisme et de ses répercussions s'édifie et il n'y a pas de menaces ou de conflits internes ou extérieurs. Le Qatar compte toujours parmi les États du monde et de la région arabe les plus sûrs et à l'abri de la criminalité. Il en a fait partie en 2017, 2019 et 2020 et, de 2015 à 2020, est resté en tête des pays arabes dans ce domaine.

La Coupe du monde que le Qatar organisera en 2022 est un des plus importants partenariats internationaux et un des principaux moteurs de la réalisation des objectifs

énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle aura des retombées nationales et sera l'occasion pour le Qatar et les peuples de la région de faire durablement passer un message de bienvenue à des millions de personnes dans le monde, d'établir des passerelles fondées sur l'amitié et la paix, de promouvoir la tolérance, le respect et l'entente entre les civilisations et de faire connaître l'identité nationale du Qatar.

En mars 2020, pour faire face à la pandémie de COVID-19, le Qatar a élaboré un plan d'action national visant à prendre des mesures de préparation, de suivi, de riposte et de relèvement. Il a affirmé sa volonté de contenir la propagation de cette pandémie en appuyant les orientations des Nations Unies, a souligné l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre la pandémie dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins et a créé une plateforme en ligne au niveau national en vue de diffuser toutes les informations relatives à la pandémie, ce qui lui a permis de bien gérer la riposte à la pandémie.

La recherche-développement et l'innovation sont mis à profit pour mettre en œuvre le Programme 2030 et accroître la productivité dans le cadre de l'exécution de la stratégie nationale de développement (2018-2022), conformément à la Vision nationale du Qatar pour 2030. Produisant un effet de levier à long terme, la recherche-développement et l'innovation sont un des principaux moteurs du développement économique, de la prospérité et du partenariat. Elles contribuent également à la réalisation de nombreux objectifs et indicateurs y relatifs dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'environnement, de l'investissement dans le capital humain et du renforcement des capacités.

République démocratique populaire lao

[Original : anglais]

La République démocratique populaire lao se trouve à une étape importante de son processus national de planification du développement. L'année 2020 a vu s'achever le huitième plan national de développement socioéconomique (2016-2020) et s'élaborer le neuvième (2021-2025), qui guidera le développement du pays durant les cinq prochaines années. Le développement national a été fortement marqué par les problèmes liés à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), la lutte contre la pandémie et les mesures de relèvement, la durabilité et les changements climatiques, la qualité et le caractère inclusif de la croissance, le capital humain, le développement des infrastructures et la sortie de la catégorie des pays les moins avancés, à laquelle le pays aspire.

L'achèvement du huitième plan et l'établissement du neuvième coïncident avec l'élaboration du deuxième examen national volontaire des objectifs de développement durable. Ainsi, dans la mesure du possible, les progrès accomplis pour réaliser les objectifs dans la République populaire démocratique lao depuis le premier examen, en 2018, intègreront d'importants aspects liés à la COVID-19, en plus des autres difficultés diverses rencontrées par le pays dans les deux dernières années.

Le Comité national directeur chargé de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, créé en 2017 sous la présidence du Premier Ministre, est composé des membres de tous les ministères et institutions concernés. Il incombe au Secrétariat national pour les objectifs de développement durable et aux points focaux désignés dans les ministères d'exécution d'avoir une action directrice et un contrôle sur chacun des objectifs afin d'assurer une coordination et une collaboration sans heurts. Depuis le premier examen, en 2018, des étapes importantes, qui sont indiquées ci-après, ont été franchies en lien avec les objectifs.

La feuille de route concernant les objectifs de développement durable, dont les activités de promotion et de communication, a été établie dans sa version finale et approuvée par le Comité national directeur en 2019. Elle prévoit un renforcement des institutions et la mise en place de partenariats, la mise en œuvre de stratégies de sensibilisation, des consultations multipartites, la mise en place de mécanismes propres à assurer la cohérence horizontale et verticale des grandes orientations, l'établissement d'un budget et la planification du contrôle, de la communication de l'information et des obligations liées aux responsabilités.

En 2019, 238 indicateurs associés aux objectifs de développement durable, soit 60 %, ont été intégrés au huitième plan de développement socioéconomique (2016-2020), et il est prévu que les indicateurs restants continuent à l'être lors des prochains cycles de développement.

L'examen de 2021 a été élaboré selon le principe « ne pas faire de laissés-pour-compte », et les principales recommandations issues du premier examen et celles formulées à l'achèvement du huitième plan ont également servi de référence tout au long du processus. Le Secrétariat national pour les objectifs de développement durable a mené une série de consultations avec diverses parties prenantes. Des agents publics de 18 provinces y ont participé en vue de parfaire leur compréhension des objectifs et de mettre en œuvre les politiques ad hoc dans chaque province.

Il a été difficile de garantir préalablement à l'examen la disponibilité des données relatives aux objectifs de développement durable à l'échelle locale, en raison de la désorganisation résultant de la COVID-19. Le deuxième examen offre un instantané des progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs mais l'analyse détaillée porte sur neuf d'entre eux en particulier, correspondant au thème du forum politique de haut niveau pour le développement durable qui doit se tenir en 2021.

La sortie de la catégorie des pays les moins avancés comme le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont des tremplins pour l'avenir. Le pays est en voie de sortir de cette catégorie après avoir atteint le seuil requis à cet effet lors des deux examens triennaux consécutifs de 2018 et 2021, ce qui implique qu'il est qualifié pour recevoir une recommandation de sortie en 2024. Néanmoins, en raison de la pandémie de COVID-19 et de problèmes préexistants, une période de transition plus longue lui a été accordée.

Par ailleurs, les progrès accomplis au regard de divers objectifs ont été considérablement mis à mal. Il s'ensuit que des mesures de relèvement seront introduites dans la mise en œuvre des objectifs, conformément au neuvième plan de développement socioéconomique, notamment en ce qui concerne l'amélioration du financement, de la gestion macroéconomique, du contexte des affaires et des investissements, du développement du capital humain, de la création d'emplois, de la stabilité macrofiscale et de la diversification économique, l'objectif étant d'atteindre une croissance plus résiliente, verte, inclusive et durable.

Bilan et orientations futures

- Premièrement, la ferme volonté du Gouvernement de réaliser le Programme 2030 se traduit par une forte implication des ministères d'exécution et des autorités provinciales, d'où leur solide appropriation des objectifs de développement durable en termes de mise en œuvre locale.
- Deuxièmement, les systèmes administratifs de données relatifs à de nombreux objectifs restent à harmoniser, à rationaliser et à consolider parallèlement au renforcement des capacités institutionnelles et statistiques. Des données ventilées et de qualité sont fondamentales pour assurer des progrès équitables

dans la réalisation des objectifs de développement durable et des cibles qui leur sont associées

- Troisièmement, la collaboration et la coordination entre les ministères d'exécution, les niveaux central et local et les diverses parties prenantes reposera sur une démarche participative multipartite.
- Quatrièmement, le Gouvernement continuera de travailler avec tous ses partenaires pour définir concrètement la stratégie de financement du développement requise pour la mise en œuvre du Programme 2030.
- Enfin, aspect non moins important, la sensibilisation du public aux objectifs de développement durable joue un rôle important en matière d'appui et de partenariats, deux composantes essentielles de la réalisation des objectifs.

République dominicaine

[Original : espagnol]

Messages clés du rapport national volontaire de 2021

L'incidence de la pauvreté a diminué au cours des quatre années consécutives au lancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, une tendance qui s'est inversée (hausse de 2,1 %) en raison de la pandémie de coronavirus (COVID-19).

Les faibles niveaux de productivité et de revenus générés par l'activité agricole constituent un défi majeur en termes de sécurité alimentaire et d'amélioration des conditions de vie de la population rurale.

Les principaux indicateurs de couverture sanitaire montrent que les progrès accomplis sont minces (57 hôpitaux ont fait l'objet d'une intervention simultanée) et que des problèmes subsistent en matière de qualité de service.

L'accès aux vaccins et le renforcement des services de santé sont essentiels si l'on entend réduire les risques de prolongation et d'aggravation de la crise.

Le pays a connu une forte croissance économique au cours des dernières décennies, mais la pandémie l'a stoppée net en 2020. Le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 6,7 % et le tourisme a été le secteur le plus touché en raison d'une réduction de 62,7 % du nombre de visiteurs étrangers et de 47,5 % de la valeur ajoutée apportée par les hôtels, bars et restaurants. Pour relancer la croissance, il faudra relever de nombreux défis, parmi lesquels : la révision du modèle de développement du secteur, l'amélioration des conditions de travail, la redynamisation du développement productif, la réduction des inégalités, l'augmentation de la résilience aux changements climatiques et la capacité de riposte aux phénomènes naturels.

Le taux de chômage a baissé, mais il est encore possible de faire mieux pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Plus de la moitié de la population active travaille dans le secteur non structuré de l'économie. De grands écarts subsistent dans l'accès au marché du travail entre les femmes et les hommes, les catégories d'âge et les territoires.

La concentration des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, s'est réduite. Toutefois, le pays a perdu plus d'un cinquième de son indice de développement humain en raison des inégalités.

Une attention est actuellement accordée aux disparités structurelles de développement entre les territoires. Le pays planifie des politiques à moyen terme en se fondant sur une approche territoriale.

Une feuille de route pour la production et la consommation durables a été élaborée, mais elle se heurte à des problèmes d'articulation et d'appropriation au niveau national. Les acteurs en présence ont pris du retard dans son intégration effective.

Le pays est extrêmement vulnérable aux phénomènes climatiques. Au cours des cinq dernières années, environ 11 % de la population a été touchée par des ouragans, des tempêtes et des raz-de-marée. On estime à environ 4 % l'impact négatif des émissions de dioxyde de carbone et de l'empreinte matérielle sur l'indice de développement humain du pays.

Les questions de sécurité des habitants et d'accès à la justice sont source de difficultés. Le taux d'homicide affiche une tendance à la baisse (il est plus élevé chez les hommes et les jeunes). Rien n'indique que des progrès ont été réalisés en vue d'éradiquer les mauvais traitements et la traite des personnes, dont la plupart des victimes sont des femmes. Les obstacles à l'accès à la justice persistent, bien que l'indépendance du système judiciaire se soit considérablement améliorée.

Selon les chiffres de 2019, les indicateurs institutionnels accusent un recul, principalement en ce qui concerne la confiance dans les partis politiques et la perception de la corruption. La lutte contre la corruption et l'impunité s'est accélérée.

Afin de faire face aux grands défis, tant structurels qu'émergents, le pays est en passe de se doter d'une plus grande force institutionnelle. Il aspire en outre à améliorer sensiblement sa situation budgétaire grâce à un régime fiscal permettant de dégager des recettes plus élevées tout en garantissant l'équité et la qualité des dépenses publiques.

En raison de la croissance de la dette publique, accélérée par l'impact de la COVID-19, une proportion élevée du budget a été consacrée au paiement des intérêts, soit 17,4 % des dépenses du Gouvernement central au cours des cinq dernières années.

La génération de devises étrangères dépend principalement du secteur du tourisme, des transferts de fonds et des zones franches, qui avaient tous affiché une croissance satisfaisante avant d'être freinés par la pandémie. Les envois de fonds et les exportations depuis les zones franches ont retrouvé les niveaux enregistrés avant la COVID-19. Les exportations, en revanche, ont manqué de dynamisme. Il faut espérer que les politiques publiques actuelles permettront de faire des progrès dans ce domaine.

Le renforcement de la coopération et de la solidarité internationales est essentiel pour relever les défis et surmonter les problèmes tels que ceux décrits ci-dessus, a fortiori aujourd'hui, compte tenu de la nécessité urgente d'atténuer l'impact de la pandémie. Les organismes multilatéraux sont essentiels pour procéder au réaménagement de la dette publique consolidée.

Le niveau d'harmonisation entre les objectifs de développement durable et les mesures de planification nationale est élevé (88 %). Des efforts sont déployés pour les intégrer pleinement dans les mesures de planification à moyen terme, même si des progrès doivent être réalisés pour combler les écarts entre ce qui est planifié et ce qui est exécuté.

République populaire démocratique de Corée

[Original : anglais]

Le 25 septembre 2015, les participants au Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 ont adopté le

Programme de développement durable à l'horizon 2030, s'engageant à bâtir un monde nouveau en éliminant les inégalités et la pauvreté dans le monde entier et en garantissant la dignité humaine ainsi qu'une vie saine non seulement pour cette génération mais aussi pour les suivantes.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a manifesté son plein appui au Programme 2030, reconnaissant que les 17 objectifs de développement durable qui y sont définis sont conformes à sa stratégie nationale de développement visant à bâtir un pays socialiste puissant et fondé sur les masses populaires.

En vue de mettre en œuvre le Programme 2030, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a mis en place le Groupe de travail national pour le développement durable, qui est notamment constitué de représentants des agences et ministères de tutelle concernés, et a nommé le Vice-Premier ministre et Président de la Commission de planification de l'État au poste de Président du Groupe et le Directeur général adjoint du Bureau central de statistique au poste de Vice-Président du Groupe. Le Comité technique relevant du Groupe de travail national a été créé et se compose de statisticiens issus du Bureau central de statistique.

Le Groupe de travail national est chargé de transposer au niveau national les stratégies, les cibles et les indicateurs mondiaux de développement durable afin d'établir des stratégies de développement durable à l'horizon 2030 spécifiques au pays et conformes aux objectifs de développement national, ainsi que de coordonner les activités de mise en œuvre des stratégies de développement durable à tous les niveaux. Pour sa part, le Comité technique compile les données et les évalue à l'aune des indicateurs grâce au système national de statistique et à des enquêtes et les communique au Groupe de travail national.

Les objectifs de la République populaire démocratique de Corée comprennent 17 objectifs, 95 cibles et 132 indicateurs. Les objectifs nationaux soulignent la nécessité de consolider les bases d'une économie autonome en mettant l'accent sur la ligne f, en privilégiant la science et l'éducation ainsi qu'en offrant à la population une vie plus aisée et fondée sur la culture en donnant la priorité à l'énergie, à l'agriculture, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et à l'environnement et en faisant appliquer pleinement les politiques de protection sociale.

Les objectifs de la République populaire démocratique de Corée, qui succèdent aux objectifs nationaux du Millénaire pour le développement, ont été définis à partir des indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement qui n'ont pas été atteints, ainsi que des succès et des enseignements tirés de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement et des plans sectoriels. Ces cibles et indicateurs seront mis à jour en fonction de la situation du pays, sur la base des résultats des enquêtes nationales nécessaires, de l'évaluation des pratiques internationales et du plan quinquennal (2021-2025).

L'examen national volontaire, le premier rapport national de la République populaire démocratique de Corée qui sera présenté au forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2021, décrit les succès enregistrés, les enseignements tirés, les difficultés rencontrées et la voie à suivre concernant la mise en œuvre de chaque objectif.

Le maintien des sanctions et des blocus à l'égard de la République populaire démocratique de Corée, les graves catastrophes naturelles qui frappent le pays chaque année et la crise sanitaire mondiale interminable qui dure depuis 2020 constituent les principaux obstacles aux efforts déployés par le Gouvernement pour parvenir à un développement durable dans le pays et améliorer les moyens de subsistance de la

population, et ne permettent pas d'obtenir de bons résultats pour plusieurs indicateurs relatifs aux objectifs nationaux.

Le processus d'examen national volontaire a offert au Gouvernement une formidable occasion de réajuster et de définir ses orientations et plans futurs pour la mise en œuvre des objectifs, principalement comme suit :

Premièrement, il faut atteindre les objectifs nationaux en optimisant l'utilisation des ressources, de la technologie et de la force intérieure du pays, conformément aux idéaux du « peuple est Dieu », d'autonomie et d'unité de pensée, tout en intensifiant la campagne d'urgence de lutte contre l'épidémie pour faire face à la crise sanitaire mondiale prolongée et ainsi assurer la sécurité du pays et de la population. Mettant à profit les avantages du socialisme centré sur le peuple, le Gouvernement fera tout son possible pour atteindre les objectifs en utilisant rationnellement les ressources nationales et en menant une campagne à l'échelle du pays.

Deuxièmement, il faut améliorer la capacité de collecte et d'analyse des données statistiques et renforcer le système national de statistiques unifiées. Il conviendra de veiller à ce que les statistiques nationales servent à mettre en place un système de suivi et d'évaluation permettant de suivre l'avancement de la mise en œuvre des objectifs, d'examiner régulièrement la réalisation de chaque indicateur et de décider des bonnes orientations à prendre pour atteindre les objectifs. Les méthodologies et indicateurs standard internationaux seront largement adoptés.

Troisièmement, il est essentiel de mieux faire connaître les objectifs et de promouvoir des partenariats avec d'autres pays et organisations internationales. L'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs sera communiqué aux ministères, aux organismes, à tous les niveaux du gouvernement populaire, aux instituts de recherche et à la société civile afin de les informer de la situation, des difficultés rencontrées et des moyens d'aller de l'avant, et de réajuster et renforcer les plans pertinents en temps utile. En outre, la coopération bilatérale et multilatérale sera renforcée pour atteindre les objectifs nationaux.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, avec ses propres ressources et technologies et avec les efforts concertés des masses populaires, surmontera tous les défis et toutes les difficultés et renforcera encore sa collaboration avec la communauté internationale au cours de la mise en œuvre du Programme 2030.

République tchèque

[Original : anglais]

Introduction

La transition de l'autoritarisme à la démocratie qu'a connue la République tchèque au cours des 30 dernières années a, à bien des égards, été guidée par les principes du développement durable et facilitée par l'adhésion du pays à l'Union européenne. Le succès de cette transition apparaît clairement dans les critères de référence, dans lesquels la République tchèque se classe presque en tête (huitième dans l'indice de réalisation des objectifs de développement durable, dixième dans l'indice de réalisation des objectifs de développement durable pour l'Europe et dix-septième dans l'Indice de performance des transitions). Toutefois, ce succès doit être mesuré de manière exhaustive. À ce titre, nous considérons que l'examen national volontaire est l'occasion de mener une évaluation approfondie et objective qui nous aidera à trouver des moyens de nous relever de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Notre première priorité est en effet de prendre des mesures

tangibles visant à améliorer le bien-être des citoyens tchèques et à renforcer la durabilité pour la prochaine génération.

Progrès accomplis et difficultés rencontrées depuis 2017

La République tchèque est bien consciente de l'importance de la lutte contre les changements climatiques et respecte les engagements de l'Union européenne en la matière. Au cours des 20 dernières années, elle a considérablement réduit ses émissions de gaz à effet de serre, mais le secteur de l'énergie à forte intensité d'émissions et l'industrie à forte intensité d'énergie font aujourd'hui stagner cette tendance à la baisse. L'intensité d'émissions de gaz à effet de serre par habitant du pays reste l'une des plus élevées de l'Union européenne, la République tchèque présentant une économie ouverte dotée d'une solide base industrielle. La décarbonation constitue un défi majeur non seulement au niveau environnemental, mais aussi sur le plan économique et social. Par conséquent, la juste transition des régions charbonnières est en préparation, et l'abandon progressif du charbon est prévu pour 2038 au plus tard.

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 nous ont rappelé que nos avancées étaient fragiles. Les inégalités de revenus et le taux de risque de pauvreté sont faibles du fait de l'efficacité du système de protection sociale et de l'augmentation du salaire minimum ces dernières années. La République tchèque a été durement frappée par la pandémie, mais le système de santé a résisté à la pression. Toutefois, la pandémie a aggravé les lacunes qui touchent depuis longtemps la disponibilité et le financement des services sociaux. Les groupes vulnérables ont perdu leurs principales sources de revenus, en particulier les parents isolés, qui doivent rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, malgré le fait que le taux de chômage en République tchèque soit resté à des niveaux historiquement bas pendant la pandémie.

Le système social représente désormais le plus grand défi à relever : il s'agit de préserver les succès enregistrés jusqu'à présent tout en faisant face à une pression croissante. Ne laisser personne de côté est plus que jamais d'actualité, notamment en ce qui concerne l'égalité femmes-hommes. Les femmes gagnent toujours en moyenne 20 % de moins que les hommes, ce qui, couplé à d'autres désavantages, les rend généralement plus vulnérables.

Le plan de redressement national (d'environ 7 milliards d'euros) est en cours de préparation. Il est axé sur plusieurs domaines porteurs de transformation, notamment la décarbonation, la circularité, la numérisation, l'adaptation aux changements climatiques et la résilience du système de santé. En outre, la réforme de l'éducation inclusive se poursuit malgré le confinement.

Bien que la République tchèque soit un petit pays, elle ne néglige pas pour autant les responsabilités qui lui incombent sur le plan international. Elle a pleinement intégré les objectifs de développement durable dans ses activités et stratégie de coopération pour le développement. Elle n'a pas encore tenu son engagement de consacrer 0,33 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement, bien que la part qu'elle y consacre ait légèrement et progressivement augmenté en termes réels jusqu'en 2019. Conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux politiques mondiales de financement du développement, elle a également mieux mobilisé les finances privées et davantage promu l'innovation.

Outils de mise en œuvre

La vision à long terme du pays est énoncée dans le cadre stratégique « Czech Republic 2030 », qui vise à coordonner l'administration publique et à renforcer la

cohérence des politiques adoptées en faveur du développement durable. Un réseau de personnes référentes est en place depuis 2019 pour veiller à la réalisation des objectifs dans chaque ministère. La République tchèque s'efforce chaque jour d'intégrer la question du développement durable dans les processus d'élaboration de politiques. L'analyse de l'incidence des réglementations, en particulier, pourrait être l'outil le plus approprié à cette fin si elle était modifiée de sorte à tenir compte de la question de la durabilité.

Le suivi des progrès accomplis est assuré au moyen de trois ensembles regroupant environ 500 indicateurs : les indicateurs mondiaux du Programme 2030, l'ensemble d'indicateurs nationaux liés au cadre stratégique « Czech Republic 2030 » et les indicateurs nationaux de bien-être. Cependant, il convient d'approfondir la question du bien-être pour l'intégrer aux processus d'élaboration de politiques.

En 2020, la République tchèque a dressé son premier aperçu des dépenses budgétaires au regard des objectifs (fléchage des objectifs de développement durable). Les 75 % des dépenses publiques sont conformes aux priorités définies dans les objectifs. Toutefois, pour que la budgétisation soit directement fondée sur les objectifs, il est nécessaire de procéder à des ajustements majeurs du processus de préparation et de la structure du budget.

Saint-Marin

[Original : anglais]

Nous vivons une époque de défis sans précédent. Le besoin de coopération et de solidarité entre les nations pour faire face aux difficultés qui nous touchent tous est plus tangible que jamais. Des questions telles que les changements climatiques, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les migrations ont rendu ce phénomène encore plus manifeste. Il s'agit de défis de portée historique, qui ne connaissent pas de frontières, et qu'aucun pays ne peut relever seul.

Ces dernières années, certains des habitants de notre planète ont connu une période de paix, de prospérité et de progrès technologique sans précédent, qui a permis à des groupes importants de femmes et d'hommes de se libérer des terribles maux qui les accablaient depuis de trop nombreuses années, tels que la faim, la pauvreté et les inégalités. Néanmoins, nous ne devons laisser personne pour compte.

Bien des gens souffrent encore de discriminations fondées sur leur identité, les groupes les plus vulnérables et marginalisés de notre société sont encore en proie à la violence, et maintes personnes continuent de se heurter à d'énormes difficultés économiques. Ces faits sont un appel à accroître nos efforts individuels et collectifs.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 représente l'espoir de l'ensemble de la famille des nations vivant sur cette planète de trouver des synergies et des solutions permettant d'assurer un avenir plus prospère à tous, notamment à en ceux dont les attentes et les besoins ont été négligés pendant bien trop longtemps.

Les 17 objectifs de développement durable du Programme 2030 nous aident à imaginer et à atteindre une cible commune de croissance économique, d'inclusion sociale et de protection de l'environnement.

La République de Saint-Marin croit fermement aux principes consacrés par le Programme 2030 et à la possibilité que nous avons d'améliorer les conditions de vie grâce à lui, chez nous et à travers le monde.

Nous avons donc le plaisir de présenter le premier examen national volontaire de la République de Saint-Marin. Cet ouvrage est un outil qui nous aide à mieux cerner nos réalisations et les objectifs que notre pays souhaite et doit encore atteindre d'ici à 2030.

Le rapport témoigne également de l'engagement concret des institutions et des citoyens de la République de Saint-Marin à promouvoir le multilatéralisme et à protéger les principes qui ont inspiré la naissance de l'Organisation des Nations Unies. Nous félicitons et remercions les institutions des Nations Unies de leur travail inlassable d'affirmation, de promotion et de protection de ces principes et de leurs efforts constants visant à faire de ces principes une réalité quotidienne pour tous les peuples.

Pour conclure, la République de Saint-Marin entend, avec ce rapport, renouveler son engagement en faveur d'un monde meilleur, plus juste et plus durable, non seulement au profit de ses citoyens d'aujourd'hui mais aussi des générations futures, dans notre pays et partout ailleurs.

Sierra Leone

[Original : anglais]

La Sierra Leone reste fermement attachée à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Elle présente un troisième rapport au titre de l'examen national volontaire, après son deuxième examen en 2019. Le pays continue à accorder une grande importance à ses objectifs accélérateurs : l'objectif 4 (éducation) et l'objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces). Ces deux objectifs ont été considérés comme les plus importants pour la transformation socioéconomique de l'État, compte tenu du cadre de développement national.

Garantir l'accès à une éducation de base, inclusive et gratuite de bonne qualité est une priorité absolue du programme phare de développement du capital humain du Gouvernement, qui fait partie du Plan national de développement à moyen terme du pays (2019-2023). En conséquence, la part du budget national consacrée au secteur de l'éducation est restée autour de 21 % depuis 2018, afin de s'assurer que tous les élèves des écoles publiques ont accès à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur, à l'accès gratuit aux manuels pour les matières principales et aux repas scolaires. Pour ce qui est des repas scolaires, le Gouvernement a fourni de la nourriture à plus de 300 000 élèves en 2020, en plus des efforts déployés par les partenaires de développement à cet égard. Cette initiative, qui a bénéficié à quelque 2,5 millions d'élèves et permis aux parents d'économiser environ 500 dollars par an et par élève bénéficiaire, va de pair avec un service de bus scolaire gratuit pour toutes les villes sièges de district. Elle a entraîné une nette augmentation du taux brut de scolarisation dans le primaire, qui a dépassé 135 % en 2019 et 2020, contre 109 % en 2018.

Les efforts du pays concernant l'objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces) restent également louables. Au niveau international, elle continue d'assurer la direction du Groupe des Sept Plus, qui a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies en décembre 2019, afin de mobiliser davantage de soutien pour faire passer ce groupe de la fragilité au développement durable. La Sierra Leone copréside le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. En décembre 2020, elle ne figurait plus à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix en tant que formation par pays, signe de progrès remarquables vers la résilience et le développement durable. Au niveau

national, le Gouvernement a intensifié ses efforts pour créer la commission prévue sur la paix et la cohésion nationale, avec un projet de loi promulgué au Parlement à cet effet. Le secteur de la justice a fait des progrès rapides pour favoriser l'accès des personnes défavorisées à la justice. Avec la création du Conseil d'aide juridique en 2015, les personnes bénéficiant d'une représentation juridique gratuite, de conseils et de services connexes ont atteint un nombre total de 413 169 en 2020 (y compris les personnes en détention provisoire et en prison), soit une augmentation de 93 % depuis 2018. Son action portait sur les droits des enfants et des femmes, les litiges fonciers et les affaires pénales, notamment les violences familiales, les viols et les délits mineurs. Les communautés rurales ont fait l'objet d'une attention particulière. Pour renforcer cela, le nombre de magistrats et de juges dans le pays est passé de 63 à 77 depuis 2019.

La priorité accordée à l'éducation (objectif 4) et à la justice (objectif 16) est essentielle à la poursuite d'autres objectifs, tels que l'objectif 1 (absence de pauvreté), l'objectif 2 (faim zéro) et l'objectif 10 (réduction des inégalités), ainsi que l'objectif 3 (bonne santé et bien-être) et l'objectif 5 (égalité des sexes). Par exemple, l'amélioration de l'accès à la justice en tant que droit et besoin fondamental est primordiale pour endiguer la pauvreté rurale multidimensionnelle dans le pays, actuellement estimée à 86,3 %, et la pauvreté monétaire en milieu rural, estimée à 73,9 %, contre 37,6 % et 34,8 % pour les zones urbaines, respectivement. La réduction de la charge des frais de scolarité qui pèse sur les ménages pauvres augmentera leur accès aux services de base, notamment aux soins de santé et aux investissements dans les petites entreprises, conformément à l'objectif 8 (travail décent et croissance économique), voire à l'objectif 12 (consommation et production responsables) et à l'objectif 13 (action climatique). En outre, nous avons continué à maintenir la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et avons atteint la parité dans l'enseignement secondaire inférieur.

En ce qui concerne la localisation des objectifs, le Gouvernement a revitalisé les structures de coordination du développement au niveau des districts, tout en développant le modèle de « processus de planification populaire » intégrant la planification au niveau des chefferies et des villages dans les processus de planification au niveau des districts et du pays.

Une série d'initiatives, largement inspirées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont été menées dans les domaines des partenariats et du financement du développement (objectif 17). Il s'agit notamment à l'heure actuelle de la mise en œuvre d'un projet de renforcement de la mobilisation des ressources intérieures pour le financement des objectifs de développement durable, qui vise à stimuler l'innovation dans la collecte et la gestion des recettes intérieures aux niveaux central et local et la capitalisation du secteur financier par le déploiement de la numérisation et de la culture financière.

En termes de défis, le Gouvernement a connu une baisse des recettes intérieures, principalement en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a fortement limité les opérations du secteur privé. À cet égard, l'allégement et l'annulation de la dette seraient essentiels pour maintenir le financement des objectifs de développement durable, en plus des efforts en cours pour améliorer la gestion générale des finances publiques.

Suède

[Original : anglais]

L'examen national volontaire présenté par la Suède en 2021 s'appuie sur les progrès enregistrés par le pays depuis 2017 pour ce qui est de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba.

La Suède a déjà bien avancé dans la réalisation des objectifs de développement durable, mais certains obstacles demeurent.

La Suède jouit d'une position favorable pour concrétiser le Programme 2030 : un climat pacifique et démocratique, la réalisation d'objectifs nationaux ambitieux en vue d'une transition durable, une ouverture à la collaboration tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières et un marché dynamique sont autant de facteurs conjugués qui ont permis de jeter des bases solides pour le développement durable et le bien-être. La Suède figure aux premiers rangs de nombreux classements internationaux relatifs à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Toutefois, les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) font obstacle aux progrès et exacerbent les difficultés existantes. Les inégalités économiques et sociales se creusent dans le pays. Les jeunes sont menacés par la recrudescence des problèmes de santé mentale, ainsi que par la montée de la violence et de l'intimidation. En outre, la Suède rencontre des difficultés liées à la consommation et la production durables ainsi qu'à la transition vers une économie circulaire.

Réalisation des objectifs de développement durable et mesures accélérées

Pour réaliser les objectifs de développement durable et mettre en place des mesures accélérées, il importe de privilégier les points exposés ci-après :

– **Engagement politique en faveur de la cohérence des politiques de développement durable**. En décembre 2020, le Riksdag (parlement suédois) a approuvé un projet de loi gouvernemental dans lequel était défini un objectif global lié à la mise en œuvre du Programme 2030 : la Suède mettra en œuvre le Programme 2030 afin de parvenir à un développement durable sur le plan économique, social et environnemental en conduisant une politique cohérente aux niveaux national et international. Le principe consacré dans le Programme 2030 de « ne laisser personne de côté » servira de boussole.

– **Respect de la promesse faite de ne laisser personne de côté**. La Suède s'est engagée à respecter le principe consistant à ne laisser personne de côté. Il s'agit d'un engagement à faire respecter les droits humains et à parvenir à l'égalité des genres, à lutter contre les inégalités au sein des pays et entre eux, à assurer une protection sociale universelle, à renforcer l'autonomisation et la participation active, ainsi qu'à opérer une transition vers des économies économes en ressources, résilientes et climatiquement neutres. En outre, la Suède considère qu'il est essentiel de promouvoir la réduction de la pauvreté multidimensionnelle, le dialogue social et le travail décent, et d'affiner la production de données permettant de s'assurer que le principe est bien observé.

– **Prise en compte du point de vue des enfants et des jeunes**. Les points de vue des jeunes, leur mobilisation et les innovations dont ils sont à l'origine sont d'une importance capitale pour la mise en œuvre du Programme 2030. La jeunesse suédoise présente un intérêt marqué pour l'environnement et le climat, l'égalité des genres et la prévention de l'oppression et de la discrimination, entre autres.

– **Approche mobilisant l'ensemble de la société**. De multiples acteurs en Suède sont associés à la mise en œuvre du Programme 2030. Les organismes publics et les municipalités travaillent de concert dans cette entreprise. Les milieux de recherche contribuent à l'innovation et à la recherche de pointe dans le domaine du développement durable. La société civile participe à la mise en œuvre par sa démarche propre et en poussant les décideurs à agir. Le monde des affaires est aux avant-postes pour ce qui est d'intégrer le Programme 2030 dans ses modèles d'entreprise et de stimuler l'innovation. Les syndicats font pression en faveur du dialogue social et de conditions de travail décentes.

– **Approche locale**. Les municipalités et les régions jouent un rôle pivot dans la mise en œuvre du Programme 2030. Les objectifs de développement durable sont mis en pratique à l'échelon local et des innovations sont aussi conçues et testées au niveau local, ce qui contribue à la mise en œuvre aux niveaux national et mondial. Parallèlement à l'examen national volontaire de la Suède, l'Association suédoise des autorités locales et régionales a mené un examen régional volontaire. Helsingborg, Malmö, Stockholm et Uppsala ont également procédé à des examens locaux volontaires pour la première fois.

– **Approche mondiale**. La Suède continuera de plaider haut et fort en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle mondiale et sera un partenaire de confiance dans le monde entier. Elle s'efforcera de reconstruire en mieux et en plus vert au lendemain de la pandémie de COVID-19. Si l'on veut réaliser tous les objectifs de développement durable, il est impératif d'atténuer les changements climatiques et de s'y adapter, d'enrayer la perte de biodiversité et de restaurer les écosystèmes. La Suède a consacré plus de fonds à la lutte contre les changements climatiques et a intensifié ses efforts pour préserver la biodiversité et les écosystèmes. Le pays continuera de se concentrer sur la santé mondiale, notamment sur la distribution équitable des vaccins. La Suède défendra toujours la démocratie, l'état de droit et l'égalité, y compris l'égalité des genres.

– **Financement du développement**. La Suède est l'un des pays qui contribuent le plus généreusement à l'aide internationale et le Gouvernement s'est engagé à allouer 1 % du revenu national brut à l'aide publique au développement. Toutefois, l'aide publique au développement ne suffit pas. Il importe de nouer de nouvelles formes de partenariat et d'adopter de nouveaux modes financement, ainsi que de renforcer la mobilisation des ressources nationales. Il faut remédier à la vulnérabilité liée à la dette des pays à faible revenu en associant tous les créanciers, tant publics que privés. Une réorientation des flux financiers s'impose : les investissements dans les combustibles fossiles doivent être abandonnés au profit d'instruments financiers verts.

Tchad

[Original : français]

Après avoir présenté en 2019 son premier examen national volontaire des objectifs de développement durable au forum politique de haut niveau pour le développement durable, le Tchad renoue en 2021 avec cet exercice.

En effet, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue pour le Tchad une opportunité pour développer les politiques publiques de développement durable et inclusif.

En s'engageant dans le deuxième examen national volontaire, les hautes autorités du pays ont démontré leur volonté de réaliser avec toutes les parties

prenantes les 16 objectifs de développement durable contextualisés pour respecter le principe de « ne laisser personne de côté » afin de bâtir un monde juste et une paix durable.

L'évaluation de la mise en œuvre des objectifs de développement durable montre que les résultats atteints restent mitigés, du fait que le Tchad fait face à de multiples défis malgré les efforts déployés dans les domaines économique, social et sécuritaire.

En outre, la crise économique liée à la baisse du prix du pétrole brut, à l'instabilité politique et à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a eu des effets négatifs sur l'ensemble de l'économie et les efforts du Gouvernement, et, par conséquent, a exposé une grande partie de la population à la pauvreté et à la vulnérabilité.

L'examen national volontaire de 2021 a été préparé selon une approche participative impliquant l'ensemble des parties prenantes à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il a été bâti sur le rapport de suivi conjoint des programmes africain et mondial du développement durable élaboré par le Tchad en 2020.

L'examen de 2021 permet d'approfondir la réflexion sur les défis de développement durable, d'analyser les progrès et surtout d'identifier les opportunités et actions d'accélération des objectifs de développement durable au Tchad.

Malgré la conjoncture économique marquée par la baisse des ressources de l'État et la lutte contre l'extrémisme violent, le Tchad a fait des progrès dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le taux de pauvreté est passé de 46,7 % en 2011 à 42,3 % en 2019, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 56,1 % en 2014 à 61,8 % en 2019, la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié est passée de 24,3 % en 2015 à 34,5 % en 2019, le taux de maintien des filles à l'école s'est amélioré et le taux d'alphabétisation des adultes est passé de 28,8 % à 41,5 % entre 2011 et 2019.

Cependant, on note un accès limité à l'électricité (8,4 % de la population), et seulement 1,6 % de la population est couvert par le socle de protection sociale. De plus, une faible conjoncture économique persiste, caractérisée par une nouvelle récession en 2020 engendrée par la pandémie de COVID-19, après celle des années 2016 et 2017 liées à la chute du prix du pétrole brut.

En exécutant la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons », déclinée en trois plans nationaux de développement, le Tchad compte mettre en œuvre de manière intégrale et indivisible les objectifs de développement durable pour réduire considérablement le niveau de pauvreté et d'inégalité et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

Le plan d'action de la Stratégie nationale de développement de la statistique (2018-2021) devrait permettre de renforcer les capacités opérationnelles des services en charge de la planification et de la statistique pour améliorer la fréquence de collecte et de diffusion de données.

L'approche inclusive intégrant toutes les parties prenantes, les partenaires techniques et financiers et surtout l'implication du Parlement et de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques dans le processus d'examen des objectifs de développement durable est un acquis qu'il convient de capitaliser. Il en est de même du suivi conjoint de l'Agenda 2063 et du Programme 2030 initié par le Tchad en 2020.

Il faut signaler que lors de la pandémie de COVID-19, les partages d'expériences et les échanges virtuels privilégiés entre pays et les institutions

multilatérales pendant la préparation de l'examen national volontaire se sont révélés efficaces.

En dépit des progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable, les défis suivants sont à relever : a) la production régulière de données statistiques de qualité ; b) la meilleure intégration du Programme 2030 dans les politiques et stratégies de développement ; c) la mobilisation des ressources financières ; d) l'évaluation systématique des projets et programmes ; et e) le faible renforcement des capacités des parties prenantes.

Thaïlande

[Original : anglais]

La Thaïlande attache une grande importance à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans le cadre de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Depuis la présentation de son dernier examen en 2017, la Thaïlande a enregistré des progrès considérables pour ce qui est des 17 objectifs. Cependant, comme dans d'autres pays, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a pesé sur notre économie et notre société et a entravé les efforts que nous déployons pour concrétiser les objectifs.

La réalisation des objectifs de développement durable, notamment dans le contexte de la décennie d'action et de la pandémie, ne se fera pas sans une transformation radicale et sera tributaire de partenariats multipartites. Dans son examen national volontaire de 2021, la Thaïlande met en lumière sa philosophie de l'autosuffisance économique, une approche locale axée sur l'autonomisation des personnes, la résilience et la préservation de l'environnement, ainsi que le recours à la technologie et à la sagesse populaire pour faire face aux problèmes de développement et promouvoir les efforts de relèvement. Elle y souligne l'importance d'une approche mobilisant l'ensemble de la société et l'interconnexion des objectifs, en présentant des exemples parlants du rôle du secteur privé, de la société civile, du milieu universitaire, des réseaux de jeunes et des citoyens lambda dans la promotion des objectifs au niveau national. L'examen lui-même a donné l'occasion aux parties prenantes de se mobiliser et de débattre de la mise en œuvre des objectifs.

Les objectifs de développement durable sont une réalité bien concrète en Thaïlande. En effet, ils ont été intégrés dans la stratégie nationale sur vingt ans, qui constitue le principal cadre de développement du pays. Le Comité national pour le développement durable, présidé par le Premier Ministre, constitue le mécanisme central responsable de la réalisation des 17 objectifs. Le Comité a désigné des coordonnateurs gouvernementaux pour chacune des 169 cibles et les quatre sous-comités qui le composent constituent la force motrice de la mise en œuvre des objectifs, de l'intégration de ces derniers dans la philosophie de l'autosuffisance économique, du suivi et de l'évaluation, ainsi que des évaluations environnementales. On trouve dans la feuille de route de la Thaïlande relative aux objectifs de développement durable le modèle à suivre pour avancer dans six domaines clés, à savoir l'intégration et la cohérence des politiques, les mécanismes d'appui, les partenariats, les projets pilotes, le suivi et l'évaluation, et la sensibilisation.

Les points saillants du nouvel examen national volontaire couvrent tous les secteurs. La Thaïlande a obtenu des succès considérables dans l'élimination de l'extrême pauvreté dans le cadre de l'objectif 1 et s'est engagée à élaborer un indice national de pauvreté multidimensionnelle. Les projets visant à améliorer la nutrition des enfants scolarisés et la sécurité alimentaire renforcent les progrès vers la réalisation de l'objectif 2. En ce qui concerne l'objectif 3, il a été possible de maîtriser

la crise de la COVID-19 grâce à la couverture sanitaire universelle du pays et aux efforts cruciaux des agents sanitaires bénévoles de village. Pour ce qui est de l'objectif 4, la portée des efforts a été élargie grâce à l'utilisation d'outils numériques et du fonds pour l'égalité en matière d'éducation pour que les étudiants pauvres puissent bénéficier d'une aide financière. Les initiatives en faveur de l'égalité des genres, notamment les efforts visant à lutter contre la violence domestique, constituent la pierre angulaire de la mise en œuvre de l'objectif 5 par la Thaïlande.

S'agissant de l'objectif 6, il importe de souligner que l'accès aux sources d'eau potable et à l'assainissement a été amélioré. La mise en place d'un réseau de distribution d'électricité intelligent est en cours pour accroître l'efficacité énergétique, conformément à l'objectif 7. Les capacités de la main-d'œuvre continuent d'être renforcées pour répondre aux besoins de l'économie mondiale dans le cadre de l'objectif 8. C'est en favorisant un modèle d'économie biologique-circulaire-verte par le développement d'infrastructures durables qu'il sera possible d'avancer vers la réalisation de l'objectif 9. À l'appui de la réalisation de l'objectif 10, le Gouvernement a eu recours à une plateforme d'analyse et de cartographie démographiques pour pouvoir repérer les groupes vulnérables qui ont besoin d'aide. Par ailleurs, des projets tels que Baan Mankong (en français, « logement sûr ») aident les populations défavorisées à obtenir un logement sûr et durable dans le cadre de l'objectif 11.

En ce qui concerne les objectifs 12, 13, 14 et 15, la Thaïlande a pris des mesures concernant les changements climatiques ainsi que la consommation et la production durables, a renforcé les efforts de protection des écosystèmes marins et côtiers et a mobilisé davantage les parties prenantes dans la gestion des zones forestières. La Thaïlande articule la mise en œuvre de l'objectif 16 autour de la promotion d'un accès juste et équitable à la justice pour tous, de la coopération multipartite en matière de promotion des droits humains, ainsi que de la lutte contre la traite des êtres humains et la corruption. Enfin, le pays a établi des partenariats efficaces avec tous les secteurs, conformément à l'objectif 17, y compris la société civile, les réseaux du secteur privé et le milieu universitaire. Au-delà de nos frontières, nous avons étendu notre rôle de partenaire de développement pour échanger des connaissances, des expériences et des bonnes pratiques avec les pays voisins et les pays d'autres régions.

Il s'agit là de quelques exemples de mise en œuvre des objectifs de développement durable par la Thaïlande. Nous souhaitons profiter de la dynamique créée par l'examen national volontaire pour garantir une approche mobilisant l'ensemble de la société à mesure que nous progressons dans la mise en œuvre. Prenant comme boussole la philosophie de l'autosuffisance économique, la Thaïlande est convaincue qu'un développement équilibré et durable pour tous est à portée de main.

Tunisie

[Original : français]

Dans la continuité de ses engagements à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Tunisie présente son second rapport national volontaire, pour 2021, et réaffirme sa volonté et sa détermination à mettre en œuvre les objectifs de développement durable malgré un contexte de pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) très difficile.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable en Tunisie s'est amorcée avec l'adoption du premier plan de développement postrévolution (2016-2020), et 80 % des cibles des objectifs étaient en alignement avec ce plan.

La Tunisie, démocratie jeune née d'un dialogue ouvert et inclusif, a enregistré des progrès sur le plan démocratique et a organisé fin 2019 des élections présidentielle et législatives libres et transparentes.

En Tunisie, l'accès à l'électrification et à l'eau potable est quasi généralisé dans tout le pays. L'école est obligatoire et gratuite pour les enfants de 6 à 16 ans. Le taux de scolarisation des enfants de 6 ans a atteint 99,5 % en 2019-2020.

L'État garantit l'accès aux services de santé aux populations vulnérables, 263 000 familles ont ainsi bénéficié du programme d'assistance médicale gratuite en 2020 et 470 000 familles bénéficient de l'assistance médicale à tarif réduit.

Depuis la promulgation le 13 août 1956 du Code du statut personnel, les acquis de la femme tunisienne sont considérés comme un acquis sociétal irréversible. Un arsenal juridique et institutionnel est mis en place pour promouvoir l'égalité entre femmes et hommes et pour éliminer toute forme de violence faite aux femmes. La Tunisie occupe la deuxième place à l'échelle mondiale en ce qui concerne le pourcentage des femmes diplômées des filières scientifiques de l'enseignement supérieur.

Pour assurer la coordination des objectifs de développement durable et leur suivi et évaluation, un comité technique national a été mis en place, composé des points focaux sectoriels gouvernementaux pour les objectifs, de représentants d'organisations nationales, d'élus locaux, de parlementaires, de représentants de la société civile et du secteur privé, et d'universitaires. Ce comité est soutenu par des groupes de travail sur les objectifs créés au sein de chaque ministère. Un portail sur les objectifs a été mis en service par le Ministère de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement en 2021 et sert de plateforme de discussion et d'échange.

La Tunisie s'est engagée dans l'élaboration de sa vision 2030, la stratégie de développement qui en découle et le plan quinquennal de développement 2021-2025.

Pour garantir la participation et l'adhésion de tous les acteurs, des commissions régionales ont été constituées, placées sous la tutelle des conseils régionaux des gouvernorats et des commissions sectorielles au niveau des ministères. Ces commissions ont été lancées début août 2020, en application de la circulaire du Chef du Gouvernement.

La Tunisie a été active dans l'atténuation des effets de la première vague de la pandémie de COVID-19. Elle a eu recours au confinement général, ce qui a permis de maîtriser la pression sur son système sanitaire. Elle a aussi engagé un ensemble d'actions pour garantir la continuité des services sociaux publics de base. Un fonds spécial (fonds 18-18) a été créé pour collecter les dons et renforcer le secteur de la santé.

Pour soutenir les populations vulnérables, le Gouvernement a pris des mesures compensatoires au profit de 260 000 familles nécessiteuses, 370 000 familles à revenu limité, 140 000 personnes à retraite peu élevée et 301 000 personnes exerçant des métiers à revenu variable. Un plan de 23 mesures a été mis en place pour soutenir les entreprises face à la COVID-19, dont la création de deux fonds d'investissement de 500 millions de dinars tunisiens chacun.

La gestion de la deuxième et troisième vague de la pandémie de COVID-19 n'a pas été aussi efficace et la situation socioéconomique s'est détériorée ; la campagne de vaccination n'a débuté que début mars 2021.

L'impact de la pandémie de COVID-19 a été sévère. L'économie tunisienne a enregistré une baisse de 8,8 % en 2020, avec comme effets directs une baisse des

recettes fiscales, une augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique, un chômage préoccupant, une hausse de pauvreté et une baisse de l'investissement.

La lutte contre la pauvreté dans ses diverses formes, le chômage, surtout celui des jeunes diplômés, les inégalités entre hommes et femmes et les disparités régionales sont des défis auxquels la Tunisie devra encore faire face et constituent des priorités dans son plan quinquennal de développement.

Uruguay

[Original : espagnol]

En 2020, un nouveau Gouvernement a pris les rênes du pays et s'est fixé pour objectif de conduire un train de réformes visant à améliorer les conditions de vie de tous les citoyens.

L'axe stratégique choisi pour y parvenir dans les prochaines années s'articule autour des priorités suivantes : a) progresser sur la voie d'une économie innovante, génératrice d'emplois et garante d'un développement durable ; b) réformer les institutions pour faire en sorte que l'État soit fonctionnel, qu'il soit présent sur tout le territoire et qu'il rende des comptes aux citoyens ; c) élaborer des politiques publiques pour que chacun puisse jouir d'une éducation, d'une protection sociale et de soins de santé de qualité ; d) encourager l'essor d'une société qui favorise l'épanouissement et les droits des personnes et qui ne laisse personne de côté.

La première priorité stratégique se fonde sur une conception de la croissance économique qui s'entend comme garante de la durabilité, respectueuse des ressources naturelles et de la biodiversité et apte à affronter et à atténuer les effets des changements climatiques.

Il est impératif de miser en priorité sur la formation des citoyens et de leur donner les moyens de déployer pleinement leurs aptitudes, sans quoi on ne peut concevoir le développement individuel et encore moins le développement collectif.

Il est dès lors préconisé de nouer des alliances entre le secteur public, le secteur privé, le milieu universitaire, les organisations sociales, les communautés et les familles afin de promouvoir le développement.

Autour de cette première priorité se conjuguent les efforts que le pays déploie au moyen d'innovations réglementaires, de la création ou du renforcement d'institutions publiques, de la mise en œuvre de politiques et de programmes et de l'action d'acteurs privés et de la société publique pour réaliser quelques-uns des objectifs et cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'objectif 12 (Consommation et production responsables), l'objectif 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et l'objectif 8 (Travail décent et croissance économique) ainsi que les objectifs 6, 7, 13, 14 et 15 liés au programme de durabilité environnementale, l'objectif 17 sur les partenariats pour le développement et l'objectif 5 (Égalité entre les sexes).

La deuxième priorité stratégique (« que l'État soit fonctionnel, qu'il soit présent sur tout le territoire et qu'il rende des comptes aux citoyens ») traduit de façon plus directe deux des priorités du Programme 2030 : la place centrale de l'être humain et la paix (avènement de sociétés pacifiques).

En renforçant la capacité de l'État de gérer les ressources publiques et d'optimiser leur efficacité et leur efficience, il sera possible d'influer sur la sphère économique et environnementale et ainsi contribuer à deux autres priorités du Programme 2030, la prospérité et la préservation de la planète.

La troisième priorité a trait au développement des capacités et au bien-être de la population, à savoir les politiques et programmes qui constituent les assises de l'État-providence. Il convient de mettre en exergue les réformes entreprises dans les domaines de l'éducation et de la sécurité sociale en ce qu'elles constituent des étapes importantes pour surmonter plusieurs des problèmes qui empêchent le pays d'utiliser pleinement ses capacités et qui visent à contribuer au développement durable de la société.

La réforme du système éducatif contribuera à la réalisation de l'objectif 4, mais aussi des cibles rattachées à l'objectif 8 relatif à l'emploi. Les mesures prises pour renforcer le système de protection sociale contribueront à la réalisation de plusieurs cibles des objectifs 1, 8 et 10.

Enfin, les activités de programme qui seront menées dans le cadre de la quatrième priorité (« une société qui favorise l'épanouissement des personnes et qui ne laisse personne de côté ») sont liées à deux piliers ou principes du Programme 2030, à savoir la paix et les partenariats pour le développement, puisque certains des résultats ont trait à l'élimination de toutes les expressions ou manifestations de violence fondée sur le genre (violence contre les femmes et les filles). Elles permettront ainsi au pays de progresser vers la réalisation de l'objectif 5, précisément en ce qui concerne ses cibles en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans tous les domaines.

Zimbabwe

[Original : anglais]

Le Zimbabwe a réalisé des progrès considérables dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable, qui se sont traduits par les cadres politiques suivants : le programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable (2013-2018), le programme de stabilisation transitoire (2018-2020), l'actuelle stratégie nationale de développement 1 (2021-2025) et la Vision 2030. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été intégré dans l'ensemble de la Vision 2030 afin de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation conjoints. Dans son examen national volontaire de 2021, le Zimbabwe insiste sur les points suivants :

1 En s'appuyant sur le cadre de mise en œuvre et de coordination des objectifs de développement durable présenté dans son examen national volontaire de 2017, le Gouvernement renforce encore le cadre institutionnel par la mise en place d'un secrétariat chargé de coordonner la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des objectifs. D'autres améliorations ont été apportées à l'architecture institutionnelle, notamment l'alignement de la stratégie nationale de développement 1 sur les objectifs, ainsi que la coordination et le partage d'informations au sein des groupes de mise en œuvre de la stratégie et des objectifs. Le suivi et l'évaluation de la stratégie nationale de développement 1 se feront au moyen d'un système électronique de gestion de la performance à l'échelle de l'ensemble de l'administration ;

2 Le Gouvernement est conscient que le développement ne sera durable que s'il est inclusif ; il a donc intégré le principe de ne laisser personne de côté dans tous ses cadres de politique de développement. Il s'engage à institutionnaliser davantage les approches mobilisant l'ensemble de l'administration et de la société dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des objectifs de développement durable. La mise en œuvre d'une stratégie de développement inclusive, le renforcement de la résilience climatique, la gestion des ressources naturelles, la création de valeur ajoutée et l'enrichissement, le maintien de la stabilité macroéconomique, la promotion des investissements et le développement des infrastructures sont des facteurs essentiels à

la réalisation de la Vision 2030 et des objectifs du pays. L'amélioration des infrastructures et des services est essentielle à la réalisation des objectifs. Les domaines prioritaires en matière d'infrastructures et de services publics dans la stratégie nationale de développement 1 comprennent l'énergie, l'eau et l'assainissement, le logement, les technologies de l'information et de la communication, et les transports ;

3 Outre les méthodes de financement traditionnelles, telles que les prêts, les subventions et les investissements étrangers directs, il sera primordial de renforcer la mobilisation des ressources nationales dans l'éventail des sources de financement de la stratégie nationale de développement 1 et des objectifs de développement durable. À cet égard, le Gouvernement s'efforce de mettre un terme aux flux financiers illicites en appliquant une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et en renforçant les capacités des institutions concernées, telles que la Commission anticorruption du Zimbabwe et l'Autorité fiscale du Zimbabwe. La priorité sera donnée à l'accroissement de la compétitivité du pays et des flux d'investissement, à la fructification des fonds envoyés par la diaspora et à la promotion des partenariats public-privé ;

4 Des progrès ont été enregistrés dans la réduction de toutes les formes de violence et des décès qui y sont liés grâce à des campagnes de sensibilisation sur l'exploitation, la traite et toutes les formes de violence contre les groupes vulnérables ; au renforcement de la visibilité des forces de l'ordre dans les zones sensibles ; à la création de comités de prévention du crime et de défense de la paix. Il a été possible de renforcer l'état de droit en mettant en conformité la législation avec la Constitution, en garantissant un accès plus large à la justice et en édictant de nouvelles lois en faveur des droits humains. L'amélioration de la coordination et de la collaboration avec les multiples parties prenantes, les membres du secteur de la justice, la société civile et la communauté ont réduit la fragmentation et les processus parallèles ;

5 Le pays encourage une production et une productivité agricoles élevées grâce à l'optimisation de l'utilisation des terres et de l'eau et à l'adoption d'innovations agricoles intelligentes sur le plan climatique, telles que le *pfumvudza/intwasa* (prise en compte des changements climatiques dans l'agriculture), autant d'initiatives que le Gouvernement et le secteur privé appuient. L'amélioration de la production et du rendement agricoles répond aux objectifs 1, 2, 5 et 8 (accroissement de la production agricole, des revenus, de la participation des femmes et du rendement de l'agriculture et des industries agroalimentaires). Le projet présidentiel relatif aux intrants agricoles répond également aux besoins des groupes et communautés marginalisés qui ne disposent pas de ressources suffisantes ;

6 Des progrès ont été réalisés en matière de couverture sanitaire universelle grâce à des investissements continus dans les infrastructures de santé publique, les équipements, la formation du personnel de santé, les achats et la distribution de médicaments et d'articles divers, ainsi qu'au développement et à la révision des cadres juridiques et politiques liés à la santé. Cela s'est traduit par une réduction du taux de mortalité maternelle, une diminution de la mortalité des enfants de moins de 5 ans et une baisse générale de la prévalence du VIH. L'accès à l'éducation a été élargi grâce à l'élaboration de programmes inclusifs, la création d'infrastructures, le développement du capital humain et l'innovation. Les questions de genre ont été prises en compte dans la plupart des cadres législatifs, des politiques et des programmes d'autonomisation du pays, ce qui s'est traduit par une plus grande participation des femmes à la vie politique et à la prise de décision et par un meilleur accès aux ressources productives et financières ;

7 Le Gouvernement zimbabwéen s’est engagé à soutenir le plein emploi productif et le travail décent et à lutter contre le secteur informel, la précarisation du travail et l’érosion de la valeur des traitements et salaires des travailleurs. Grâce aux efforts qu’il déploie pour ouvrir ou rétablir le dialogue en faveur d’un passage de la diplomatie traditionnelle à la diplomatie économique, le Zimbabwe pourra améliorer son image, tisser des relations plus étroites avec la communauté internationale et stimuler le commerce et les investissements dans le cadre de la Vision 2030.